Niveau(x) d'enseignement : 9 Numéro EDUQ : 9370421
Centre d'intérêt : 912

Blais, Hélène.

Recherche-action sur le développement de l'alphabétisation au Québec. Synthèses régionales / par Hélène Blais. -- [Québec] : Direction générale de l'éducation des adultes, c1987.
310 p. ; 28 cm.

Code : 38-2531; 8788-1096.

ISBN 2-550-14144-X

Vedette(s)-secondaire(s) : Québec (Province). Direction générale de l'éducation des adultes

---

Descripteur(s) : Alphabétisation * Services * Service de l'éducation des adultes * Organisation administrative * Organisation pédagogique * Budget * Coût * Personnel * Etudiant adulte * Evaluation des services * Education des adultes

Identificateur(s) de nom : Québec (Province)

Identificateur(s) de sujet : Plan d'intervention

Description des pratiques régionales d'alphabétisation au Québec en 1986. On présente, pour chacune des dix régions du Québec, une synthèse des réponses obtenues lors d'une recherche-action d'envergure provinciale, pilotée par le MEQ, qui visait à dresser un portrait de l'état des services en alphabétisation à partir des paramètres suivants : nature de la région, plan d'intervention, organisation des services, budgets et coûts, personnel, populations desservies et évaluation des services.

Type de document :

DIRECTION
GÉNÉRALE DE
L'ÉDUCATION
DES ADULTES

RECHERCHE-ACTION SUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ALPHABÉTISATION AU QUÉBEC

SYNTHÈSES REGIONALES

9370421

Recherche-action
sur le développement de l'alphabétisation
au Québec

Synthèses régionales

par

Hélène Blais

TABLE DES MATIERES

Gaspésie et Bas Saint-Laurent (Région 01)	1
Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chapais-Chibougamau (Région 02)	28
Québec (Région 03)	55
Mauricie-Bois-Francs (Région 04)	88
Estrie (Région 05)	115
Rive sud de Montréal (Région 06-Sud)	135
Ile de Montréal (Région 06-Centre)	164
Rive nord de Montréal (Région 06-Nord)	200
Outaouais (Région 07)	227
Abitibi-Témiscamingue (Région 08)	249
Côte Nord (Région 09)	275
Nouveau-Québec (Région 10)	299

Synthèse régionale

Gaspésie et Bas Saint-Laurent

(Région 01)

les joncs nous fouettaient les jambes
le fleuve nous montait des bateaux
le fleuve nous mentait

l'été vidait les rivières
la marée chassait le lièvre et l'intrus
le fleuve se dégorgeait dans les terres
miramichi rivière-à-Pépin papébiac
nous roulions dans les mûres et les bleuets

Gérald GODIN, in Libertés surveillées, 1975

1 NATURE DE LA REGION

La région de la Gaspésie et du Bas Saint-Laurent couvre un périmètre de 965 kilomètres sur le continent et s'étale sur plus d'une centaine de municipalités, de Rivière-du-Loup à Gaspé, en passant par Trois-Pistoles, les Basques, Saint-Fabien, Trinité des Monts, Rimouski, Saint-Marcellin, Saint-Gabriel, Mont-Joli, La Rédemption, Amqui, Causapscal, L'Ascension de Patapédia, Matapédia, Pointe-à-la-Croix, Miguasha, Carleton, Bonaventure, New Carlisle, Shipawake, Port-Daniel, Chandler, Grande-Rivière, Percé, Douglastown, Rivière-au-Renard, Grande Vallée, Murdochville, Mont-Louis, Sainte-Anne-des-Monts, Cap-Chat, Matane, Les Boules, etc. Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ 236 700 habitants. A ce territoire et ces habitants s'ajoutent ceux de l'archipel des Iles-de-la-Madeleine dont le Service de l'éducation des adultes est sis à Cap-aux-Meules.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CSR de la Péninsule en 1977, puis emboîtaient le pas, la Commission scolaire Baie des Chaleurs en janvier 1979, la Commission scolaire du Grand Portage en 1980, la

Commission scolaire régionale Gaspesia en 1980 (membre du Laubach Literacy Council), la Commission scolaire du Bas Saint-Laurent en 1980-1981, la Commission scolaire de la Matapédia et la Gigogne Inc. en 1981, le Centre Alpha Bas Saint-Laurent en 1981-1982, la Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation en 1983, le Centre Alpha des Basques et le Centre d'apprentissage Clé inc. en 1984, la Commission scolaire de Matane en octobre 1984, la Commission scolaire des Iles en janvier 1985.

Il y a ainsi 12 organismes qui oeuvrent dans le domaine de l'alphabétisation des adultes. Huit sont des commissions scolaires et quatre des organismes volontaires d'éducation populaire, dont deux sont autonomes et deux sont reliés à des commissions scolaires. L'Equipe régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation joue un rôle de concertation dans la région.

Les deux réseaux (CS et OVEP) s'adressent à des populations qui ont des caractéristiques communes et tentent de répondre et de s'adapter à leurs "besoins" spécifiques par une alphabétisation de type scolaire, fonctionnelle ou communautaire. La Gigogne Inc., maison d'hébergement et de transition pour femmes en difficulté, dessert une population exclusivement féminine.

En plus des activités d'alphabétisation, les CS offrent d'autres types d'activités: formations générale, professionnelle, en industrie, préparatoire à l'emploi; éducation populaire, réinsertion sociale et

ISBN 2-550-14144-X
© Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation, 1987
Tous droits réservés

Dépôt légal
Quatrième trimestre – 1987

Direction générale de l'éducation des adultes

NOTE AUX LECTRICES ET AUX LECTEURS

Les informations contenues dans ce document constituent une description des pratiques régionales d'alphabétisation et reflètent dans une certaine mesure le point de vue de l'auteure. Elles ne présument en rien des orientations du ministère de l'Éducation en alphabétisation.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE GASPESIE ET BAS-SAINT-LAURENT (REGION 01)

AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CEP	Centre d'éducation populaire
CLEA	Comité local d'éducation des adultes
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CTQ	Centre Travail Québec
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
RECEM	Regroupement des comités d'éducation de la Matapédia
SEA	Service d'éducation des adultes
UQAR	Université du Québec à Rimouski

professionnelle des femmes, des jeunes; formation à distance (foresterie); Kino-Québec, services aux autodidactes, etc.

Le Comité Alpha Bas-Saint-Laurent et le Centre Alpha des Basques offrent exclusivement des activités d'alphabétisation. Le Centre d'apprentissage Clé et La Gigogne Inc. offrent, de plus, de l'aide dans le milieu, des projets avec jeunes volontaires, des activités fonctionnelles aidant la communauté, etc.

Populations spécifiques

Dans la population analphabète, on parle de milieu rural et de milieu urbain. Il y a des femmes, des jeunes et des moins jeunes, des déficients intellectuels légers et moyens, des handicapés physiques, des allophones et des anglophones de 16 à 30 ans. Une partie de ces populations spécifiques est intégrée à l'ensemble de la population analphabète.

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Les orientations sont à la fois scolarisantes et fonctionnelles. Une constante pourtant s'impose: le désir d'adapter les activités aux "besoins" des apprenants. On retrouve donc dans la région presque tous

les modèles d'alphabétisation: fonctionnelle, scolarisante, conscientisante, communautaire, populaire, etc. La scolarisation est importante. L'alphabétisation fonctionnelle est exercée dans une perspective de développement social. Pour les apprenants désireux d'intégrer la "machine scolaire", on offre une alphabétisation scolarisante. Le modèle communautaire, quant à lui, tente de responsabiliser la population face à l'alphabétisation. Une municipalité assure l'alphabétisation dans son patelin. C'est un des mandats des CEP et des CLEA.

Les plans d'intervention en alphabétisation de la région Gaspésie-Bas Saint-Laurent privilégient, outre l'apprentissage de l'écriture, de la lecture, du calcul, la formation de personnes autonomes, le développement de la pensée, de l'expression orale, des démarches de croissance personnelle. On assiste à la mise en branle de tout ce qui est essentiel à une reprise de confiance en soi pour bien fonctionner en société.

Les objectifs

Les orientations des plans d'intervention sont intimement liées aux objectifs de chacun des organismes. Il s'agit pour eux de sensibiliser la population à l'analphabétisme, recruter des adultes analphabètes, former des groupes, encadrer les participants, suivre leur formation, leur permettre d'"acquérir des outils pour se dire", "se dire pour se faire entendre", supporter, évaluer, "permettre au plus grand nombre

possible de personnes sous-scolarisées ou non scolarisées d'acquérir des connaissances de base en lecture, écriture, calcul". Tous ces objectifs nécessitent une structure et/ou une vue d'ensemble. Il faut donc "structurer la formation de base pour permettre aux apprenants d'accéder au niveau secondaire", développer leur autonomie et leur prise en charge, acquérir de la documentation pour un centre d'information; "donner aux analphabètes la possibilité de se définir des buts et avoir le goût de gravir les échelons de l'apprentissage". En symbiose avec les organismes, il s'agira de rendre les apprenants capables de faire des choix de valeurs, de participer à l'élaboration de leur société. Il faudra donc chercher à développer chez eux une "pensée critique".

Changements intervenus

L'"ouverture des réseaux" a été d'une grande importance dans les changements liés aux plans d'intervention. Elle a permis de développer différents secteurs et favorisé l'émergence d'un plus grand nombre de groupes d'apprenants (quand auparavant ce nombre était très limité). Elle a entraîné aussi un surcroît de travail administratif. L'ouverture a permis de répondre à toute démarche valable (sans restriction ni préoccupation financières), de distinguer plus spécifiquement l'alphabétisation fonctionnelle par rapport à l'alphabétisation scolarisante. L'"ouverture des réseaux" a amené certains organismes à ajuster leurs structures en concentrant leurs efforts sur le recrutement.

Les services d'alphabétisation de la région ont vu augmenter leur population de handicapés intellectuels et physiques. A cet effet, il existe une table de concertation régionale pour les handicapés.

On a besoin sans cesse de s'adapter aux 'besoins' des apprenants. A certains endroits, le nombre d'apprenants envisagé est au-dessus du nombre réel de bénéficiaires.

Dans un des organismes, le dossier de l'alphabétisation a été mis à l'écart au profit du dossier 'rattrapage scolaire'. On a donc aiguillé les nombreuses inscriptions vers ce secteur d'intervention. Suite à une amélioration structurelle des CEP, il y a eu plus d'adultes rejoints. De façon générale, on dénote une augmentation du nombre de handicapés intellectuels inscrits aux activités. A la CSR du Grand-Portage, les services d'alphabétisation étant plus connus de la population, on a ralenti les activités reliées à la sensibilisation et au recrutement. On y instaure un projet expérimental d'utilisation de la micro-informatique pour l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Les apprenants apprécient cette approche et semblent stimulés et valorisés.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Les liens qui s'opèrent avec la communauté ont principalement pour but de sensibiliser la population en général et de recruter des adultes. A cet effet, les CLEA et les CEP transigent directement avec les CS qui s'occupent des questions administratives, des services professionnels, etc.

Le réseau des OVEP s'occupe pour une large part de la formation et de la pré-alphabétisation. Les liens avec la communauté sont essentiels à la survie de l'alphabétisation dans la région. Les organismes à la fois institutionnels, municipaux et communautaires pratiquent majoritairement la formule communautaire propre à cette région où la population est dispersée et où ce mode de fonctionnement est traditionnellement très enraciné. Les organismes agissent en collaboration. Tout organisme ou association est directement impliqué: responsables des presbytères, CLSC, services de police municipale et provinciale, écoles primaires et secondaires, SEA, CTG, CEIC, centres d'accueil et référence, CLEA, clubs de l'Age d'or, associations sportives, AFEAS, CEP, etc. Tous ces contacts sont importants quant au recrutement, à la sensibilisation-information et à la publicité.

Le "concept" d'alphabétisation

Le concept d'alphabétisation s'oriente selon deux vecteurs principaux: un premier vecteur, scolaire, où l'apprentissage, l'enseignement de la

langue française sont prépondérants ainsi que l'accès au secondaire et, par le fait même, au diplôme d'études secondaires; un deuxième vecteur, plus fonctionnel et/ou social, où intégration, autonomie, prise en charge, communication de connaissances générales sont mises de l'avant. Quand il s'agit de définir le concept d'alphabétisation, qu'elle soit scolaire, communautaire ou fonctionnelle, on ne dénote aucune notion de lutte, de reconquête d'une culture, de conscientisation socio-politique, exception faite du groupe La Gigogne Inc. Deux organismes dans la région refusent d'utiliser le mot "alphabétisation". Selon eux, ce terme fait fuir la population qui pourrait bénéficier des services. On parle maintenant, chez eux, de "d'amélioration, de révision ou de rafraîchissement du français de base" et de "communication de connaissances générales".

3 ORGANISATION DES SERVICES

Modèles organisationnels

Certains des organismes, où les CEP sont co-porteurs du dossier avec les SEA, fonctionnent en "co-gestion". Les CEP s'occupent de gestion organisationnelle locale, les SEA, de gestion administrative, et du perfectionnement des formatrices et formateurs. Les SEA peuvent, à l'occasion, offrir un support dans l'organisation matérielle, dans la référence, participer financièrement et offrir un suivi aux CEP. Les CS ont une structure hiérarchique de fonctionnement. L'organisation concrète des services d'alphabétisation s'effectue parfois, malgré cela,

en collégialité. Par exemple, avec des associations de handicapés, il y a partage d'objectifs, de budgets, etc. Un autre exemple de collégialité se vit conjointement entre le SEA de la CSR de la Matapédia et le RECEM.

Les responsabilités pédagogiques sont assumées uniquement par les intervenants en alphabétisation: directeurs d'éducation des adultes, conseillers pédagogiques, formatrices, formateurs, animatrices, animateurs, bénévoles. Nulle part dans la région, il n'est fait mention du rôle et/ou des pouvoirs assumés par les participants dans le partage des responsabilités pédagogiques. À la CS de Matane, on souhaite explicitement développer cet aspect.

Lieux physiques

En Gaspésie-Bas Saint-Laurent, l'alphabétisation se déroule largement dans des milieux ruraux. Salles paroissiales, sous-sols d'églises, centres communautaires, "locaux des organismes du milieu", maisons privées, centres pour adultes, "autour d'une table dans un local qui ressemble le moins possible à une classe", écoles, locaux des commissions scolaires, locaux communautaires (clubs d'Âge d'or), maison d'hébergement sont tous lieux de rassemblement et de formation.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants se rencontrent entre 6 et 10 heures par semaine, la plupart d'entre eux, 2 fois par semaine (exception: La Gigogne Inc., qui offre des activités pendant une journée entière, une fois par semaine). Le nombre de groupes par organisme varie: de un à 24 groupes, selon le cas. Dans la région, on compte 103 groupes d'alphabétisation. Selon la moyenne déclarée, un groupe d'alphabétisation est composé de 8 personnes. Cependant, un organisme a formé 2 'groupes' qui ne comptent chacun qu'une seule personne. Il y a donc, dans la région, 2 jumelages.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités prépondérantes. Campagnes d'information avec collectif d'apprenants sur les ondes d'une radio communautaire, messages à la radio et à la télévision communautaires, vidéos, articles dans les médias écrits, reportages, distribution de dépliants, feuillets publicitaires, feuillets d'information, feuillets paroissiaux, prônes, ventes et dons de macarons, affiches, cartes d'affaires, rencontres individuelles et de groupe dans différents organismes (écoles primaires et secondaires du territoire), rappel des anciens participants, bouche à oreille, porte à porte, sondages, soirées d'information, petits journaux d'information, etc. Très souvent, le recrutement et la sensibilisation font partie intégrante du travail des formatrices et formateurs.

Liste d'attente

La notion même de liste d'attente est beaucoup plus urbaine que rurale. Elle n'est pas efficiente dans un milieu rural. Souvent il n'y a même pas de liste d'attente "officielle". L'éparpillement géographique joue ici: les distances importantes entre les villages ou les municipalités empêchent la formation de groupes. Ainsi, dans un organisme, 4 adultes, répartis dans 3 villages, sont en attente. Le ratio trop élevé exigé par le MEQ font que certaines municipalités ne peuvent créer de groupes. On note aussi que les CLEA et les CEP ne sont pas enracinés dans toutes les paroisses. Dans certains CLEA, où il n'y a pas de liste d'attente, on évalue qu'on a rejoint 20% de la population susceptible de bénéficier des services d'alphabétisation. De façon générale, il n'y a pas de liste d'attente dans les organismes: on comble les "besoins" au fur et à mesure qu'ils se présentent, dans la mesure du possible.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: études des "besoins" de formation et de perfectionnement des formatrices, séminaires sur l'animation de petits groupes, mise sur pied de stratégies pédagogiques, modes d'évaluation (testing) et d'auto-évaluation, classement des apprenants, fourniture de matériel didactique, planification, supervision de plans d'action, participation

à un certificat en andragogie à l'UQAR, sessions d'études sur l'approche des adultes, suivi des groupes, recherche et adaptation de matériel didactique, journées de perfectionnement (avec comme thèmes l'enseignement individualisé, les techniques d'animation, l'implantation du programme GFR 501 à 506, etc.), rencontres de ressourcement, etc.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages s'effectue dans le but d'aider les adultes à prendre conscience des progrès qu'ils réalisent. On habilite les participants à s'auto-évaluer. Quand ils demandent que l'on reconnaisse leurs acquis scolaires, ils sont évalués par le biais de tests uniformisés et d'examens. L'évaluation des apprentissages peut se faire aussi à plus long terme, dans le sens d'un retour à l'école traditionnelle, au "système scolaire régulier": l'évaluation formelle à l'aide de tests standardisés est alors prescrite. L'évaluation a quelque influence aussi sur l'adéquation des interventions: on "réajuste son tir", suite à une consultation auprès des apprenants, on s'assure de leur compréhension et de leurs acquis. L'évaluation peut prendre la forme d'une visite formelle périodique par une personne-ressource auprès d'adultes, d'une vérification du dossier individuel de l'apprenant. La CS Vallée de la Matapédia élabore actuellement un outil d'évaluation des apprentissages en français et en mathématiques.

Pendant et après leur alphabétisation, les adultes peuvent être suivis et on les interroge pour connaître comment ils réutilisent leurs

apprentissages. Même après les activités d'alphabétisation proprement dites, le suivi est toujours possible et répond en cela à la demande de chaque apprenant. Le suivi des adultes est exercé aussi dans le contexte de l'atteinte d'une meilleure autonomie. Il peut prendre la forme de fiches individuelles, outils servant à guider les adultes dans leurs apprentissages. Il s'effectue au moyen de rencontres individuelles, parallèlement aux ateliers, pour connaître la progression des connaissances et guider les adultes dans leur cheminement.

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation des services d'alphabétisation se déroule de diverses façons: au moyen de réunions mensuelles, de journées de formation, de rencontres avec les apprenants à la fin d'une session, à la fin de chaque année, de mini-colloques regroupant participants adultes et intervenants. On évalue les pratiques à la lumière des objectifs et plans d'action fixés préalablement. Un autre moyen d'évaluer consiste à comptabiliser le nombre d'apprenants qui ont poursuivi jusqu'à la fin et à prévoir leur réinscription possible. L'évaluation ponctuelle des services influe sur les objectifs à atteindre, les pratiques des formatrices en atelier. Elle peut être remplacée par un bilan annuel des actions. Dans un organisme, une table de planification permet une interrogation sur les actions, une autocritique des interventions des

formatrices, des recommandations et critiques des apprenants et une planification des orientations futures.

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, tous les organismes sont totalement subventionnés par le M.E.Q. (343 000$ déclarés). Trois organismes ne précisent pas le montant de leur financement. Un autre n'a pas de budget pour l'alphabétisation et n'a pas offert d'activités en 1985-1986. Une très grande part des dépenses liées à l'alphabétisation est consacrée à la formation: 65% du budget régional total. Le reste du budget se répartit comme suit: 9% à la gestion et soutien administratif; 8% au développement pédagogique et perfectionnement; 8% à l'encadrement pédagogique; 4% à la sensibilisation et recrutement; 2% à la publicité et promotion. Compte tenu des contraintes géographiques propres à la région, la sensibilisation et le recrutement occupent une part importante des budgets. Fait intéressant à noter, les formatrices et formateurs sont très largement impliqués dans ce type d'intervention. A titre d'exemple, la CS de la Baie des Chaleurs alloue 22% de son budget à cet item. Les CSR consacrent environ 20% de leur budget aux développement, perfectionnement et encadrement pédagogiques. Les OVEP participent aux activités offertes par les CSR.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 5$ à 58$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune des données isolément.

5 LE PERSONNEL

Le personnel travaillant en alphabétisation est constitué de deux fois plus d'hommes que de femmes aux postes de direction-coordination (hommes: 65%; femmes: 35%) et des services professionnels (hommes: 66%; femmes: 34%). Une population presque uniquement féminine (à 95%) s'occupe de la formation. L'animation-terrain et le bénévolat sont assurés par des femmes, respectivement à 85% et 88%. L'âge moyen du personnel décroît par catégories professionnelles: professionnels, 43 ans; direction-coordination, 41; bénévoles, 37; formatrices, 36; animatrices, 31.

Régionalement, le personnel se répartit de la façon suivante: 65% du personnel est bénévole; 21,5% est affecté à la formation; 5%, à l'animation-terrain; 5%, à la coordination; enfin, 3%, aux services professionnels.

Les formatrices et animatrices sont en très forte proportion engagées à temps partiel, de façon contractuelle. Les directeurs-coordonnateurs et les professionnels sont, quant à eux, principalement à temps plein et permanents. Les bénévoles sont trois fois plus nombreuses que les formatrices à contrat.

Antécédents professionnels et qualifications

Les formatrices et formateurs ont une "bonne" expérience de l'enseignement, une expérience de travail auprès des adultes. Ils sont

diplômes d'études secondaires, collégiales ou universitaires, détiennent des brevets d'enseignement A ou B. Deux formateurs seulement n'ont pas d'expérience de travail dans le milieu scolaire. Légalement qualifiées, certaines des formatrices ont des formations d'appoint en andragogie, programmation neuro-linguistique et informatique. Dans une CS, les formatrices et formateurs ne sont pas tenus de posséder une "scolarité" spécifique, mais ils doivent "maîtriser la langue française".

Les animatrices ont de l'expérience en alphabétisation, une formation de base en animation, plusieurs années d'expérience en développement et animation communautaires et sont "engagées" dans le milieu.

Toute personne voulant s'impliquer dans le milieu est acceptée comme bénévole, à la condition de posséder "une bonne connaissance de la langue française".

Pour un OVEP, la capacité de communiquer, le vécu, quelquefois une expérience d'enseignement, sont des atouts. Pour le bénévolat, tout le personnel a déjà fait partie de nombreux organismes.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et des candidats avec expérience dans l'enseignement (de préférence au niveau primaire ou en adaptation scolaire), avec formation en andragogie ou l'équivalent, capables de s'adapter à l'enseignement individualisé, impliqués dans leur milieu, disponibles. Les formatrices devront posséder une bonne

connaissance de la langue écrite et parlée. En plus des qualifications professionnelles, certaines attitudes sont signifiantes pour les employeurs: motivation à travailler avec des populations défavorisées, capacité d'identifier des "besoins" et de s'y adapter, capacité d'écoute, souplesse, intérêt pour la relation d'aide, capacité de travailler en équipe, connaître la population à desservir, connaître le milieu, avoir de bons contacts avec les apprenants, demeurer dans la région immédiate, faire preuve de créativité, être prêt à participer à des activités de perfectionnement.

Pour l'animation, les candidats doivent faire preuve d'engagement dans des organismes paroissiaux ou scolaires, suivre des cours de perfectionnement offerts par les comités d'alphabétisation, l'université ou la paroisse, détenir un diplôme universitaire de premier cycle, ou l'équivalent, avoir le sens de l'organisation et la capacité de travailler en équipe. On privilégie des gens compétents (au niveau de la pédagogie et des "techniques d'animation") et prêts à se perfectionner.

Pour le personnel bénévole, il est primordial d'être impliqué dans différents organismes paroissiaux, de démontrer de l'intérêt pour l'alphabétisation et vouloir aider son milieu, de se joindre à l'équipe par intérêt et disponibilité. Ici encore, les bénévoles devront être prêts à se perfectionner et posséder des "techniques d'animation".

Pour un OVEP, le critère d'embauche est davantage axé sur le plan humain: démontrer un réel dynamisme, être sensibilisé au problème de

l'analphabétisme dans le milieu, être disponible, faire preuve de compréhension, d'attention. Pour la formation, on exige, au minimum, un DES.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région de la Gaspésie et du Bas Saint-Laurent totalise 821 personnes. Leur âge varie, mais une population de moins de 30 ans est concentrée dans les régions de la Péninsule et de la Baie des Chaleurs, tandis qu'une population plus âgée se retrouve dans la Matapédia et le Bas Saint-Laurent. Au point de vue de l'âge, la population se répartit régionalement comme suit: 36% de la population (de 21% à 81%) est âgée de 30 ans et moins; 33% (de 19% à 46%) de 31 à 45 ans; 29% (de 0% à 46%) de 46 ans et plus.

Régionalement, une légère majorité de femmes (56%) compose la population qui s'alphabétise. À la Matapédia, 76% des participants sont des femmes. Par contre, dans la Péninsule où un programme de réinsertion scolaire et professionnelle des jeunes a été implanté, on s'adresse à des hommes dans une proportion de 55%. La population est à très forte majorité francophone. La population anglophone se concentre surtout dans la Baie des Chaleurs (25%) et dans la région du Bas Saint-Laurent (8%).

La très grande majorité des participants (80% à 90%) sont bénéficiaires d'aide sociale, sans emploi ou "femmes au foyer". Dans la portion de la population plus âgée, on retrouve des petits salariés et des pensionnés.

La scolarité déclarée varie d'un organisme à l'autre: en moyenne, 51% (de 39% à 63%) des participants déclarent détenir entre 0 et 4 ans de scolarité; 41% (de 23 à 50%), de 5 à 8 ans de scolarité; enfin, 8% (de 0% à 15%) à plus de 8 années de scolarité.

Changements et types de population

On remarque, dans la région, une augmentation du nombre de jeunes dans les inscriptions, même si les "mesures de rattrapage scolaire", qui ont drainé les plus jeunes, ont entraîné une augmentation de la moyenne d'âge des adultes en alphabétisation. La population est hétérogène: analphabètes complets, sous-scolarisés avec cours élémentaire non terminé, scolarisés faiblement; niveau secondaire entamé, mais difficulté de lecture-écriture. On constate une diminution du nombre d'adultes apprenants. Par contre, le nombre de déficients intellectuels inscrits augmente. On tente de rejoindre des gens sous-scolarisés; non seulement des "analphabètes purs". Le nombre d'apprenants a diminué, parfois même dans une proportion de 20%. Cependant, dans un organisme, on note une augmentation de 300% du nombre de participants. De plus en plus de jeunes, de décrocheurs profitent des services. Un groupe de 9 allophones a été constitué dans un OVEP.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0 à 28%. En moyenne, on peut l'estimer à 10.4%.

7 EVALUATION

Réussites

On estime comme étant des réussites: l'acquisition par les adultes de meilleures connaissances de base, l'administration d'un sondage ayant permis de cerner différentes données, le projet de mise sur pied d'un centre de documentation, la "disponibilisation" de l'alphabétisation des adultes, la mise sur pied d'une structure populaire d'alphabétisation, la réalisation d'un colloque régional des apprenants, l'accession, au niveau pré-secondaire, d'adultes très peu scolarisés; la structure opérationnelle du comité d'éducation populaire, le perfectionnement des formatrices et formateurs, une publicité renouvelée et accentuée qui a permis d'atteindre la population visée, l'élaboration et l'expérimentation de matériel pédagogique, l'augmentation du nombre d'apprenants et du nombre d'heures de formation, certaines percées à l'extérieur des municipalités immédiates, le recrutement "assez efficace" (malgré le peu de moyens mis à la disposition des intervenants), l'intérêt manifesté par les apprenants et les formatrices, la continuité du programme d'alphabétisation, l'accession

d'un groupe d'apprenants au niveau de la 3e et 4e Secondaire après 6 ans de cours, l'implication des formatrices dans le recrutement, le développement d'une expertise pour identifier les "besoins" des adultes.

Le service d'alphabétisation est de plus en plus connu et, dans les milieux urbains, les adultes s'adressent directement aux pourvoyeurs de services. On a donc réussi à sensibiliser et conscientiser le milieu par la création de CEP. La mise sur pied de différentes activités de groupe (voyages, rencontres sociales, etc.) a concouru au fait que les adultes sortent de leur isolement.

Difficultés

Les organismes considèrent comme des échecs le fait d'avoir de la difficulté à rejoindre la population analphabète. On remet en question certains procédés de sensibilisation des adultes analphabètes. Le désistement d'un CLEA a entraîné l'abandon de 6 adultes apprenants et l'on voit poindre à l'horizon le désistement possible d'un prochain CLEA. L'échec de la formation d'un "comité régional des divers intervenants en alphabétisation" a été vécu comme une difficulté. Deux centres de SEA n'ont pu offrir d'activités, faute d'inscriptions suffisantes. Deux villages n'ont pas répondu positivement à l'offre de services, alors qu'ils avaient participé l'année précédente à des groupes expérimentaux. Les démarches entamées pour recruter les adultes sont très coûteuses et ne satisfont pas aux objectifs fixés. On

éprouve de la difficulté à recruter, à convaincre les adultes de participer aux activités d'alphabétisation, à rejoindre les gens les plus défavorisés et, de ce fait, à former des groupes respectant le ratio (de 8 à 12 personnes), dans toutes les municipalités du territoire. On souhaite que l'alphabétisation se fasse "pour et par le milieu".

Changements et améliorations

Pour augmenter l'efficacité des interventions, plusieurs suggestions sont mises de l'avant: embaucher des animateurs communautaires qui supporteraient les CEP; pour ce faire, il faudrait ajouter une enveloppe budgétaire. On aimerait développer une "formule magique" pour rejoindre et mobiliser les adultes les plus défavorisés de milieu rural, repenser la division territoriale de certains secteurs, remplacer le matériel didactique utilisé par le programme de français langue maternelle, détenir plus d'effectifs, restructurer les programmes, stabiliser le statut d'emploi des formatrices. On signale que la mobilité des formatrices (pigistes à temps partiel) rend difficiles l'inventaire de leurs "besoins" de perfectionnement et la réalisation même de cette formation d'appoint (andragogie, enseignement individualisé et animation de petits groupes). On désire aussi améliorer le recrutement, la publicité et la sensibilisation en augmentant les ressources financières qui y sont affectées, posséder des locaux en dehors des écoles, connaître les formules de financement à l'avance et accroître le

financement, maintenir, consolider les services existants, augmenter le nombre de personnes-ressources; développer et relier l'alphabétisation auprès des personnes handicapées, l'alphabétisation-terrain (scolarisante, fonctionnelle et d'intégration sociale) et l'alphabétisation pré-secondaire. Dans un OVEP, on souhaite que les formatrices et formateurs possèdent de l'expérience d'enseignement et des qualifications d'ordre pédagogique.

En conclusion, conséquemment à l'"ouverture des réseaux" de l'alphabétisation des adultes, nous pouvons identifier les grandes tendances régionales suivantes, toutes sous le signe de l'augmentation: dans le nombre d'activités, dans le nombre d'heures de formation, dans le développement des ressources humaines, dans le développement du matériel pédagogique et dans le nombre de jeunes décrocheurs et de handicapés participants. Signalons toutefois que l'effet de drainage de la population plus jeune, suite à des mesures incitatives de réinsertion scolaire, provoque des effets en apparence contradictoires: tantôt un déplacement des jeunes dans un réseau connexe à l'alphabétisation entraîne une augmentation de la moyenne d'âge et une baisse des effectifs de la population en alphabétisation; tantôt une augmentation de la population des décrocheurs au sein de certains organismes d'alphabétisation fait diminuer la moyenne d'âge.

L'"ouverture des réseaux" a eu des effets moins positifs pour le territoire des Iles-de-la-Madeleine: les modalités de financement de cette politique d'ouverture de réseau n'ont pas permis le développement

d'activités de promotion et de recrutement. Le territoire des Iles-de-la-Madeleine a été victime de piétinements et de régressions, et si les activités d'alphabétisation ont été maintenues jusqu'à présent, c'est grâce à la motivation et la ténacité de deux formatrices. La dispersion de la population des Iles est un obstacle physique patent. Le recrutement d'une quarantaine de participants semblerait en mesure de donner vie au mouvement d'alphabétisation dans les Iles-de-la-Madeleine. Une animatrice-terrain y travaille depuis juin 86.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales d'alphabétisation serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région de la Gaspésie-Bas Saint-Laurent.

Synthèse régionale

Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chapais-Chibougamau

(Région 02)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN-CHAPAIS-CHIBOUGAMAU
(REGION 02)

ACSM	Association communautaire des services multiples
AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CLSC	Centre local de services communautaires
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CTQ	Centre Travail Québec
DGEA	Direction générale de l'éducation des adultes
EAD	Equipe d'aide au développement
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
SEA	Service d'éducation des adultes
UQAC	Université du Québec à Chicoutimi

1 NATURE DE LA REGION

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chapais-Chibougamau est située sur la rive nord du fleuve Saint-Laurent. Elle est bornée à l'est par la région de Manicouagan, au sud, par celle de Charlevoix, de Portneuf et de la Mauricie; à l'ouest, elle touche à l'Abitibi-Témiscamingue et le Nouveau-Québec en est la limite nordique. Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: La Baie, Ferland-Boilleau, Bagotville, Port-Alfred, Grande-Baie, Laterrière, Chicoutimi, Canton Tremblay, Saint-Fulgence, Valin, Saint-Honoré, Saint-David-de-Falardeau, Saint-Ambroise, Bégin, Saint-Nazaire, Saint-Coeur-de-Marie, L'Ascension, Sainte-Monique, Saint-Augustin, Péribonka, Sainte-Jeanne-d'Arc, Mistassini, Dolbeau, Albanel, Normandin, Saint-Méthode, Saint-Félicien, Notre-Dame-de-la-Doré, Chibougamau, Chapais, Saint-Prime, Pointe-Bleue, Roberval, Sainte-Hedwidge, Val-Jalbert, Chambord, Desbiens, Métabetchouan, Saint-Gédéon, Alma, Saint-Bruno, Hébertville, Larouche, Jonquière (où se trouve la plus importante aluminerie au monde), Shipshaw, Saint-Charles-de-Bourget, Saint-Viateur, Saint-Vianney, etc. Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ 304 800 habitants.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CSR Lapointe en 1978. Se joignaient au mouvement la CSR Louis-Hémon et la CS Chicoutimi en 1980; le Centre d'alphabétisation de Jonquière, la CS Chapais-Chibougamau, le Regroupement de Bouches à oreilles, le Centre Alpha de Laterrière Inc., le Centre La Clé et la CSR Lac-Saint-Jean, en 1981; la Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation, en 1982; le Centre populaire Roberval Alpha, en 1983;

le Centre Lettres vivantes, le Centre Mot à mot, le Centre Alpha Canton Tremblay, le Centre Alpha de La Baie, le Centre Alpha Saint-Honoré et le Centre Alpha Falardeau, en 1984. Il existe aussi une association des centres alpha du comté de Roberval.

Parmi les organismes qui ont participé à notre recherche-action, on compte 11 OVEP, dont 10 sont étroitement liés aux 5 commissions scolaires de la région. Le Centre populaire Roberval Alpha est entièrement autonome et fonctionne sur une base bénévole. N'ont pas participé à la recherche-action les organismes suivants: Alpha Albanel, Centre d'alphabétisation du comté de Roberval et le Groupe Centre Lac d'Alma.

En 1978, un adulte analphabète fait la manchette d'un journal: il demande des cours de lecture et d'écriture. C'est un déclencheur inusité et important qui a pour résultat l'accréditation en 1981 du Centre d'alphabétisation de Jonquière et la formation de 4 autres groupes en périphérie. Cette réclamation d'un simple citoyen illustre à sa façon un dynamisme et une volonté revendicatrice propres à la région.

Font partie de la population "analphabète" rejointe les catégories spécifiques suivantes: des handicapés physiques et intellectuels, jeunes de 16 à 30 ans, "femmes au foyer", femmes amérindiennes venant de milieu carcéral, Amérindiens, allophones (en très petit nombre), personnes âgées, chômeurs, assistés sociaux, adultes en recherche d'emploi, adultes sourds et muets.

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Les orientations sont diverses: fonctionnelle, scolarisante, communautaire, populaire. Cependant, les tendances fonctionnelles et scolarisantes prédominent. La première tendance vise le "développement intégral de la personne", la "prise en charge", l'autonomie. Par le biais de l'apprentissage du français et des mathématiques de base, on tente d'aviver l'intérêt des participants pour les événements qui se produisent dans leur milieu socio-économico-politico-culturel, bref de les aider à "fonctionner efficacement dans la vie quotidienne": déchiffrer des formulaires, effectuer des appels téléphoniques, répondre à des lettres, aider les enfants dans leurs travaux scolaires, défendre leurs droits. La deuxième tendance est centrée sur des "cours systématiques avec programmes", l'obtention de "papiers" en vue de la poursuite d'une formation scolaire et/ou le développement d'habiletés répondant aux exigences du monde du travail.

Les services offerts dans la région répondent à la "demande populaire", aux "besoins" des apprenants et permettent à ces "plus démunis socialement" de comprendre ce qu'ils vivent, en privilégiant des activités de démarche personnelle. La plupart des activités éducatives s'inscrivent dans le sillon d'une éducation populaire. Elles se déroulent dans le cadre de démarches communautaires où, comme au Centre La Clé en collaboration avec la CSR Lac- Saint-Jean, "selon les

objectifs des apprenants, notre démarche prendra une orientation scolarisante ou fonctionnelle dans une optique conscientisante."

La collaboration qui existe entre les OVEP et les CS permet à ces deux types d'organismes d'offrir des "services accessibles", "décloisonnés", "décolarisés", liés directement au vécu des adultes et où les participants sont amenés à prendre une part active dans le processus de leur alphabétisation. Dans les deux réseaux, on vise à les rendre "responsables de leur destinée" et on les "guide" en "les respectant dans ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent devenir."

La Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation regroupe 15 membres qui représentent 12 OVEP et 5 CS. D'une importance capitale, elle est citée par tous les répondants de chacun des organismes participants. Axée sur une "pédagogie ouverte", elle vise à créer une "dynamique régionale" (colloques annuels réunissant à la fois apprenants et intervenants, mise sur pied d'un centre régional de documentation, etc.), promeut la concertation et la mise en commun des énergies. Elle a mis en place 5 comités dont les mandats sont les suivants: "banque de documentation", "perfectionnement", "activités-apprenants", "sensibilisation-promotion-représentativité", "définition-orientation-développement".

Changements intervenus

Depuis quelque temps, une intensification de la collaboration entre les OVEP locaux et les SEA permet de clarifier davantage ce qui distingue une formation scolarisante d'une autre fonctionnelle et, à la rigueur, de favoriser leur cohabitation. Les organismes étant de plus en plus connus, le nombre d'heures d'activités a augmenté. Les 'méthodes et lieux traditionnels' ont cédé le pas à des approches différentes, dans des locaux moins ou non conventionnels, dans le respect des philosophies particulières des divers foyers d'alphabétisation.

Les principaux changements dans les plans d'intervention sont dus à l'accroissement du nombre de participants. Ainsi, s'instaurent des activités complémentaires: ateliers de calcul, de Système International, d'alimentation, de fonctionnement de calculatrice électronique, de lecture de panneaux signalétiques de circulation et de cartes routières. Il s'agit donc d'adapter les ateliers et les locaux aux 'besoins' de cette population grandissante. Lors d'un colloque en mai 1984, 250 participants-apprenants demandaient que les mots 'analphabète' et 'alphabétisation' soient supprimés du vocabulaire andragogique courant et préconisaient, en retour, l'utilisation des expressions 'atelier de lecture et d'écriture' et 'centres Alpha'.

Objectifs

Les rôles assumés par les organismes sont de différents ordres: 1° organisationnel: sensibiliser et renseigner la population; 2° pédagogique: enseigner le français et les mathématiques de base, "transmettre le goût et le plaisir d'apprendre", expliquer, favoriser divers apprentissages; 3° psychologique: accueillir, écouter, rassurer, orienter, favoriser le développement personnel de chacun; 4° conscientiser face aux capacités et possibilités du milieu. À même ces tendances, on choisit selon l'organisation à laquelle on appartient et les priorités qui la fondent.

Partage des responsabilités

C'est à partir des suggestions des apprenants que la plupart des programmes de formation sont planifiés. Les participants sont donc amenés à s'impliquer dans le fonctionnement des activités pédagogiques. Dans ce milieu où "nous nous instruisons mutuellement", où "chacun est responsable de l'espace où il habite", les adultes en formation apportent des idées nouvelles qui influencent directement la nature des plans d'intervention. On fait large place à leurs initiatives: rédaction d'articles pour le recrutement, fabrication de pancartes, interventions dans des activités de "suivi" pendant lesquelles les intervenants les consultent. Dans la mesure où ce sont l'autonomie, l'auto-prise en charge des apprenants, leur "responsabilisation" que l'on vise, c'est à partir de leurs suggestions, de leurs implications et

"besoins" que l'on élabore les contenus des programmes. Les participants, en plus de dire "ce qu'ils veulent ou ne veulent pas", peuvent à l'occasion effectuer des "ouvrages journaliers" (entretien des locaux, de l'environnement, récupération de papier) et s'entendre sur des "règlements répondant aux "besoins du groupe".

Les réseaux des CS et des OVEP fonctionnent en collégialité ou en cogestion. Les CSR sont souvent les employeurs directs des OVEP. Elles les soutiennent financièrement en leur allouant des "heures-cours". Les OVEP sont cependant autonomes au sens où ils sont maîtres de leurs orientations pédagogiques, de leur gestion et de leur implication dans le milieu.

Malgré l'organisation administrative hiérarchique inhérente aux CS et leur rôle financier, il existe un départage des tâches: tout un chacun se charge, soit lors de conseils d'administration d'OVEP, soit lors de rencontres et d'ententes CS-OVEP de maintenir la "philosophie" de l'alphabétisation à offrir dans la région. L'animation-terrain, l'animation des centres, la supervision des activités pédagogiques, les tâches secrétariales, le perfectionnement des formateurs, la production de matériel pédagogique, le soutien à la formation, l'engagement du personnel, la production de rapports financiers et administratifs, le recrutement (publicité, sensibilisation) sont assumés, soit conjointement par les SEA des CS et les OVEP, soit sous la forme d'un partage des responsabilités. Les CS et les OVEP sont dans un réseau d'inter-influence où une large place est faite à la négociation.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Les centres situés dans des petites communautés sont de plus en plus connus. Pour maintenir active la sensibilisation directe de la population à l'analphabétisme dans la région, pour aller chercher de l'aide au niveau du recrutement et pour donner plus de poids aux interventions dans le milieu, les OVEP et les SEA font appel aux organismes suivants: CS locales, CLSC, fabriques, associations de handicapés intellectuels, services d'accueil et référence, cercles de fermières, associations de personnes âgées, membres de la garde paroissiale, centres communautaires féminins, CTQ, CEIC, ACSM, Chevaliers de Colomb, AFEAS, Société Saint-Vincent-de-Paul, mouvements de jeunes. Il existe aussi des tables locales et régionale de concertation, où les intervenants divers sont à même de recevoir les informations provinciales et nationales. Les contacts avec des instances diverses (comités alpha dans les CS, bulletin Alpha-Liaison, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation, rencontres de l'Equipe inter-régionale des animatrices et animateurs, etc.) contribuent à briser l'isolement, à permettre une réflexion sur chacune des pratiques pédagogiques, un partage de matériels pédagogiques, une incitation à l'"action". Un cas d'exception: le Centre populaire Roberval Alpha estime que ses rencontres avec l'Equipe régionale des animatrices et animateurs du Lac-Saint-Jean (regroupant 7 municipalités) n'ont pas d'influence marquée sur ses pratiques pédagogiques. Lorsqu'il est question d'aide financière, par exemple, cet organisme, dont un dixième des services est voué à l'alphabétisation, se sent exclu, compte

tenu de son mode de fonctionnement particulier. Malgré ses demandes au MEQ, il n'a pas été subventionné.

Le concept d'alphabétisation

Les objectifs d'une alphabétisation dans la région sont toujours fonction des "besoins exprimés". L'"apprentissage du code", les savoirs parler, lire, écrire, écouter, calculer, sont toujours présents et sont inhérents à la formation des adultes. Toutes ces "habiletés" sont complétées par des activités moins scolaires: manipuler de l'argent, reconnaître facilement les noms des jours, l'heure, la date, visionner un vidéo, écouter un conférencier, participer à une table ronde, à des "rencontres sociales", etc. Les activités visant l'apprentissage du français et des mathématiques de base sont "prioritaires", mais on laisse une marge de manoeuvre aux formatrices, formateurs et animatrices, animateurs, ainsi qu'aux apprenants, pour que des activités plus liées au quotidien développent l'autonomie, la "prise en charge" et l'intégration dans l'environnement.

L'alphabétisation est un "processus d'apprentissage complet ayant pour centre l'adulte comme premier responsable", adulte "dont le manque de connaissances entraîne des comportements de gêne, de peur, de manque de confiance". L'alphabétisation regroupe une population qui veut pouvoir "lire, écrire et s'exprimer comme la masse d'individus qui l'entourent". Individu "carencé", "en difficulté", conscient de sa situation et en processus de prise en charge, l'apprenant a recours à

toutes sortes de services spécialisés qui ne relèvent pas uniquement du monde de l'alphabétisation.

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Au Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chapais-Chibougamau, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits très divers: édifices administratifs municipaux, sous-sols de caisses populaires, locaux de fabriques, ateliers protégés, centres d'éducation des adultes, locaux de CS, classes, salles dans des polyvalentes ou écoles primaires du quartier, salles paroissiales, bibliothèques municipales, salles de centres populaires (centres névralgiques où circulent beaucoup d'individus), locaux de collèges, centres communautaires, centres récréatifs, édifice public à proximité d'un centre commercial... Dans plusieurs cas, ces lieux doivent être partagés avec d'autres associations de citoyens, par exemple, des gardes paroissiales, bibliothèques, garderies, etc. Ces cohabitations entraînent plusieurs contraintes dans l'aménagement "physique et psychologique" de ces lieux à utilisations multiples et à accessibilité limitée.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants des groupes d'alphabétisation se rencontrent entre 3 heures et 15 heures par semaine, la plupart d'entre eux, 2 fois par semaine. Chaque organisme compte de 2 à 32 groupes, selon le cas. On

répertorie 141 groupes dans la région, pour une moyenne de 7 personnes par groupe.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités de première importance. Leurs formes très variées dénotent un souci de ratisser toutes les avenues possibles: articles dans les journaux locaux, affiches, rencontres formelles avec les organismes du milieu, rencontres informelles avec des adultes du milieu, bouche à oreille, messages publicitaires dans les médias électroniques, envoi de lettres aux fabriques paroissiales, lettres de sensibilisation à tous les curés du territoire (lors de la Journée internationale de l'alphabétisation), dépliants des SEA, recensement, bulletins paroissiaux, dépliants distribués à chaque famille en début d'année scolaire, recrutement de bouche à oreille par les apprenants, sondages-dépistage au moyen de visites à domicile et d'appels téléphoniques, entrevues télévisées, implication personnelle de chaque intervenant (animatrices, animateurs, conseillers pédagogiques, formatrices, formateurs), kiosques dans les centres commerciaux. Certains OVEP se plaignent d'un manque de fonds pour une sensibilisation plus efficace.

Listes d'attente

La moitié des organismes possède une liste d'attente. Ces listes comptent en moyenne 10 personnes. Ces listes existent à cause d'un manque de locaux, ce qui limite la capacité d'accueil. De plus, les

gens ne sont pas toujours prêts à s'alphabétiser au moment où on les contacte. Des participants éventuels sont aussi en attente parce que le nombre requis de personnes pour la formation d'un groupe n'est pas atteint et qu'on reporte le début des activités à une date ultérieure. L'autre moitié des organismes ne détient pas de liste d'attente parce qu'elle répond aux demandes à mesure, ses inscriptions s'effectuant sur une base d'"entrée continue".

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: participation aux tables locales de concertation, séances de perfectionnement (par exemple, sur la "pédagogie ouverte", les styles et valeurs des jeunes), colloques annuels de perfectionnement (depuis 4 ans), conférences (portant, par exemple, sur des méthodes pédagogiques en français, des jeux éducatifs, le burn-out, etc.), rencontres régionales, encadrement continu (par exemple, 6 heures par semaine), projets de développement (3 ou 4 fois par année), invitations de personne-ressource, etc. Toutes ces activités servent à consolider toutes les pratiques liées à l'alphabétisation. En particulier, les réunions hebdomadaires sont, pour les intervenants du Centre La Clé, "la source majeure" de leurs "forces". Quelques OVEP se plaignent d'un manque de ressources financières: toutes les activités de perfectionnement qui débordent le cadre local et habituel de leurs interventions, leur occasionnent des frais qu'ils ne peuvent assumer.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages a une très grande influence sur la motivation des apprenants. Ces activités d'évaluation adaptées aux 'besoins réels' leur permettent de constater leur progression. Toute une panoplie de moyens sont déployés: évaluation globale de fin de parcours, tests de classement en français (lecture et écriture) et en mathématiques de base, tests séquentiels, tests finaux, tests oraux et écrits, 'fiches de progression', correction journalière des travaux des participants, évaluations sommatives, évaluations formatives continues, etc. Ces modes d'évaluation permettent à la fois aux intervenants et aux participants de vérifier les 'acquis', de dépister les faiblesses et de 'réajuster les interventions en fonction de la progression des besoins et apprentissages.'

Le suivi des apprenants est généralement effectué de façon systématique, selon plusieurs modalités: dossiers personnalisés, rencontres hebdomadaires, 'grilles' évaluant leurs connaissances, habiletés, intérêts, motivation, sens des responsabilités, 'apprentissages standard', développement personnel, capacité d'attention; interrogations sur les résultats scolaires, l'intégration au groupe, les difficultés rencontrées; attestations du nombre d'heures effectuées (remise en fin de session). Il existe aussi des fiches de progression et des méthodes d'évaluation sommative quand les apprenants désirent s'intégrer au niveau secondaire.

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation ponctuelle des services d'alphabétisation - qu'elle soit hebdomadaire, bimensuelle, mensuelle, quadrimestrielle, semestrielle - peut prendre la forme, entre autres, de rapports des conseils d'administration des OVEP et des SEA, d'évaluations-échanges entre intervenants et conseillers pédagogiques. Au Centre Mot à mot, les apprenants participent au bilan annuel de l'organisme, en évaluant ses programmes d'intervention, outils pédagogiques et la "vie de l'organisme".

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, les organismes de la région bénéficient d'un financement selon trois modalités et dans les proportions suivantes: subvention du MEQ, dans le cadre des projets OVEP (21%); argent alloué par les SEA (34%); enfin, financement direct du MEQ (45%). A la CS Chapais-Chibougamau et au Regroupement de Bouches à oreilles, 1% du budget provient de frais d'inscription. Tous les OVEP ont deux sources de financement: les subventions OVEP du MEQ (de 31% à 79% de leur budget) et les SEA (de 21% à 69%). Le budget annuel régional déclaré s'élève à 877 451$. Tous les organismes sont subventionnés, à l'exception du Centre populaire Roberval Alpha, qui fonctionne entièrement sur une base bénévole et "humanitaire", ses demandes de subvention ayant été refusées.

Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 54% du budget est consacré à la formation; 15% à la sensibilisation et au recrutement; la publicité-promotion, le développement pédagogique et le perfectionnement, l'encadrement pédagogique, la gestion et le soutien administratif, s'approprient chacun 6%; on alloue 5% à l'équipement-location et à l'expertise (contrats externes), 2%. Il ressort de ces données que la formation, la sensibilisation et le recrutement accaparent une part très importante de l'assiette budgétaire, soit 69%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 3,30$ à 15$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune des données isolément.

5 LE PERSONNEL

Les hommes et les femmes se répartissent à peu près également les tâches de direction-coordination (56% d'hommes, 44% de femmes). Les services professionnels occupent 38% d'hommes et 62% de femmes. La représentation féminine est nettement majoritaire dans les autres catégories d'emploi: formation (89%), animation-terrain (92%), bénévolat (75%) et formation-animation (90%).

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 43 ans, aux services professionnels; 40 ans, à la direction-coordination et à la

formation: 37 ans, à la formation-animation: 36 ans, à l'animation-terrain et 33 ans au bénévolat.

Le personnel affecté à la direction-coordination et aux services professionnels est majoritairement à temps plein et permanent. Cependant, un peu plus de la moitié des directeurs-coordonnateurs travaillent à temps partiel, mais toujours de façon permanente. Tout le personnel de la formation, formation-animation, animation-terrain est engagé à temps partiel, surtout de façon contractuelle.

Selon la moyenne régionale, 33% des tâches liées aux activités d'alphabétisation sont assumées par des travailleuses et travailleurs bénévoles. Exception faite du Centre populaire Roberval Alpha, aucun organisme n'évalue à plus de 50% la part de bénévolat. Le bénévolat n'est donc qu'un complément, ce n'est pas, dans la région, un modèle de fonctionnement.

Le personnel se répartit de la façon suivante: 39% de formatrices et formateurs, 23% de bénévoles, 13% de directeurs-coordonnateurs, 9% de professionnels, 9 % d'animateurs-terrain et 7% d'animatrices(teurs)-formatrices(teurs). La formation et la formation-animation occupent donc une place importante avec 46% des effectifs, ainsi que le bénévolat, dont la part n'est pas du tout négligeable.

Antécédents professionnels et qualifications

Les formatrices et formateurs sont diplômés en pédagogie (baccalauréats spécialisés, brevets A et C, diplômes d'enseignement aux niveaux élémentaire et secondaire), détiennent un DEC ou un DES, ont une expérience en pédagogie, andragogie ou éducation spécialisée ou ont déjà enseigné à des jeunes et des adultes dans le système scolaire public et/ou privé. Une grande partie des intervenants ont déjà oeuvré dans des organismes du milieu. Ils ont donc une "très bonne connaissance" de l'apprenant et de son milieu spécifique.

Les travailleuses et les travailleurs bénévoles ont des expériences variées: à titre d'exemple, cette mère de famille et collaboratrice dans une ferme familiale.

Les animatrices et animateurs-terrain ont soit un diplôme en animation ou l'équivalent, soit une expérience d'intervention dans le milieu.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant une "excellente maîtrise" du français lu, écrit et parlé, une expérience pertinente auprès des adultes, une facilité de contact, une ouverture d'esprit, une capacité de travail en équipe, une "expérience de la pédagogie", un brevet d'enseignement ou l'équivalent, "une grande

disponibilité de jour et de soir", des notions de psychologie, des "aptitudes en relations humaines".

Du côté de l'animation, on recherche des personnes démontrant des capacités d'écoute, de communication, d'accueil, d'initiative, en plus de "connaître certaines techniques d'animation".

Pour le bénévolat, on insiste sur certaines attitudes: "respect de la clientèle", implication à l'intérieur des organismes du milieu. Les bénévoles sont "engagées" en conformité et en concertation avec l'Association des centres Alpha de la région.

De façon générale, on retient les candidatures de personnes expérimentées, ayant une "bonne connaissance du milieu", "travaillant selon une approche autant socialisante que scolarisante". Toutes ces personnes devraient être "connues de la population", pour leur implication et action communautaire ou "activités populaires", surtout dans les petits villages.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chapais-Chibougamau totalise 965 personnes. 40% de la population est âgée de 30 ans et moins, 33% de 30 à 45 ans et 27% de 46 ans et plus. Les femmes constituent 55% de la population qui s'alphabétise. En ce qui concerne la scolarité, 47% des participants adultes déclarent

détenir de 5 à 8 ans de scolarité; 36% de la population à 4 ans et moins; enfin, 21%, plus de 8 ans.

La population est à très forte majorité francophone. On retrouve un très petit nombre d'autochtones, d'anglophones et d'allophones (Italiens, Laotiens, Haïtiens). Le concept de statut socio-professionnel a reçu des interprétations diverses, selon les organismes: "handicapés intellectuels", "invalides", "jeunes décrocheurs", "travailleurs en recherche d'emploi", "handicapés physiques", "sans emploi", "travailleurs", "chômeurs", "assistés sociaux", "retraités", "femmes au foyer", "travailleurs saisonniers", "autres". Une chose est sûre: les "sans-emploi" et les assistés sociaux (dont une part de "femmes au foyer") sont largement majoritaires au sein des groupes d'alphabétisation.

Changements et types de population

La tendance générale est à l'augmentation du nombre de participants: dans certains organismes, la population a doublé et même triplé. Plus de jeunes de 18 à 30 ans, bénéficiaires d'aide sociale et référés par le CTQ, s'inscrivent aux activités, dans le cadre des "mesures de rattrapage scolaire". Leur intégration dans les groupes d'alphabétisation confronte les intervenantes et intervenants à des situations nouvelles, cette tranche de la population pouvant être aux prises avec des problèmes graves: manque d'emploi, drogue, alcoolisme, démêlés judiciaires, milieu familial perturbé, situation financière

précaire, instabilité socio-affective, manque de motivation. Parce que les services d'alphabétisation sont maintenant mieux connus dans la région, qu'on a démystifié le "terme analphabète" et que le probleme de l'analphabétisme est mieux "connu" et considéré dans toute son ampleur, la population est moins hésitante à recourir aux services: ainsi, les hommes et les personnes âgées viennent en plus grand nombre. Les femmes en recherche d'emploi, les jeunes décrocheurs et les allophones contribuent aussi à l'augmentation du nombre de participants.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0 à 11%. En moyenne, on peut l'estimer à 6%. Par contre, les participants peuvent "faire relâche" pour une session. Chez les plus jeunes, le taux d'abandon est plus élevé que chez les plus âgés: dans un organisme, sur 10 jeunes de 18 à 30 ans, on a constaté un taux d'abandon de 50%. Régionalement, le taux d'abandon demeure faible.

7 EVALUATION

Réussites

Les apprenants sont plus sensibles à leur environnement, plus capables d'entreprendre des activités les impliquant aux niveau scolaire, social, professionnel, etc., conscients de leur "potentiel humain" et de leurs "capacités de réussite" et en mesure d'améliorer leur "qualité de vie".

Le dynamisme des équipes d'intervenants, le bas taux d'absentéisme et d'abandon, le fait que les services soient plus connus, que les gens "se rapprochent de plus en plus des services", que l'on mène certains "apprenants aux portes du secondaire", que les apprenants référés par le CTQ "veulent revenir", même s'ils ne sont pas payés, l'assiduité, tout cela prouve une implication, une volonté commune de faire avancer l'alphabétisation dans la région. Les réussites prennent d'autres formes: colloques d'apprenants, au cours desquels ils animent, par exemple, un kiosque sur "les mines et le travail d'un mineur" et un débat sur l'avortement; écriture, par un apprenant, d'un article dans Alpha-Liaison; banque de documentation, sessions de perfectionnement, nombre croissant d'inscriptions. L'analphabétisme étant mieux "compris par la population", les apprenants sont maintenant moins "gênés" de dire qu'ils fréquentent des centres d'alphabétisation. Les résultats de la recherche "Dépistage des analphabètes à ville de La Baie" en 1984-1985 a concouru à augmenter le nombre de participants. La "concertation", la "consolidation des centres", le "bon esprit" régnant dans les centres, la collaboration avec les "organismes du milieu" sont autant de marques de succès dans la région.

Difficultés

Plusieurs organismes affirment ne pas avoir subi d'échecs, mais seulement avoir commis des "erreurs de parcours" normales. Toutefois, il est difficile d'approcher les analphabètes en milieux isolés, par exemple, dans la municipalité de Ferland-Boileau. Les objectifs des

apprenants non atteints, les abandons "non motivés", les difficultés à organiser des ateliers de jour dans certaines localités, la non-disponibilité des locaux en dehors des heures d'atelier, l'obligation de partager les locaux, la difficulté de recruter des intervenants dans certains secteurs, jettent quelques ombres au tableau. Quelques OVEP se plaignent d'un manque flagrant de matériel pédagogique de base. Par exemple, un organisme ne dispose que de 2 dictionnaires pour 38 apprenants. A Roberval, on apprécierait une contribution financière du Gouvernement du Québec; à Shipshaw, on voudrait augmenter le nombre d'heures/semaine d'activités; finalement, on considère que le taux d'inscription aux activités est faible, par rapport à la population qui devrait bénéficier des services. Dans la municipalité de Canton Tremblay, on prépare un programme publicitaire s'adressant aux industries et commerces.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants dressent une liste exhaustive des améliorations qu'il faudrait apporter: alléger et rendre plus flexibles les structures et encadrements; s'occuper des apprenants qui se dirigent vers une formation générale (post-alpha); investir plus d'argent, compte tenu des spécificités du territoire et de l'ampleur des tâches à accomplir: services de transport, matériel pédagogique (audio-visuel, dictionnaires, cahiers d'apprentissage, ordinateurs), locaux et équipements, engagement d'un plus grand nombre de formatrices et de formateurs, ainsi que d'une ou un responsable de l'"animation

régionale"); sensibiliser et impliquer davantage les cadres du milieu scolaire; ouvrir deux centres dans deux municipalités (CSR Louis-Hémon); promouvoir des activités de formation comme le faisait l'EAD de la DGEA; offrir un certificat en alphabétisation à l'UQAC; augmenter le nombre de sessions de perfectionnement; uniformiser les "informations" de la DGEA, selon les secteurs et régions administratives; s'attarder davantage à la population la plus démunie, particulièrement difficile à rejoindre, en accentuant le travail d'animation-terrain; exploiter plus souvent les événements extérieurs afin d'avoir une démarche plus communautaire (Centre La Clé); poursuivre et accroître les activités de sensibilisation dans les usines, les hôpitaux, les CLSC, les centres d'accueil, etc.

Les outils pédagogiques utilisés dans la région nécessitent, eux aussi, des changements et améliorations. Au Centre populaire Roberval Alpha, étant donné des difficultés financières, on manque de matériel. Dans les autres organismes, on fabrique soi-même beaucoup de matériel, considérant inadéquats les cahiers d'exercices déjà existants qui ne tiennent pas compte du rythme d'apprentissage des usagers. On adapte aussi "sans cesse" le matériel au niveau des illustrations, des textes, de la progression des difficultés, etc. Plusieurs organismes constatent que le matériel employé est "enfantin"; on souligne que les "volumes de base" ne sont pas adaptés à des adultes analphabètes. On souhaite donc la mise sur pied d'un service gouvernemental de matériel pédagogique spécialisé en alphabétisation. De plus, les OVEP espèrent un apport financier supplémentaire qui leur permettrait de se procurer du matériel

audio-visuel, des volumes, des dictionnaires, qui seraient grandement "interessants et facilitants pour l'apprentissage de l'apprenant".

> "De nous-mêmes et de nos destinées, nous n'avons compris clairement que ce devoir-là: persister... nous maintenir... et nous nous sommes maintenus, peut-être afin que dans plusieurs siècles encore le monde se tourne vers nous et dise: "Ces gens-là sont d'une race qui ne sait pas mourir..." Nous sommes un témoignage.
>
> Louis Hémon, Maria Chapdelaine, 1912

La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chapais-Chibougamau où beaucoup a été effectué, souvent de façon originale, et où beaucoup d'idées émergent quant aux améliorations à apporter aux services déjà existants, ne fait pas mentir sa réputation de dynamisme et de pionnière. Instigatrice d'une pédagogie ouverte, promouvant l'implication des intervenants et des apprenants dans différents projets et à différents niveaux d'animation, la région a des réseaux d'alphabétisation bien structurés et favorise une négociation ouverte entre les CS et les OVEP. La Table régionale des animatrices et animateurs, depuis 4 ans, insuffle une dynamique à travers toute la région (colloques d'apprenants, sessions de perfectionnement qui reprennent la vocation de l'ex-EAD) et ses impacts sont décelables dans les structures et orientations des organismes locaux. Par exemple, au Centre alpha La Baie, les apprenants sont présents dans le modèle organisationnel de l'organisme. Avec toutes ces réalisations à son actif, la région saura certes relever les défis qui se présentent à elle.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région.

Synthèse régionale

Québec

(Région 03)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE

QUEBEC (REGION 03)

AFCU	Association féminine des cantons unis
AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
ATS	Appareil téléscripteur pour sourd
CAR	Centre d'accueil et référence
CEC	Centre d'emploi Canada
CFC	Centre François Charron
CIFQ	Centre international des femmes de Québec
CLEA	Comité local d'éducation des adultes
CLEP	Centre local d'éducation populaire
COFI	Centre d'orientation et de formation des immigrants
CPACS	Comité provincial d'alphabétisation dans les CS
CRSSS	Centre régional de santé et de services sociaux
CS	Commission scolaire
DEA	Directeur de l'éducation des adultes
DEC	Diplôme d'études collégiales
DES	Diplôme d'études secondaires
EAD	Equipe d'aide au développement
IMC	Infirme moteur cérébral
LSQ	Langage des signes du Québec
MMS	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
MRC	Municipalité régionale de comté
MRS	Mesures de rattrapage scolaire
PME	Petite et moyenne entreprise
PNE	Professionnel non-enseignant
QCRC	Quebec City Reading Council
SAHT	Service d'apprentissage aux habitudes de travail
SEP	Sclérose en plaques
TCC	Traumatismes crâniens cérébraux
TES	Technicien en éducation spécialisée

Très clairement je me souviens que demain
un grand Nordet m'éclatera dans les côtes
crevant le coeur de janvier entre l'Ile et le
Mont Sainte-Anne c'est un grand oiseau
blanc qui plonge en passant ses griffes dans
la neige cela se donne des élans aux bras
ligneux du Nord et cela nous pousse des
dessins de poudre aux vitres de l'oeil aux
vitres de l'âme

Pierre MORENCY, in Au nord constamment de l'amour, 1969

1 NATURE DE LA REGION

La région administrative de Québec s'étend le long du fleuve Saint-Laurent. Elle est bornée à l'ouest par les régions de la Mauricie-Bois-Francs et de l'Estrie; au nord, par le parc des Laurentides; à l'est, elle englobe la Côte de Beaupré, jusqu'à Saint-Ferréol-les-Neiges et Cap-Tourmente. L'état américain du Maine la délimite au sud.

Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: Québec, Sainte-Foy, Sillery, Donnacona, Saint-Marc-des-Carrières, Saint-Raymond, Beauport, Saint-Joachim, Saint-Tite-des-Caps, Saint-Ferréol-les-Neiges, Beaupré, Sainte-Anne-de-Beaupré, Château-Richer, L'Ange-Gardien, Boischâtel, Ile d'Orléans, Duberger, Ville Les Saules, L'Ancienne-Lorette, quartier Laurentien de Sainte-Foy, Loretteville, Val Bélair, Saint-Emile, Neufchâtel, Courcelette, Val-Cartier, Shannon, Sainte-Catherine, Lac Saint-Joseph, Fossambault-sur-le-lac, la Réserve amérindienne des Hurons, Montmagny, Lévis, Sainte-Marie, Saint-Anselme, Saint-Damien, Charlesbourg,

Stoneham, Tewkesbury, Saint-Adolphe, Orsainville, Notre-Dame-des-Laurentides, Lac Beauport, Lac Saint-Charles, Lac Delage, Saint-Georges-de-Beauce, Thetford.

Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ 1 045 100 habitants.

Les activités d'alphabétisation ont débuté dès 1925 avec le Centre missionnaire de l'Immaculée-Conception. Le travail des Soeurs missionnaires a précédé l'éducation d'état. Cette éducation privée faisait partie des activités caritatives de la communauté religieuse qui veillait, dans la mesure de ses modestes moyens, à contrer l'"ignorance" d'une partie de la population, par un effort de scolarisation des "illettrés" du temps (1). En 1960, le Centre missionnaire collaborait étroitement avec la CECQ. En 1967, la CSR Chauveau offrait, elle aussi, des activités. Emboîtaient le pas les organismes suivants: en 1968, le COFI de Québec; en 1970, la CECQ; en 1976, le Centre François-Charron, les religieuses de Jésus-Marie, les Soeurs de Saint-François-d'Assise, les Dominicaines Adoratrices, les Servantes du Saint Coeur de Marie et la CS de Charlesbourg; en 1978, la CS de Beauport; en 1979, la CS Thetford-Mines; en 1980, le Centre Handi-A Inc., la CSR Tardivel, la CS Pascal-Taché, la CSR Chaudière, le Quebec City Reading Council, la CSR Eastern Quebec; en 1981, la CSR Louis-Fréchette, la CSR Charlevoix; en 1982, la Table régionale d'alphabétisation; en 1983, Alpha-Stoneham, l'Ecole sociale du Centre Mgr Marcoux; en 1985, le CIFQ.

Parmi les organismes qui ont participé à la recherche-action, on compte 11 commissions scolaires, 2 OVEP et 8 organismes divers. N'ont pas participé: le groupe A Tout Lire, la CSR de Tilly et la CSR des Ilets.

Les caractéristiques socio-économiques de la région 03 sont les suivantes: sur la rive nord, entre Québec et Trois-Rivières, on relève un taux de chômage élevé, un niveau de scolarité inférieur à la moyenne québécoise; la population est rurale ou vit dans des petites villes de moins de 7 000 habitants. Dans la région de la CS Beauport, 11% de la population active est en chômage. La région de Charlevoix est un territoire où la population est dispersée; on estime que 54% de la population vit dans des zones rurales; le tourisme, l'industrie forestière et l'agriculture sont ses principales activités. Pour ce qui est du territoire de la CS Chauveau, on compte peu d'industries et quelques commerces. Dans la ville de Québec même, il existe une forte concentration de fonctionnaires provinciaux; la Basse-Ville abrite un grand nombre de chômeurs, d'assistés sociaux et de petits salariés. Dans la région de Montmagny, les principales activités sont l'exploitation forestière près de la frontière américaine et du littoral, l'agriculture et les emplois industriels dans des PME. Environ 40% de sa population a moins de 8 ans de scolarité. Sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent (Lévis et les environs), la population est composée de cultivateurs, d'une main-d'oeuvre spécialisée, de bas salariés, de chômeurs et d'assistés sociaux. Avant 1986, on qualifiait le milieu de "défavorisé" au point de vue économique. La région située entre Charlesbourg et le Parc des Laurentides est un territoire-dortoir

essentiellement résidentiel, où se retrouvent 30% de retraités, 40% de fonctionnaires, ouvriers, employés saisonniers et 30% de chômeurs et de bénéficiaires d'aide sociale. Dans la région de La Chaudière, la population vit d'exploitation forestière et d'agriculture et travaille dans des PME exportatrices.

On estime à environ 14 000 habitants la population anglophone de Québec et des environs. Le Quebec City Reading Council et la CSR Eastern Quebec sont chargés d'offrir des services à la population anglophone analphabète. La population immigrante, quant à elle, est estimée à 12 000 personnes qui ne parlent pas ou parlent très peu le français. Ce sont des immigrants avec un statut de résident permanent, de nationalités et de formations variées. Les femmes immigrantes ont en moyenne 3 enfants et 75% d'entre elles vivent sous le seuil de la pauvreté. Elles n'ont aucun emploi autre que domestique. Dans la région de l'amiante (Thetford-Mines), la situation précaire de l'industrie depuis 5 ans a provoqué un haut taux de chômage: c'est aujourd'hui une "zone désignée".

En 1975, à la CS Thetford-Mines, à la demande d'un groupe de 15 personnes de la même famille, on offrait le premier cours "alpha". C'était une demande isolée et particulière. Quelques années plus tard, après une prise de conscience de la réalité de l'analphabétisme dans la région et une enquête socio-économique issue du Service d'animation communautaire, on décidait d'offrir des activités à une plus grande échelle. Depuis le début, environ 350 personnes ont été rejointes.

Font partie de la population "analphabète" rejointe les catégories de population spécifiques suivantes: handicapés intellectuels et physiques (en particulier, des handicapés "locomoteurs lourds"), handicapés auditifs, immigrants allophones (devant parfois surmonter des chocs psychologiques consécutifs à une guerre, à la vie dans un camp de réfugiés, etc.), anglophones, femmes, détenus, ex-détenus, jeunes (16 à 30 ans), jeunes décrocheurs, jeunes en difficulté scolaire et ex-psychiatrisés.

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Les orientations sont variées: fonctionnelle, scolarisante, communautaire et populaire. Cependant, les tendances fonctionnelle et scolarisante prédominent. L'alphabétisation de type fonctionnel vise, entre autres, le développement du "potentiel humain", la "prise en charge individuelle et collective" et la réponse aux "besoins des apprenants". Ce type d'alphabétisation cherche à rendre les adultes "fonctionnellement alphabètes", c'est-à-dire capables, entre autres, de lire des mémos, des recettes culinaires, remplir des chèques, des formulaires; de répondre à leurs "besoins quotidiens", d'avoir un "fonctionnement optimal en société".

L'intégration fonctionnelle des immigrantes implique, quant à elle, une "socialisation culturelle", une adaptation au pays d'accueil. Les activités d'alphabétisation, qu'elles soient de tendance scolarisante ou

fonctionnelle, s'intègrent dans des "situations concrètes du vécu quotidien". Au CIFQ, l'alphabétisation des allophones s'effectue dans leur langue maternelle.

L'alphabétisation qui s'adresse aux participants de moins de 30 ans est souvent de type scolarisant, visant une intégration des participants aux cours de niveau secondaire et même vers des "études supérieures".

L'alphabétisation est communautaire au sens où elle promeut une plus grande implication du milieu et vise à faire en sorte que toute la démarche éducative d'alphabétisation soit lieu de changement individuel et collectif. Cette orientation provoque, chez les apprenants, une ouverture sur la collectivité qui les enrobe. Les organismes qui la pratiquent tiennent compte "le plus possible des besoins de leurs étudiants". Ces organismes désirent aussi impliquer la population. Ainsi, la CS Thetford favorise l'implication de la population au niveau de la pré-alpha et de la post-alpha. La CECQ, quant à elle, considère que l'école n'est pas l'unique lieu d'apprentissage de l'adulte, mais que la communauté, le milieu de vie, favorisent des apprentissages non strictement scolaires, autant individuels que collectifs.

Autant les orientations sont diverses, autant les façons de répondre aux "besoins" des apprenants sont variées. Nous en distinguons quatre principales. On veut, premièrement, centrer les objectifs et les activités sur la "personne" analphabète au niveau psycho-social. Par exemple, le Centre Handi-A, visant le mieux-être et l'autonomie de l'adulte sourd, visera à parfaire ses connaissances de base: prendre en

charge son budget personnel, connaître le LSQ, le transport en commun, le marché du travail, développer les habiletés manuelles du quotidien (art culinaire, appels téléphoniques).

La plupart des organismes considèrent important d'habiliter les apprenants tant aux plans professionnel que relationnel: être objectif, développer un sens critique, augmenter la confiance en soi, l'autonomie, la responsabilité, l'intégration dans la société, développer les "rôles sociaux" de producteur, consommateur, citoyen; maîtriser les "savoirs être et faire", posséder une meilleure connaissance de leurs droits et devoirs, réconcilier l'adulte avec l'"école-institution", développer le sentiment de solidarité, d'appartenance au groupe d'apprentissage, permettre d'acquérir, faire s'approprier des "outils culturels", développer la curiosité intellectuelle, assurer aux immigrants une préparation linguistique et sociale adéquate pour accéder au marché du travail et s'intégrer à la société d'accueil. Bref, assurer la "socialisation maximale de l'adulte".

Deuxièmement, on désire faire connaître les services d'alphabétisation, en développant une "plus grande conscience sociale de l'analphabétisme dans divers milieux", en faisant disparaître les "tabous" reliés à ce type de formation, en récupérant la "clientèle" classée 501 à 507 présentement envoyée en formation générale, en recrutant des bénévoles et en se donnant une structure de communication et de collaboration permanentes avec la formation générale (formatrices et responsables).

Troisièmement, il faut offrir des services, les rendre disponibles à la population qui "a vraiment besoin d'alphabétisation", en tenant compte des "besoins" financiers, de l'isolement géographique et des moments propices à l'assiduité. Donc, offrir des activités dans des localités où il n'y en a pas encore, si le nombre d'inscriptions le permet. On sait qu'il faut ajuster la formation aux "besoins" changeants des adultes, à partir des ressources individuelles des apprenants et de leur rythme d'apprentissage: par exemple, par l'implantation d'activités dans la langue maternelle des immigrants (population cambodgienne desservie par le CIFQ). Initiatives originales, le QLRC sensibilise les enfants et les adolescents à l'importance de la lecture pour contrer l'analphabétisme et la CS Eastern instaure des "heures de lecture" auprès des enfants comme une "approche préventive" contre l'analphabétisme.

Quatrièmement, on compte développer les points suivants: des méthodes d'évaluation, l'orientation du secteur pré-alpha pour le joindre au secteur de formation alpha; la post-alpha, dans le but de connaître l'impact du service à moyen et long terme; en ce qui concerne les CS, une ouverture aux OVEP et ateliers protégés; créer du matériel de lecture intéressant pour les néo-alphabétisés; participer à la Table régionale Alpha 03 (Chauveau) où sont proposées une "communautarisation d'énergie" et une régionalisation de certains modèles de développement.

Changements intervenus

En 1976, à la CS Charlesbourg, on pratiquait un type d'alphabétisation conscientisante. On s'est rendu compte que la conscientisation n'était pas "applicable" dans une société de consommation et de loisirs comme la nôtre. L'alphabétisation conscientisante a donc cédé sa place à l'alphabétisation fonctionnelle et scolarisante. L'alpha communautaire est "à leurs portes". On a aussi relocalisé les activités d'une polyvalente à une petite école préfabriquée. Cela a été bénéfique et apprécié des participants.

On ressent le besoin de s'adapter aux jeunes décrocheurs, qui constituent, désormais, une population-cible et dont les "besoins" ne sont pas identiques à ceux des "analphabètes purs" qui, eux, ne sont pas passés par le réseau scolaire. À l'École sociale, on est passé d'interventions individuelles à des interventions de groupe. Au OCRC, des bénévoles font de la prévention plus que de l'alphabétisation. Il se produit une augmentation du nombre de groupes, à cause des MRS. Une implantation d'un plus grand nombre de "matières" permet de répondre plus adéquatement aux "besoins réels", en axant l'alphabétisation sur la scolarisation et l'approche fonctionnelle. Au Centre François-Charron, on a instauré des activités de "croissance" (intégration sociale et communautaire). Ces activités portent sur le "maintien des acquis" parce qu'elles s'adressent à des handicapés lourdement sur les plans physique, psychologique et social. Pour les "besoins" des immigrants, stagiaires en alphabétisation, on approfondit l'approche communicative; l'équilibre langue-société se précise, des changements suivent. Au

CIFQ, on a implanté une journée entière de cours (à cause de contraintes d'horaire) ainsi que des cours à domicile pour hispanophones, qui doivent "cacher leur ignorance" dans une collectivité relativement petite où tout se sait. A Thetford, on a abandonné l'intervention de bénévoles, parce que les apprenants ont fait valoir leurs droits d'avoir des professeurs payés, plus et mieux formés, pour dispenser des cours de qualité.

Partage des responsabilités

Les animatrices-terrain s'occupent de sensibilisation et de recrutement. Ce sont des déclencheurs dans le milieu, chez les individus. Les formatrices, quant à elles, voient au classement, à la formation et au suivi individuel. Le conseiller pédagogique s'assure de la supervision, concertation, du développement et du suivi budgétaire. Dans la région 03, des TES sont aussi impliqués dans l'animation, dans la planification d'activités d'apprentissage et de "maintien". Les formatrices enseignent et sont "des agents de changements sociaux", donc des "intervenants privilégiés".

Les apprenants ont souvent des attitudes de dépendance et de soumission. On tente alors de les amener graduellement à décider de ce qui les concerne: ce qu'ils ont "besoin d'apprendre", comment ils aiment apprendre, le type d'aide qu'on devrait leur apporter. On les oriente vers une "prise en charge de leurs apprentissages". Ainsi, leur assiduité et leur participation active (expression de leurs "besoins", réalisation d'activités d'intégration proposées, suggestions de thèmes

d'études, implication dans des "activités parascolaires") déterminent grandement les orientations générales de leur alphabétisation. A CS Louis-Fréchette, par exemple, les formateurs et participants sont en charge des horaires de cours, identifient des "besoins", élaborent une "entente d'apprentissage", choisissent des activités et le mode de fonctionnement à l'intérieur du groupe.

Au COFI de Québec, on affirme que les participants ont une "certaine" responsabilité dans leur apprentissage, que l'on définit comme suit: présence obligatoire et contrôlée, expression de leurs "besoins", apport de documents en classe, travail à la maison.

Au OCRC, la relation "un à un" favorise la prise en considération des intérêts et "besoins" de chaque apprenant. La bénévole prépare les leçons, l'adulte est encouragé à faire des suggestions. Une des principales responsabilités que l'on confie à l'apprenant est sa présence aux cours.

Au Centre François-Charron, le plan d'intervention est conçu par le bénéficiaire et le TES fait les ajustements et modifications conjointement avec le bénéficiaire. On a recours à l'implication active des apprenants lors de la sensibilisation et du recrutement (passer un message à la radio communautaire, exprimer ses "besoins" dans une relation formateur-étudiant ou par le biais d'un conseil étudiant). La réussite des démarches est assurée, à la fois par une interaction constante des intervenants au sein de l'équipe et par le fait qu'ils ne se cantonnent pas strictement dans leur rôle préétabli.

Les réseaux des CS, des OVEP et des autres organismes fonctionnent en collégialité, en cogestion ou selon un modèle hiérarchique. La Table régionale 03 a un modèle organisationnel de type collégial. Certains OVEP fonctionnent en collégialité ou en cogestion avec les CS; les institutions scolaires et les autres organismes ont des modèles hiérarchiques, mais plusieurs d'entre eux précisent qu'en alphabétisation, les décisions sont prises en collégialité. Le GCRC se considère comme un groupe démocratique, avec des membres de "direction" élus.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Les liens avec la communauté, les contacts avec d'autres organismes, sont au coeur des activités de sensibilisation de la population face à l'analphabétisme vécu dans la région. Divers organismes et associations sont très utiles pour maintenir en vie la dynamique des activités d'alphabétisation dans la région. Le COFI est en contact avec des associations ethniques, des cliniques médicales, des associations de travailleurs, l'Association québécoise d'aide aux immigrants, une garderie ouverte au public québécois dans ses locaux, des groupes scolaires ou sociaux visant des rencontres sociales. D'autres types d'institutions sont aussi mises à profit: les CSS, le CSST, le Centre de détention de Québec, Centre pour ex-détenus, centre pour épileptiques, centre de transition psychiatrique, YMCA, YWCA, des "événements communautaires" (le "Fall Fest"), des organismes de charité et d'oeuvres de bienfaisance, les CLEA, plusieurs organismes des réseaux des Affaires

sociales, scolaire, de loisirs de Québec et de la région, des associations pour la défense des droits sociaux, l'Association des travailleurs immigrants et québécois, des associations locales de handicapés, les médias, les leaders des différents milieux en éducation populaire, les centres d'action bénévole, des associations de familles monoparentales, la presse locale, des organismes pour déficients intellectuels, CLSC, CTQ, le programme de services communautaires du Canada, parrainé par les Chevaliers de Colomb, le CEIC, des Cercles de fermières, des comités d'école, des regroupements de bénévoles, les curés, médecins, directeurs de personnel...

Des liens sont établis sur une base de coopération avec les bibliothèques municipales et paroisses, des associations féminines, des kiosques de l'exposition artisanale annuelle, la Fraternité multiculturelle et des centres d'accueil, les autres CS de la région 03, la revue Alpha-Liaison, les OVEP, le répondant du dossier en éducation populaire, l'association LAUBACH au niveau provincial et national, des écoles privées intégrées à des communautés religieuses. Certains organismes sont abonnés à des revues internationales spécialisées en alphabétisation, qui leur permettent d'avoir un "oeil ouvert" sur les initiatives mondiales dans le domaine, et donc d'orienter autrement leurs recherches. La Table Alpha 03, à laquelle 12 CS participent, permet le perfectionnement des formatrices, facilite un développement cohérent du dossier et a une influence sur la motivation des intervenants.

Le concept d'alphabétisation

Dans les activités d'alphabétisation, certains organismes sont à même d'évaluer l'importance qu'ils accordent à la lecture, à l'écriture, au calcul, à l'expression orale, aux savoirs agir et réfléchir. Les activités de "français" occupent de façon générale 60% du temps d'apprentissage; le calcul, de 10% à 25%; les savoirs agir et réfléchir sont majoritairement intégrés à des activités visant l'autonomie, la prise en charge et peuvent être développés à travers des activités non planifiées, répondant aux "besoins" immédiats des apprenants. Toutes ces façons de compartimenter le processus d'alphabétisation répondent à des critères de développement "culturel et éducatif".

Les pratiques et orientations des activités d'alphabétisation sont intimement liées aux définitions que l'on en donne. Ce sont à la fois des "activités variées visant l'acquisition d'habiletés intellectuelles de base", assurant le maintien des acquis ou permettant de développer l'autonomie psycho-physico-sociale. Mieux outillés dans leur vie quotidienne, les "analphabètes" viseront des comportements sociaux, culturels, des "comportements de base nécessaires" pour "fonctionner de façon adéquate et efficace". S'alphabétiser, c'est aussi "apprendre à communiquer par la lecture, l'écriture, en essayant de développer son potentiel humain". Il est aussi important, en alphabétisation, de fournir les outils nécessaires pour que les participants "se bâtissent une confiance", atteignent un statut nouveau dans leur communauté, leur famille, leur milieu de travail. L'alphabétisation est aussi une

"formation de base", scolarisante ou fonctionnelle, pour des adultes isolés géographiquement et socialement.

A la CS Charlesbourg, le mot alphabétisation n'est pas "sympathique". Les intervenants de l'organisme préconisent plutôt le terme "formation de base", qui renvoie ici à l'"apprentissage des éléments de base du code oral et écrit". Partout on parle de réintégration sociale, d'autonomisation et, par exemple pour l'OVEP Alpha-Stoneham et le QCRC, d'amélioration de la place qu'occupent les analphabètes au sein de leur communauté, et de prise de conscience des droits et privilèges qu'ils ont (ou devraient avoir) en tant qu'individus.

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Dans la région de Québec, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits très divers: locaux de couvent, maisons privées, écoles de congrégations, presbytères, maisons-appartements avec pièces aménagées en salles de classe, écoles secondaires ou primaires, locaux municipaux, centres de jour d'intégration communautaire, centres d'accueil et référence, polyvalentes, locaux de Caisses populaires, locaux d'une coopérative de cours du soir, salles de classe du secteur régulier (quand il est possible d'en libérer), sous-sols d'églises, salles paroissiales, salles d'organismes communautaires, bibliothèques municipales, maison privée d'une coordonnatrice, maison réservée uniquement aux adultes, ateliers protégés, le domicile des adultes

participants et des bénévoles, centre administratif de CS. Le COFI de Québec est équipé d'un laboratoire, d'un local-vidéo, d'une salle de projection, d'une cuisine, d'une garderie, etc.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants se rencontrent entre 2 et 30 heures par semaine, pour une moyenne de 2 fois par semaine. Chaque organisme compte de 2 à 23 groupes, selon le cas. On répertorie 175 groupes dans la région. Cinq apprenants bénéficient de cours en tutorat.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités importantes. Leurs formes sont multiples: bouche à oreille, médias (journaux, radio, télévision communautaire), dépliants, posters, bulletins paroissiaux, prospectus annuel du SEA distribué dans tous les foyers, contacts personnels avec les animatrices-terrain; rencontres auprès d'organismes, d'entreprises ou de groupes (CTQ, CLSC, clubs de l'Âge d'or, Chambre de commerce, bureaux de médecins, CEIC, AFCU). Les acteurs privilégiés, au niveau de la sensibilisation et du recrutement, sont les animateurs-terrain et les participants eux-mêmes, qui rendent public le problème de l'analphabétisme, rencontrent différents groupes dans des milieux-cibles et proclament "le droit à l'apprentissage du code de la langue française". Les participants satisfaits sont considérés comme les meilleurs recruteurs et, du fait même, des multiplicateurs. Il faut noter aussi que toute personne oeuvrant dans des SEA est

sensibilisée et peut possiblement référer des candidats éventuels. Les immigrants arrivant à Québec et ne parlant pas français sont tous avertis de l'existence d'un COFI, soit par un agent fédéral ou provincial, soit par un membre de la famille qui les accueille. Un autre moyen de recruter et sensibiliser peut avoir un impact assez grand: on a demandé à des chefs d'entreprise d'insérer dans les enveloppes de paie un message portant sur la nécessité de bien comprendre le français parlé et écrit pour vivre et se débrouiller.

Liste d'attente

Onze des organismes ne possèdent pas de liste d'attente. On préfère répondre immédiatement "aux besoins exprimés", ce qu'ont rendu possible les nouvelles règles budgétaires du MEQ. La liste d'attente démobilise et décourage d'éventuels participants. On accueille donc, dans la mesure du possible et dans la majorité des cas, tous ceux qui se présentent. Ils sont immédiatement intégrés dans les groupes, selon "leur degré de connaissance du français". Au OCRC, il n'y a pas d'étudiants en attente, mais des bénévoles. En ce qui concerne les autres organismes, le nombre de participants en attente varie de 6 à 15, pour un total de 40 personnes.

Encadrement pédagogique, formation et perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résume aux types d'activités suivants: rencontres mensuelles, hebdomadaires, participation à la Table Alpha 03,

congrès, recyclage; services de formation, recherche et évaluation (RFE); réunions mensuelles avec des conseillers pédagogiques, colloques (sur les handicapés intellectuels), journées de formation offertes par les CSR, suivis individuels, stages de perfectionnement régionaux offerts par la DGEA, assistance personnelle des PNE, stages d'observation dans d'autres milieux, documentations appropriées (articles, bulletin Alpha-Liaison), échanges de méthodes ou de matériel pédagogique à une échelle provinciale, entraînement à diverses méthodes et approches pédagogiques en alphabétisation, initiation aux structures du SEA, manipulation d'appareils vidéo. Au QCRC, on offre aux bénévoles 10 heures de "training" avant d'alphabétiser. A l'Ecole sociale, organisme basé sur le bénévolat, on offre, à l'occasion, un stage de perfectionnement en collaboration avec le groupe A Tout Lire. Le COFI, quant à lui, offre une "formation sur le tas". Il s'agit, pour les futurs formateurs, de "passer une semaine au COFI avant d'enseigner".

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages fait partie des activités habituelles de formation. Elle permet aux formateurs de s'ajuster, de faire un bilan durant le processus d'alphabétisation, et donc de s'ajuster pour pouvoir poursuivre. Ces évaluations sont faites au moyen de formulaires préétablis, de tests de classement et d'examens du MEQ portant sur le sigle 507, en vue d'une scolarisation de 5e Secondaire, de tests du Primaire du MEQ, des instruments proposés par l'équipe de l'EAD (Vermette et Pothier, L'évaluation, DGEA, 1982).

Pour faire contrepoids à ces façons formelles d'évaluer les apprentissages, il existe aussi des formes d'autoévaluation des apprenants, effectuées pendant les activités, de façon non systématique. Il s'agit, à ce moment-là, d'une alphabétisation et d'une évaluation plus "formatives" que "sommatives". Il existe aussi des évaluations continues, lors de rencontres informelles. La correction de travaux pratiques fait partie d'un type d'évaluation "non officiel".

Plusieurs organismes remettent, en fin de session, des attestations d'études, des certificats. Ici encore, la façon de percevoir l'alphabétisation, d'un point de vue fonctionnel ou scolarisant, influence l'évaluation des apprentissages. D'un point de vue fonctionnel, on "évalue" l'intégration au groupe, la communication interpersonnelle, l'expression verbale; du point de vue scolarisant, on "évalue", de façon sommative, les matières scolaires (français et mathématiques de base), bref, on mesure les acquis scolaires et comportementaux, en vue de classer les participants. De façon générale, l'évaluation des apprentissages permet à l'apprenant de "prendre conscience de ses acquis", l'encourage à les consolider et à poursuivre sa démarche.

Le suivi des apprenants est généralement effectué de façon régulière, selon plusieurs modalités: suivi continu pendant les activités, soutien à la formation (tutorat), suivi plus spécifique de jeunes décrocheurs (sur les questions plus particulières d'assiduité et de comportement), suivi surtout pendant l'alphabétisation, avec possibilité de services de professionnels (psychologue, conseiller d'orientation, conseiller

pédagogique). Ce suivi permet de vérifier l'adéquation du rapport "besoins"/activités tout au long de l'intervention. C'est un autre moyen de "mesurer l'utilité des apprentissages", de vérifier "leur intégration dans des secteurs de vie". Quelques organismes font aussi des "rencontres sociales post-formation". On tente ainsi de garder contact.

Evaluation ponctuelle des services d'alphabétisation

L'évaluation ponctuelle des services prend la forme de rencontres multidisciplinaires, de discussions, de réunions pédagogiques, en vue de résoudre des problèmes, de sécuriser les participants et de mieux répondre à leurs "besoins". Ces réunions ont lieu à des fréquences très diverses: une fois par semaine, toutes les 5 semaines, de 1 à 4 fois par année. L'évaluation ponctuelle peut faire en sorte que les "usagers" fassent part de leurs commentaires aux conseillers pédagogiques et donne lieu, par exemple à la CSR Louis-Fréchette, à des rencontres entre la répondante du dossier et la responsable de l'éducation populaire.

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, les CS et les OVEP sont financés principalement par le MEQ. Pour couvrir une part du financement, on peut aussi avoir recours au MMRS, à des frais d'inscription, à des communautés religieuses, aux Chevaliers de Colomb et au Centre hospitalier Robert-Giffard. Le COFI est financé à part entière par le Gouvernement fédéral.

Le budget annuel déclaré s'élève à 1 653 959$. Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 55% du budget est consacré à la formation, 11% à la gestion et au soutien administratif, 11%, également, à l'encadrement pédagogique, 9% au développement pédagogique et au perfectionnement, 7% à l'équipement et à la location, 5% à la sensibilisation et au recrutement et 2% à la publicité et à la promotion. A la CS Thetford-Mines, 81% du budget est alloué à la formation et à l'équipement-location. La communauté religieuse des Soeurs missionnaires de l'Immaculée-Conception accorde 100% de son budget à l'équipement-location, à la gestion et au soutien administratif. Il faut cependant noter que les formatrices sont payées par la CECQ.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 0,35$ à 10,31$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune des données isolément. Dix des organismes qui ont participé à notre enquête comptent de 3% à 100% de bénévoles dans leurs effectifs.

5 LE PERSONNEL

Il existe une nette démarcation entre les populations masculine et féminine en ce qui concerne les tâches. Les hommes sont majoritaires dans les fonctions de direction-coordination (69%) et de services professionnels (59%). Les femmes sont très nettement majoritaires dans les autres catégories d'emploi: bénévolat (90%), formation (81%), animation-terrain (75%), direction de centre (60%).

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 44 ans à la direction-coordination, 41 ans aux services professionnels, 38 ans au bénévolat et 36 ans à la formation et animation-terrain. Le personnel affecté à la direction-coordination et aux services professionnels est majoritairement à temps plein et permanent. On précise cependant, dans quelques organismes, que les femmes qui effectuent les tâches de direction-coordination sont employées à temps partiel, de façon contractuelle. Pour la formation, une très large majorité est employée à temps partiel, de façon contractuelle, et l'on précise même, à certains endroits, que l'enseignement se fait "à la leçon", sans contrat. Pour l'animation-terrain, la moitié des employés travaillent à temps plein (25% de façon permanente et 75% de façon contractuelle). L'autre moitié travaille à temps partiel, de façon contractuelle. Selon la moyenne régionale, 31% des tâches liées aux activités d'alphabétisation sont assumées par des bénévoles, principalement par des femmes (90% des effectifs).

Le personnel se répartit de la façon suivante: 44% de formatrices et formateurs, 31% de bénévoles, 11% de directeurs-coordonnateurs, 8% de professionnels, 4% d'animatrices-terrain et 2% de directeurs de centre. La formation et le travail bénévole occupent donc une part très importante du personnel impliqué en alphabétisation dans la région.

Antécédents professionnels et qualifications

Une majorité de formatrices et formateurs détiennent des baccalauréats en pédagogie, en enfance inadaptée, avec en moyenne 16 ans de scolarité.

Ils sont aussi diplômés en orthopédagogie, sociologie, droit, lettres, sciences de l'éducation, sciences infirmières, informatique, détiennent un DEC en techniques d'éducation spécialisée, des certificats en andragogie, anthropologie, éducation spécialisée, animation culturelle et communautaire. La plupart des formateurs et animateurs ont de l'expérience d'animation sociale et de relation d'aide, de l'expérience d'enseignement aux niveaux primaire, secondaire et à l'éducation des adultes. Les bénévoles se retrouvent dans différentes couches sociales: enseignants retraités, détenteurs de DES, universitaires, infirmières, femmes au foyer.

Dans le secteur de l'animation, les intervenants ont des diplômes et expériences des plus variés: psychologues de formation, travailleurs sociaux, détenteurs de certificats en animation, travailleurs en garderie: des gens ayant une implication communautaire, avec 12 ans de scolarité en moyenne.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant "un vécu personnel significatif", de la "souplesse pédagogique" et démontrant une certaine "polyvalence" et de la disponibilité. Une connaissance du processus d'apprentissage du français de base est un atout. On exige aussi une "bonne connaissance" et une "acceptation" de la "clientèle", tant au niveau de ses valeurs que des problèmes qui lui sont particuliers. Ainsi, la capacité de travailler avec des horaires variables, l'ouverture d'esprit, les qualifications académiques, la

connaissance du milieu d'intervention, la capacité de travailler en équipe font des futurs formateurs des candidats idéaux.

Du côté de l'animation, il est primordial de connaître le milieu, d'avoir la capacité de travailler auprès de personnes et dans des milieux socio-économiquement défavorisés, de partager les objectifs du programme avant de s'y engager, d'avoir une implication individuelle préalable dans des organismes culturels et sociaux de la région, de démontrer une "certaine permanence" et une "bonne personnalité".

Pour le bénévolat, on recherche les qualités suivantes: dynamisme, capacité de stimuler la motivation des pairs, être en mesure de lire et d'écrire, avoir suivi les heures d'entraînement réglementaires, être disponible une heure par semaine pendant au moins un an (OCRC), patience, flexibilité, "attitude positive". Pour les travailleurs bénévoles, il y a moins de critères formels et on se rend compte que l'expérience peut souvent remplacer les qualifications scolaires.

Les critères d'embauche pour la formation et l'animation sont très souvent complémentaires et les attitudes recherchées, de part et d'autre, sont similaires.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région de Québec totalise 1 947 personnes: 43% de la population est âgée de 30 ans et moins, 32% de 30 à 45 ans et 25%

de 46 ans et plus. Les hommes constituent 56% de la population qui s'alphabétise.

En ce qui concerne la scolarité, de 19% à 81% (pour une moyenne régionale de 40%) déclarent avoir de 5 à 8 ans de scolarité; de 11% à 71% (pour une moyenne de 34%) en ont 4 ans et moins; enfin, de 8% à 63% (pour une moyenne de 26%), plus de 8 ans de scolarité. La population est à très forte majorité francophone (de 85% à 100%, selon les organismes). Les allophones fréquentant, en grande majorité, le COFI de Québec, contribuent, avec les jeunes décrocheurs, à rehausser le taux de scolarité déclarée. On retrouve des allophones, dans une proportion de 1% à 15%, selon les organismes, et les anglophones sont très fortement majoritaires dans les organismes qui les desservent (le QCRC et la CS Eastern).

Quant au statut socio-professionnel de la population desservie, on compte majoritairement des adultes en chômage, des "sans-emploi", des travailleurs saisonniers, à faible revenu, des bénéficiaires d'aide sociale, des femmes au foyer, des travailleurs en ateliers protégés et des pensionnés.

Changements et types de population

Les changements se produisent sous le signe de l'augmentation du nombre de jeunes "décrocheurs" de 16 à 30 ans, de femmes, d'"analphabètes fonctionnels", de "clientèle en réseau de dépendance" (aide sociale, assurance-chômage), de handicapés intellectuels. La population à

alphabétiser est hétérogène, autant dans son origine sociale que dans ses motivations. Avec les programmes d'accès à la scolarisation du MMSR, on assiste à une augmentation du nombre de jeunes, plus motivés par les prestations supplémentaires auxquelles ils ont droit que par l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. La population immigrante, quant à elle, varie en fonction de la conjoncture politique mondiale. On note actuellement une légère augmentation du nombre d'immigrants venus d'Orient et d'Amérique latine.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0% à 20%, pour une moyenne régionale de 8%. Au QCRC, les participants "restent" en moyenne deux ans.

7 EVALUATION

Réussites

L'augmentation de la "clientèle", la prise en charge du recrutement par d'anciens étudiants, grâce à l'animation-terrain pratiquée depuis 10 ans à la CS Charlesbourg, le sentiment d'appartenance, la solidarité, la motivation, l'éveil des participants aux réalités sociales, le professionnalisme des bénévoles doués, sont des signes tangibles de succès. La formation de groupes dans des municipalités, la collaboration de plus en plus étroite avec les organismes du milieu, des équipes de formatrices dynamiques et impliquées, concourent à une décentralisation de l'alphabétisation sur le territoire, plus

pr[illegible]ent dans les milieux-cibles défavorisés et, par le fait même, à une plus grande accessibilité des services. L'ajout de personnel (en particulier des animateurs-terrain), les efforts consentis par les CS, la plus grande implication des SEA, l'implication en pré-alpha des bénévoles dans les CLEA, les résultats 'spectaculaires' des interventions auprès des jeunes, la constitution de groupes de participants et d'intervenants malgré la vaste étendue du territoire, les nombreuses sessions d'information qui y ont été organisées, les succès personnels des participants qui terminent leur stage en alphabétisation (qui se trouvent du travail, qui s'intègrent socialement), tous ces facteurs contribuent au succès des activités d'alphabétisation dans la région 03.

Difficultés

Certaines facettes des services d'alphabétisation dans la région ont été plus ou moins réussis: le recrutement, dans les polyvalentes, d'étudiants analphabètes finissant leur Secondaire; la formation de groupes dans de très petites municipalités, à cause de préjugés, gêne, pressions sociales. L'amalgame des approches scolarisante et fonctionnelle, visant l'autonomie des apprenants, se confronte à certaines résistances, compte tenu que l'enseignement plus traditionnel est très ancré dans les pratiques. On se plaint que les nouvelles technologies ne sont pas mises totalement à profit. On cherche des moyens de promotion des activités, qui soient plus adéquats, surtout auprès de populations rurales éparpillées. Les femmes sont une

population-cible que l'on cherche à rejoindre. La population handicapée intellectuelle "semble ne pas acquérir de nouvelles connaissances"; on s'interroge sur leur taux d'absentéisme élevé et la difficulté à retenir leur intérêt. La Table régionale 03 a tenté en vain de mettre sur pied un comité de recherche sur l'alphabétisation. Certains apprenants du COFI le quittent, en ne trouvant pas rapidement du travail et sont souvent "incapables d'autonomie dans la société québécoise".

D'autres points font problème: aborder l'analphabétisme comme un problème collectif et social, recruter des "analphabètes purs", prévenir l'analphabétisme avec support financier et ressources humaines aux niveaux primaire et secondaire. Le taux d'abandon régional de 8% est considéré comme trop élevé.

Voici quatre exemples-types de difficultés rencontrées. A la CS La Chaudière, on avait aidé 40 adultes à passer un examen écrit; aucun ne s'est ensuite inscrit en alphabétisation. Pour former des groupes, il faut recruter un nombre suffisant d'adultes, et compte tenu de l'étendue du territoire, on ne peut effectuer de jumelage de municipalités. Au OCRC, compte tenu de la petitesse et de la dispersion de la population anglophone, on éprouve d'énormes difficultés de recrutement. A la CSR Thetford, on a dû délaisser la formule du bénévolat, parce que les bénévoles étaient considérés comme "moins bons que les "vrais" formateurs". A la CECQ, on remarque un abandon de la "clientèle" plus âgée, très peu ou pas scolarisée, à cause de l'arrivée massive, dans leurs rangs, des jeunes de 18 à 30 ans.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants suggèrent de nombreuses améliorations à apporter aux outils pédagogiques: mieux connaître le matériel pédagogique existant, afin d'arrêter de "réinventer la roue"; améliorer le matériel "commercial", parfois trop "scolarisant au niveau de la présentation des exercices"; réviser le matériel utilisé, en particulier en élaborer un pour des personnes handicapées qui ne nécessiterait pas l'assistance d'un éducateur pour son utilisation; produire des outils pour répondre aux "besoins" précis des adultes et formateurs. Dans le matériel pédagogique actuel, on note un manque de supports visuels et sonores pour une population d'"analphabètes complets". Du côté anglophone, le matériel LAUBACH, typiquement américain, pose des problèmes au niveau des références culturelles, des différences de prononciation, dans l'orthographe; on déploie présentement des efforts pour produire du matériel canadien.

On désire aussi: augmenter la "qualité" et la "profondeur" du suivi des apprenants; favoriser une collaboration multidisciplinaire des intervenants et l'engagement de conseillers pédagogiques rattachés uniquement au dossier de l'alphabétisation; réviser les contenus des programmes d'alphabétisation, pour qu'ils s'adaptent au rythme d'apprentissage et aux types de population; faire en sorte que l'alphabétisation ne soit pas marginalisée et se rapproche des autres services de formations générale et professionnelle; implanter le micro-ordinateur comme moyen de favoriser la progression individuelle des apprenants.

On se plaint aussi de l'absence de matériel de calcul. On utilise souvent celui qui est produit pour les enfants, on doit donc plus souvent qu'autrement l'adapter pour des adultes.

On propose aussi de former des équipes d'animateurs-terrain qui agissent en concertation avec les formatrices et formateurs dispersés sur le territoire. On reconnait l'importance essentielle de la pré-alphabétisation, assumée par les animateurs-terrain. On souhaite consacrer plus de temps au dépistage et au recrutement des "analphabètes purs". On propose encore de "varier les réponses apportées aux besoins réels des analphabètes", de connaître en début d'année les montants alloués à l'engagement du personnel. On recherche des personnes-ressource et des approches nouvelles pour la population handicapée intellectuellement.

La Table régionale souhaite regrouper la totalité des CS de la région, augmenter les contacts avec les autres organismes d'alphabétisation et miser, dans l'avenir, sur le perfectionnement des formatrices et formateurs. Au COFI, on souhaite pouvoir assouplir les structures pour répondre davantage à ceux qui ont de grandes difficultés d'apprentissage (possibilité de stages en milieu de travail, nombre d'heures de cours accru, plus de semaines d'activités). Pour certains immigrantes et immigrants, l'alphabétisation en français échoue: on se propose donc d'implanter une alphabétisation dans leur langue maternelle.

Au Centre missionnaire de l'Immaculée-Conception, on apprécierait l'octroi d'un budget additionnel pour le matériel pédagogique. Les

étudiants sont trop démunis financièrement pour en acheter. On voudrait aussi être en mesure de continuer à offrir des cours gratuitement, même aux réfugiés qui ne sont pas en possession de carte d'assurance sociale. Les exigences administratives du MEQ font en sorte que les plus démunis des réfugiés n'ont pas droit aux services.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région de Québec.

(1) "L'alphabétisation et même l'idée de campagne d'alphabétisation ne sont pas neuves. Dans le milieu des années 60, s'effectuait un vaste mouvement de rescolarisation de la population adulte dont on venait de découvrir qu'elle était globalement très sous-scolarisée en comparaison avec les autres provinces canadiennes. Dans la foulée de la "révolution tranquille" et conformément à l'idéologie nationaliste du décollage ou de la modernisation, les grandes transformations socio-économiques devaient être supportées par des mutations culturelles opérées par un appareil d'éducation nouvellement structuré et renforcé. Ce mouvement de rescolarisation des adultes, supporté par les ententes Canada-Québec en formation de la main-d'oeuvre, s'opéra dès 1966 quand fut créé au ministère de l'Education la Direction générale de l'éducation permanente." (Jean-Paul Hautecoeur, Essai d'historique de l'alphabétisation et considérations actuelles, in Alpha 84, p. 17)

Synthèse régionale

Mauricie-Bois-Francs

(Région 04)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE
MAURICIE-BOIS-FRANCS (REGION 04)

AA	Alcooliques Anonymes
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CLSC	Centre local de services communautaires
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CSS	Centre de services sociaux
CTQ	Centre Travail Québec
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
LLI	Laubach Literacy International
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
MRS	Mesures de rattrapage scolaire
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
SAR	Service d'accueil et référence
TRRC	Trois-Rivières Reading Council
UQAM	Université du Québec à Montréal

Je dis ce qui pousse et fleurit dans mon pays
J'ai entendu le chant profond du fleuve
J'ai senti sur moi les lames du froid
Et j'ai vu la grande solitude des arbres
Je me suis forgé des outils avec des branches
Je me suis forgé un alphabet avec de la vase

Gatien Lapointe, Ode au Saint-Laurent, 1963

1 NATURE DE LA REGION

La région de la Mauricie-Bois-Francs est située de part et d'autre du fleuve Saint-Laurent, à mi-chemin entre Montréal et Québec. Elle est délimitée au nord par la ville de La Tuque, au sud par le Richelieu et l'Estrie, à l'est par la Beauce et les Appalaches, à l'ouest par la région de Lanaudière.

Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: La Tuque, Grande-Anse, Mattawin, Saint-Roch-de-Mékinac, Saint-Tite, Grandes-Piles, Grand-Mère, Shawinigan, Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Louiseville, Sainte-Geneviève de Batiscan, Yamachiche, Maskinongé, Pointe-du-Lac, Bécancour, Sainte-Angèle de Laval, Sainte-Gertrude, Sainte-Marie-de-Blanford, Sainte-Sophie-de-Lévrard, Saint-Pierre-les-Becquets, Sainte-Cécile-de-Lévrard, Fortierville, Manseau, Deschaillons, Parisville, Leclercville, Gentilly, Nicolet, Victoriaville, Drummondville, Arthabaska, Plessisville, Princeville et Warwick.

La région est caractérisée principalement par les industries textiles, forestières et de fabrication de meubles. Dans les secteurs ruraux, on retrouve un taux de chômage élevé surtout chez les jeunes. La moyenne d'âge de la population est plutôt élevée. Selon Le Québec

statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ 448 500 personnes.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CSR des Bois-Francs en 1966. Se joignaient au mouvement la CSR Saint-François en 1968, la CSR des Vieilles-Forges en 1974, la CSR Mauricie en 1977, la CSR Provencher en 1981, le Trois-Rivières Reading Council en 1982, le Comité régional d'alphabétisation 04 en 1983 et, finalement, le Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc. et le Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard en 1985. N'ont pas participé à la recherche-action les organismes suivants: Regroupement des organismes communautaires de Saint-Léonard-de-Nicolet, Le Carrefour socio-culturel Drummond inc., Soeur Bernadette Roux et Alpha-Nicolet.

Font partie de la population 'analphabète' rejointe les catégories spécifiques suivantes: handicapés 'multiples', handicapés intellectuels légers et moyens, handicapés physiques, personnes éprouvant des difficultés réelles d'apprentissage, personnes 'socio-affectivement perturbées mais éprouvant /un/ désir de se valoriser à travers leurs apprentissages', 'analphabètes purs', 'analphabètes fonctionnels possédant quelques acquis en français', allophones, Amérindiens et de plus en plus de jeunes.

Fait intéressant à noter, la méthode De l'écoute à la lecture jusqu'à l'écriture a été élaborée à la CSR des Vieilles-Forges, par Frère Armand Trépanier et Soeur Clémence Laroche en 1976. Cette méthode

d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, destinée aux adultes, est très largement diffusée et utilisée à travers tout le Québec.

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Les orientations sont diverses: populaire, scolarisante, communautaire et fonctionnelle. Au TRRC, on suit le programme Laubach du Canada, qui fonctionne par tutorat: c'est un processus d'alphabétisation "one to one". L'alphabétisation scolarisante, quant à elle, mise sur les apprentissages scolaires de la lecture et de l'écriture. Elle fonde les enseignements des CSR des Vieilles-Forges, Saint-François et Bois-Francs. On estime, à la CSR Saint-François, que l'aspect scolarisant est un "élément déclencheur à une éducation populaire et sociale". Les méthodes utilisées sont soit globales, soit syllabiques et sont considérés comme de véritables "outils". Parallèlement à ces activités scolarisantes, le Comité d'aide A à Z, composé de 5 bénévoles, concourt à la prise en charge et à la socialisation des apprenants. L'alphabétisation scolarisante répond aux "besoins" d'une population "pressée de faire du français", parce que désireuse de faire son entrée au niveau secondaire. Les autres apprenants, quant à eux, sont plus disposés à "développer leurs connaissances quant aux dimensions socio-politico-culturelles, économiques de notre société". Pour la population handicapée physiquement et/ou intellectuellement, on centre les activités sur la communication (Bliss, Pic, Français signé), le

vocabulaire d'urgence, les mathématiques de base et le développement de l'autonomie. L'alphabétisation populaire s'exerce au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard. On cherche à répondre aux "besoins", à trouver les causes familiales ou physiques de l'analphabétisme des apprenants, ainsi que ses conséquences financières et sociales. L'approche communautaire est définie comme une "approche pédagogique axée sur les besoins". L'alphabétisation fonctionnelle répond elle aussi aux "besoins", mais on ajoute qu'elle répond, du même coup, aux "intérêts du client". Le leitmotiv du plan d'intervention - que les orientations soient scolarisantes, populaire, communautaire ou fonctionnelle - est toujours de répondre aux "besoins" des apprenants.

Les services offerts dans la région visent le développement de l'autonomie, l'engagement social, une plus grande prise en charge de l'adulte par lui-même, une amélioration de sa qualité de vie, par l'intermédiaire de l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et de calcul et même, dans certains cas, par la mise sur pied d'ateliers préparatoires à la lecture. Les organismes tentent de sensibiliser, d'impliquer la population en général et le milieu en particulier et promeuvent l'accessibilité des services sur tout le territoire. Pour ce faire, on prévoit des activités de dépistage, on forme des formateurs-recruteurs, on supporte des formateurs, on les sensibilise à l'importance du perfectionnement et on tente d'impliquer le milieu dans l'organisation.

Changements intervenus

Au TRRC, au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre, à la CSR des Bois-Francs, aucun changement ne s'est produit. A la CSR des Vieilles-Forges, on a assisté à des modifications dues à l'"ouverture des réseaux" et à l'implantation du programme GFR 501 à 506. On adapte aussi, de plus en plus, les programmes d'alphabétisation aux personnes handicapées. A la CSR Saint-François, les changements sont liés à la disponibilité de la "clientèle" et au nombre d'inscriptions. On note, chez elle, une plus grande participation au regroupement régional et, grâce au Comité d'aide A à Z, on "passe de la scolarisation à la socialisation et à la prise en charge". Les formateurs s'inscrivent à un certificat en alphabétisation à l'UQAM, pour être plus renseignés sur tous les problèmes inhérents à l'analphabétisme. On a aussi abandonné les "ateliers de calcul" à cause de la faible demande. La population qui s'alphabétise a doublé et nécessité la participation de nouvelles formatrices et de nouveaux formateurs et l'ouverture de nouveaux centres. Au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard, la réception tardive des subventions gouvernementales a modifié sensiblement les activités pour l'année 1985-1986. Les activités de recrutement ont dû être effectuées en février, période très peu propice pour soulever l'intérêt de futurs apprenants. A la CSR Mauricie, l'alphabétisation fonctionnelle a été implantée en 1980. Parmi d'autres changements, on note une implication des organismes publics et les programmes de MRS (24 heures/semaine avec rémunération) en pré-secondaire. A la CSR Provencher, l'"ouverture des réseaux",

provoquant un plus grand volume d'activités, a conduit à des productions d'outils uniformisant les interventions et à la mise en veilleuse du "développement de l'aspect andragogique".

Partage des responsabilités

Les rôles assumés par les organismes peuvent être d'ordre organisationnel: il s'agit, par exemple, de "porter le dossier" de l'alphabétisation, de voir à la préparation des ateliers, être en liaison avec les animateurs, appliquer les méthodes et principes Laubach (TRRC), encadrer les conseillers pédagogiques, formateurs-recruteurs, formateurs, OVEP, personnel de soutien, personnes-relais. De façon générale, les CSR qui sont en contact avec des OVEP exercent un soutien pédagogique et assurent un support technique et matériel, par exemple pour la photocopie. Au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc. et au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard, on parle d'"intervenants": dans le premier cas, ce mot prend le sens de guide et de personne-ressource pour l'alphabétisseure; dans le deuxième cas, les intervenants s'occupent d'animation et d'enseignement. A la formation, on s'occupe à la fois de sensibilisation, de recrutement, d'accueil, de suivi pédagogique, de formation de groupes, d'animation des ateliers, de pédagogie, d'animation auprès d'agents du milieu et des bénévoles. On procède aussi au dépistage-recrutement dans de petites municipalités. Les bénévoles coordonnent des ateliers, supportent les apprenants et collaborent avec le personnel de la formation.

Au TRRC, le tuteur utilise la méthode Laubach, mais est encouragé à utiliser un autre matériel pédagogique, à développer le sien, à échanger des idées et à participer aux rencontres et conférences annuelles. Au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., une seule personne est en charge de l'alphabétisation. Au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard, le partage des responsabilités s'effectue entre les formatrices et formateurs qui voient à la planification des cours et les intervenants bénévoles qui animent des sous-groupes. A la CSR Mauricie, le responsable de programme, les animatrices et les formatrices et formateurs se partagent les responsabilités. A la CSR Bois-Francs, une part importante des responsabilités revient aux formatrices et formateurs qui doivent entraîner d'autres formatrices et formateurs aux méthodes et ressources de l'organisme et voir à la "conscientisation" du milieu. A la CSR des Vieilles-Forges, la direction des centres travaille en étroite collaboration avec les formatrices et formateurs dans le but de former des ateliers, analyser des programmes, planifier des réunions pédagogiques et participer au perfectionnement des formatrices et formateurs. A la CSR Provencher, les formatrices et formateurs en charge de la pédagogie "animent le milieu". Ils sont intégrés à une équipe d'entraide les unissant à des intervenants bénévoles qui, eux, ont voix au chapitre concernant le contenu et le déroulement général des ateliers. Les apprenants sont directement impliqués, au sens où l'expression de leurs attentes et "besoins" aura un impact sur le contenu des activités.

Il y a donc dans la région départage systématique de tâches et responsabilités. Pourtant, à la CSR Saint-François, un commentaire vient souligner la précarité des services: "Ne connaissant pas le budget alloué par l'alpha, plusieurs intervenants agissent bénévolement en ce qui concerne certains rôles qu'ils croient nécessaires."

Dans les réseaux des CS, les modèles organisationnels sont hiérarchiques, institutionnels, centralisés. A la CSR Saint-François, on affirme ne pas avoir de modèle organisationnel. A la CSR Bois-Francs, on fonctionne en collégialité, c'est-à-dire que l'on partage les "informations" et les "problématiques". A la CSR des Vieilles-Forges, les "besoins" sont le moteur du modèle hiérarchique: les formatrices et formateurs divulguent les "besoins" des apprenants à la direction qui, à son tour, offre les services. Les OVEP, quant à eux, ont des modèles diversifiés. Au TRRC, on définit l'organisme comme un groupe de bénévoles ayant un président à la tête de l'organisation et un secrétaire-trésorier. Au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., les activités d'alphabétisation ont lieu un jour par semaine. Une formatrice recrute, enseigne et évalue. La directrice du centre s'occupe, quant à elle, des demandes de subvention. Au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard, on fonctionne en co-gestion. Un conseil d'administration bipartite est formé: d'un côté, une personne-ressource qui offre un soutien pédagogique; de l'autre, une coordonnatrice et 3 formatrices.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Le TRRC et le Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc. disent ne pas avoir de liens avec la communauté. Au TRRC, on est un groupe anglophone dispersé dans une mer à 97% francophone et au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., on n'éprouve pas le besoin d'avoir des contacts avec la communauté. Les autres organismes ont de nombreux liens: associations des handicapés de la région, Action-chômage, paroisses, comités de citoyens, accueil et référence de Drummondville, Al-Anon, AA, associations mono-parentales, maisons de femmes, Centraide, CSS, Comités de sans-emploi, CTQ, Santé et Bien-Etre social, associations de bénévoles, personnes-ressources du milieu (notaires, avocats, caissiers), conseillers pédagogiques ou animateurs (quand il y a financement). A la CSR Mauricie, on éprouve de la difficulté à rejoindre des organismes bénévoles du milieu. Les contacts avec le CEIC et les bureaux d'aide sociale leur sont plus profitables pour le recrutement.

Il existe de nombreux autres organismes avec lesquels les OVEP et les CSR sont liés: LLC/Q, LLI, milieu carcéral, OVEP, CLSC, journaux locaux, CS, CSS, réserve amérindienne d'Odanak, le CEIC (qui apporte un support matériel et une coopération dans le dépistage et l'élaboration de projets communs), clubs d'Age d'or, AFEAS, Chevaliers de Colomb.

Au Comité régional d'alphabétisation, on est à même d'échanger du matériel didactique et de discuter des approches pédagogiques à mettre de l'avant. C'est aussi un lieu où est permis le développement d'un

sentiment d'appartenance par les rencontres, colloques régionaux et provinciaux qu'il suscite. Au niveau régional, on s'occupe donc d'organisation, de développement et de pédagogie (formation des formateurs, recherche, promotion, production d'outils).

Le concept d'alphabétisation

L'alphabétisation dans la région priorise les activités de lecture et d'écriture quand il s'agit d'alphabétisme fonctionnel basé sur le "vécu des apprenants". Cependant ces activités sont parfois encadrées par du matériel "scolaire", tandis que l'expression orale, les savoirs agir et réfléchir s'exercent lors d'activités d'animation "réinvestissant" des moments-clés de l'apprentissage des apprenants. En réponse à des "besoins" précis, il est difficile de segmenter les différents types d'activités de façon systématique. Cela varie selon les groupes d'alphabétisation, les caractéristiques des participants, leurs habitudes de travail, leurs motivations et leurs champs d'intérêt particuliers. A la CSR Mauricie, les activités de calcul répondent à des "besoins" très précis: on en offre à un groupe de 3 apprenants de niveau pré-secondaire; les savoirs agir, réfléchir et l'expression orale sont à la base de leur intervention en alphabétisation.

Le mot "alphabétisation" revêt différents sens selon les organismes. Pour le TRRC, l'alphabétisation implique le fait de posséder des habiletés de base pour fonctionner en société de façon indépendante. Pour le Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., le bonheur

des apprenants entre en ligne de compte. Alphabétiser, pour eux, c'est "rendre l'individu heureux dans son mode d'apprentissage et lui donner les moyens nécessaires pour qu'il se réalise". Alphabétisation est souvent synonyme d'appropriation. Le développement de l'autonomie de l'apprenant, l'appropriation d'outils lui permettant des échanges à l'intérieur de contextes plus ouverts, une compréhension de sa réalité et un "pouvoir" d'action sur elle, une meilleure qualité de vie, une intégration socio-culturelle, tout cela concourt à définir l'alphabétisation pratiquée dans la région.

A la CSR Saint-François, on n'utilise pas (ou plus) le mot "alphabétisation". Il est connoté péjorativement: "Nos participants n'acceptent pas que nous les taxions d'analphabètes ou en cours d'alphabétisation". On offre donc, dorénavant, des cours de "français de base" en cohérence avec l'approche scolarisante prônée par l'organisme. On souhaite une campagne pan-québécoise de démystification du phénomène de l'analphabétisme qui pourrait "redorer le blason du mot "alphabétisation"."

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Les lieux les plus commodes pour les membres du TRRC sont des bibliothèques d'écoles, des salles paroissiales, des maisons privées. Pour les autres organismes, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits variés: appartements, classes de polyvalentes,

"Institution", centres pour adultes, centres municipaux, écoles primaires, salles de professeurs, bibliothèques municipales, salles communautaires, salles privées, petites salles dans des édifices privés, cuisines, salons et sous-sols de demeures familiales.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants des groupes d'alphabétisation se rencontrent entre 3 et 24 heures par semaine. Chaque organisme compte de 2 à 41 groupes, selon le cas. On répertorie 123 groupes dans la région.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités importantes dans la région. Elles prennent des formes diverses: lettres aux commerçants de la région, au clergé, dépliants aux élèves des écoles anglophones; conférences dans des comités d'école, à l'Association Alliance-Québec; communiqués dans des journaux locaux, à la radio, à la télévision, dans des bulletins et semainiers paroissiaux; porte à porte, prospectus annuel, petites annonces, sensibilisation auprès d'organismes gouvernementaux (CTQ, CEIC, SAR), bouche à oreille, rencontres à domicile, réseau de personnes-relais, affichage publicitaire, pancartes. La sensibilisation et le recrutement sont effectués par des animatrices-formatrices d'OVEP, des formatrices et formateurs, des bénévoles, des apprenants-participants, des personnes-relais. Dans les milieux urbains, le dépistage, la sensibilisation et le recrutement sont

sous la responsabilité des animatrices-terrain, tandis qu'en milieu rural, ce sont habituellement les formatrices et formateurs qui s'en occupent.

Listes d'attente

La CSR des Vieilles-Forges a une liste d'attente d'environ une douzaine de personnes, dont 4 à 5 personnes pour les ateliers de soir, et 6 ou 7 pour ceux du jour. On recourt à cette liste le moins souvent possible: on tente de satisfaire à la demande le plus rapidement possible. Tous les autres organismes intègrent les participants aux ateliers, au fur et à mesure qu'ils s'inscrivent.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: 12 heures de formation réglementaires au TRRC, séminaires, ateliers, rencontres pédagogiques, rencontres de formation, colloques régionaux, stages de formation en milieu de travail, réunions mensuelles, échanges "de vécus et de matériels", techniques d'approche, d'écoute, d'animation; soutien pédagogique, aide individuelle aux formatrices et formateurs. Au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., on bénéficie de l'encadrement pédagogique, de la formation et du perfectionnement dispensés par la CSR Provencher. A la CSR Saint-François, il n'y a pas de budget préétabli en ce qui concerne

l'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants en alphabétisation. Le perfectionnement des formatrices et formateurs (certificat en alphabétisation de l'UQAM) est laissé à leur discrétion. A la CSR Provencher, on offre du perfectionnement pour tous les intervenantes et intervenants: bénévoles, formatrices, formateurs, personnel non enseignant. Ce perfectionnement prend la forme de colloques et d'activités locales axées sur l'animation et la pédagogie.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages permet de constater les progrès réalisés par les apprenants et de vérifier l'atteinte des objectifs personnels. Elle sert aussi à rendre les apprenants conscients de "leur savoir". L'évaluation peut se faire informellement, oralement, ou prendre des formes plus systématiques: "diplômes" (renforcement positif des acquisitions nouvelles), grilles d'évaluation des apprentissages, évaluations écrites dans l'optique d'une poursuite des études; évaluations formatives qui tiennent compte des aptitudes, des difficultés et du rythme d'apprentissage de l'apprenant. L'évaluation peut aussi se faire en cours de formation, dans le cadre d'une "démarche de fixation d'objectifs d'apprentissage". On évalue aussi les adultes par l'entremise des travaux effectués "en classe", dictées, exercices, etc. A la CSR Saint-François, un projet d'évaluation dans le cadre du programme CFR 501 à 506 est présentement soumis à l'expérimentation. Avec l'implantation du nouveau programme de français, on propose une

évaluation sommative des "performances (habiletés)" et "compétences (connaissances et/ou techniques)" de l'apprenant. A la CSR Provencher, ce sont les apprenants eux-mêmes qui réalisent l'évaluation, de façon continue, par l'entremise d'un dossier personnel tenu à jour par la formatrice ou le formateur. Ils ont aussi la possibilité de remplir une "grille" où leurs "acquis sont notés". On considère important que les adultes objectivent leurs "progrès et acquisitions". Le suivi des apprenants est assumé, à la CSR des Vieilles Forges, par des professionnels (travailleur social et psychologue), en collaboration avec les formatrices et formateurs. A la CSR Provencher, on élabore un "profil académique et psychologique de l'adulte" lors de rencontres individuelles, en sous-groupe ou en tutorat. Au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard, on offre un suivi dans le cadre d'une réponse à des "besoins spécifiques (formulaires, lettres, etc.)". A la CSR Mauricie, les animatrices responsables du recrutement soutiennent les apprenants dans leur démarche. Au TRRC, aux CSR Saint-François et Bois-Francs, on n'exerce pas de suivi, par manque de temps et de ressources. Les évaluations exercées tiennent lieu de suivi.

Evaluation ponctuelle des services

De façon générale, l'évaluation ponctuelle des services d'alphabétisation n'est pas une priorité dans la région. Elle peut cependant prendre la forme de rencontres mensuelles ou, de façon plus globale, de réunions à la fin des sessions ou annuellement. A la CSR Provencher, les activités sont évaluées par sigle, compte tenu des types

de population. On y évalue aussi "le développement de la structure locale".

4 BUDGET ET COUTS

En 1985-1986, les organismes de la région bénéficient d'un financement selon 3 modalités: subventions du MEQ (pour les CSR et les OVEP), subventions du gouvernement fédéral (dans le cas de la CSR des Vieilles-Forges) et frais d'inscription (CSR des Vieilles-Forges et CSR Mauricie, pour respectivement 1% et 2,5%). Tous les organismes sont donc subventionnés. Le budget régional annuel déclaré s'élève à 625 6429.

Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 70% du budget est consacré à la formation, 7% à la sensibilisation et au recrutement, 7 % à la gestion et au soutien administratif, 5% à l'encadrement pédagogique, 4% au développement pédagogique et perfectionnement; la publicité, la promotion et l'équipement-location s'approprient chacun 3%; enfin, 1% de l'assiette budgétaire est alloué à l'expertise (contrats externes). Il ressort de ces données que la formation accapare une part très importante de l'assiette budgétaire, soit 80%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 3,60$ à 60$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune de ces données isolément.

La part de bénévolat varie de 0% à 83%. Quatre organismes (TRRC, Saint-François, Mauricie et Sainte-Sophie-de-Lévrard) ont une part de bénévolat substantielle, qui varie de 39% à 83%.

5 LE PERSONNEL

Les femmes sont très nettement majoritaires dans toutes les catégories d'emploi: 100% en animation-terrain, 94% en formation, 85% chez les bénévoles, 82% chez les professionnels et 75% à la direction-coordination. L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 44 ans à l'animation-terrain, 42 ans au bénévolat, 40 ans à la direction-coordination, 35 ans à la formation et 32 ans aux services professionnels. Le personnel affecté à la direction-coordination est à 37% engagé à temps plein, de façon permanente et à 63% à temps partiel, dont 25% de façon permanente et 38% de façon contractuelle. On précise qu'avec les femmes, on a des ententes verbales plutôt que des signatures de contrat. Aux services professionnels (conseillères pédagogiques, agentes de réadaptation, animatrices communautaires et psychologues), 82% des employés sont à temps partiel de façon contractuelle. Le même scénario prévaut au niveau de la formation, où 98% sont engagés à temps partiel, de façon contractuelle, dont plusieurs à la leçon, avec entente verbale. Bref, beaucoup de femmes sont impliquées dans les services d'alphabétisation de la région, mais c'est avec des conditions de travail typiques: travail à temps partiel, sans contrat, à la leçon, par entente verbale.

Selon la moyenne régionale, le personnel se répartit de la façon suivante: 66% des tâches liées aux activités d'alphabétisation sont assumées par des bénévoles; 23% du personnel est attaché à la formation; 20% à l'animation-terrain, 5% aux services professionnels et 4% à la direction-coordination. On constate donc que le travail bénévole dans la région occupe une place capitale au sein des services d'alphabétisation.

Antécédents professionnels et qualifications

Les formatrices et formateurs ont des formations diverses: brevets C et A; diplômes et certificats en pédagogie, adaptation scolaire, psycho-pédagogie, enseignement primaire ou secondaire, animation, animation et loisirs, enseignement spécialisé, orthopédagogie. Le personnel de la formation a des expériences de travail variées: travail pour l'Office des personnes handicapées du Québec, formation en milieu carcéral, enseignement du français langue maternelle et du français langue seconde à l'éducation des adultes. Les formatrices et formateurs en alphabétisation sont parfois des enseignants en disponibilité. A la CSR Saint-François, tous les formateurs et formatrices sont inscrits au certificat en alphabétisation de l'UQAM. Les bénévoles, quant à eux, ont des diplômes et expériences variés.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant un diplôme en enseignement, une formation en pédagogie, une "qualification pour l'enseignement du code", une "bonne connaissance du français écrit" et "de la langue". En plus de la scolarité exigée, on cherche des personnes ayant la "vocation de l'alpha", de la "facilité à entrer en contact avec l'autre", de l'"entregent", des expériences pertinentes en animation, une connaissance du milieu, une capacité d'écoute, de l'initiative, une ouverture à différentes approches pédagogiques et le goût de s'impliquer dans le milieu.

Du côté de l'animation, on embauche des personnes démontrant une compétence en français parlé et écrit, une approche souple et chaleureuse, une capacité de travailler en équipe, de la créativité, une "bonne connaissance" du milieu, de l'entregent.

Pour le bénévolat, on insiste sur le fait de savoir lire et écrire l'anglais (TRRC); d'être prêt à jouer le rôle d'un guide; d'avoir le désir d'aider à apprendre, un intérêt pour l'avancement de l'alphabétisation, une disponibilité, une ouverture d'esprit.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région 04 totalise 861 personnes. 46% de cette population est âgée de 17 à 30 ans, 31% de 31 à 45 ans, 23% de 46

ans et plus. Les hommes constituent 58% de la population qui s'alphabétise. En ce qui concerne la scolarité, de 13% à 95% des participants adultes (pour une moyenne régionale de 48%) déclarent détenir de 0 à 4 ans de scolarité; de 3% à 100% de la population (pour une moyenne de 36%) a 5 à 8 ans; enfin, de 2% à 59% (pour une moyenne de 16%) a plus de 8 ans de scolarité. A la CSR Provencher, on décrit autrement la population des apprenants: 45% d'entre eux ont moins de 7 ans de scolarité.

La population francophone est très fortement majoritaire. On y retrouve aussi un très petit nombre d'autochtones et d'allophones. Le TRRC, pour sa part, éprouve de grandes difficultés à rejoindre la population anglophone. Parmi la population desservie, on retrouve quelques travailleurs de la construction, foresterie, textile; des femmes au foyer, des jeunes chômeurs, des assistés sociaux. Les apprenants sont majoritairement issus d'un milieu socio-économiquement défavorisé.

Changements et types de population

La tendance générale est à l'accroissement des activités. Dans certains organismes, la "clientèle" double. On offre des services aux déficients intellectuels. On remarque un changement dans l'âge de la population: dans certains cas, il y a de plus en plus de jeunes; dans d'autres, plus de personnes d'âge moyen (25 à 45 ans). A la CSR Mauricie, on se rend compte que le niveau de connaissance du français, préalable à l'alphabétisation, est de plus en plus faible. L'on s'adresse de plus en plus à une population issue d'un milieu économique très faible.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0% à 20%. On peut estimer la moyenne régionale à 9%. Au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., on distingue dans le taux d'abandon de 14%, la part d'abandons non motivés (estimée à 8%) et la part d'abandons motivés par la maladie et le déménagement (6%). On identifie plusieurs causes d'abandon: maladie, opération chirurgicale, décès, frais de déplacement, frais de "gardiennage", déménagement, absence de moyens de transport, travail à l'extérieur, manque de temps, démotivation, changement de formatrice ou formateur.

7 EVALUATION

Réussites

Au TRRC, on a sensibilisé à l'analphabétisme environ 5% de la population de la Vallée de la Saint-Maurice; au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., on a donné la chance à 3 apprenants de quitter l'assistance sociale et d'intégrer le marché du travail; à la CSR des Vieilles-Forges, on a formé des équipes dynamiques, maintenu des services pendant 10 ans. A la CSR Saint-François, les efforts de sensibilisation ont doublé le nombre d'apprenants, les formateurs se sont fortement impliqués ainsi que les bénévoles; de plus, les services sont adaptés aux différentes "clientèles" et la concertation régionale a été bénéfique. A la CSR Provencher, l'implication de nombreux "acteurs du milieu", la participation accrue de la communauté et la mise sur pied

de mécanismes d'accueil pour les ententes de collaboration sont jugés satisfaisants. A la CSR Bois-Francs, l'"ouverture des réseaux" fait en sorte que 29 municipalités bénéficieront des services d'un formateur-recruteur en français de base. Dans les milieux urbains sous la juridiction de la CSR Mauricie, les animatrices s'occupant du recrutement et du suivi des adultes ont contribué grandement à la persévérance des formatrices et formateurs; on note aussi que les organismes gouvernementaux CEIC et CTO ont collaboré grandement au dépistage des "analphabètes". Dans plusieurs des organismes, on reconnait comme une réussite l'augmentation appréciable du nombre d'apprenants. Trois colloques (1983, 1985 et 1986), sous l'égide du comité régional en alphabétisation, ont contribué à améliorer la qualité de l'enseignement: tout un chacun y mettait en commun ses démarches.

Difficultés

Quelques organismes disent n'avoir rencontré aucun échec. Au TRRC, on n'a pu recruter aucun adulte, étant donné l'extrême difficulté de les détecter dans une mer francophone. Aux Vieilles-Forges, on a toujours éprouvé des difficultés à organiser la publicité. On est heureux, après 10 ans, d'avoir réglé le problème. A la CSR Saint-François, à la lumière de notre recherche-action, on s'est rendu compte qu'il y avait des lacunes au niveau de l'organisation. A la CSR Provencher, on note un manque d'uniformité de l'"aspect pédagogique", des lacunes au niveau d'une consolidation possible des collaborateurs du milieu; on signale aussi qu'il faudrait "consolider les acquis" dans le domaine de

l'alphabétisation. A la CSR Mauricie, les bénévoles sont déjà débordés par d'autres types d'action et ne peuvent participer au programme d'alphabétisation de l'organisme.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants souhaitent plusieurs changements. Au Centre d'action bénévole du lac Saint-Pierre inc., on aimerait engager un animateur-terrain qui s'occuperait du recrutement, ce qui permettrait aux formatrices et formateurs de consacrer plus de temps à la formation proprement dite. Au TRRC, après 4 ans de travail, on n'a pas rejoint d'analphabètes: des changements dans l'organisation s'imposent. A la CSR des Vieilles-Forges, l'"ouverture des réseaux" a provoqué l'augmentation du nombre de groupes d'alphabétisation, mais aussi beaucoup de contraintes administratives: le ration de 8 apprenants par groupe est trop élevé; cela altère la qualité des services auprès de personnes handicapées. A la CSR Saint-François, on voudrait donner un enseignement plus fonctionnel, moins scolarisant, structurer les accueils et organiser des sessions de formation pour les intervenants. A la CSR Provencher, on voudrait se pencher sur l'"aspect pédagogique", sur la post-alpha, voir à contrer le manque d'uniformité dans la qualité et le contenu des outils pédagogiques. A la CSR Bois-Francs, on veut améliorer l'encadrement pédagogique, c'est-à-dire le suivi. Au Centre Alpha de Sainte-Sophie-de-Lévrard, on souhaiterait une vaste campagne de démystification de l'analphabétisme et une amélioration de la sensibilisation dans le milieu. A la CSR Mauricie, on souhaite

l'implication de bénévoles et une allocation spéciale pour la pré-alphabétisation. Au Comité régional en alphabétisation, on souhaite accentuer la participation des organismes populaires. Pour le moment, le Comité regroupe 5 CS et ses représentants.

Mise à part la disparition regrettable du TRRC en juin 1986, l'alphabétisation dans la région est bien vivante et les idées ne manquent pas pour promouvoir son expansion. Plusieurs actions menées sur le territoire témoignent d'une volonté de fonder les activités sur des assises solides: formateurs inscrits au certificat en alphabétisation de l'UQAM, implication d'équipes d'entraide, production d'outils pédagogiques uniformisant les interventions, etc. On procède aussi à des changements importants dans la planification des interventions: liens plus étroits avec le milieu en vue de sortir les CS de la "scolarisation" de leurs activités d'alphabétisation, orientations fonctionnelle et communautaire prônées dans les 2 réseaux (CS et OVEP), mise de l'avant de la prise en charge par les apprenants des contenus de leur apprentissage. On ne peut que souhaiter que les apprenants qui s'alphabétisent dans la région continuent d'être "servis" dans les meilleures conditions possibles.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales d'alphabétisation serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région de la Mauricie-Bois-Francs.

Synthèse régionale

Estrie

(Région 05)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE
ESTRIE (REGION 05)

AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
CLSC	Centre local de services communautaires
CRSSS	Centre régional de santé et de services sociaux
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CTQ	Centre Travail Québec
DEC	Diplôme d'études collégiales
LLC	Laubach Literacy of Canada
MRS	Mesures de rattrapage scolaire
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
QLWG	Quebec Literacy Working Group
SEA	Service d'éducation des adultes

Rompus par leur travail pénible, à bout d'haleine,
Les paysans, sentant fléchir leur torse fort,
S'en reviennent des champs, dans l'ombre de l'Orford.
Et la sueur raidit leur chemise de laine.

Le cuir de leur visage /.../
Est ridé comme l'eau des remous près des quais.

Alfred Desrochers, A l'ombre de l'Orford, 1948

1 NATURE DE LA REGION

La région de l'Estrie est délimitée au nord par les Appalaches de la Haute-Beauce, à l'ouest par le lac Memphrémagog, à l'est par le lac Mégantic et au sud, par les frontières américaines du Vermont, du New Hampshire et du Maine. Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: Asbestos, Richmond, Windsor, Bromptonville, Sherbrooke, Rock Forest, Magog, Mont Orford, Waterloo, Granby, Cowansville, Fleurimont, East Angus, Cookshire, Lag Mégantic, Lennoxville, Coaticook, etc. Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ environ 240 800 habitants.

L'Estrie est composée à la fois de régions urbaines, semi-urbaines et rurales. Le secteur tertiaire est concentré à Sherbrooke, avec 56% des activités. Les secteurs du vêtement et du textile sont importants dans la région. Le taux de chômage se maintient légèrement sous la moyenne provinciale. Les villes de Sherbrooke et Magog comptent à elles seules 150 000 personnes.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CSR de l'Estrie et à la CS Eastern Townships. En 1980, le Collectif d'alphabétisation des travailleurs et la Maison Alpha se joignaient au mouvement. N'ont pas

participé à la recherche-action les organismes suivants: l'Arbraiettre, Valorisation-Alpha et le Conseil d'alphabétisation Saint-François.

Font partie de la population "analphabète" rejointe les catégories spécifiques suivantes: femmes et hommes de 16 ans et plus; quelques personnes avec des difficultés d'apprentissage ou des handicaps physique et/ou intellectuel; jeunes de 16 à 30 ans; bénéficiaires d'aide sociale, chômeurs, détenus, femmes, travailleurs, allophones.

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Pour aider les apprenants à atteindre leurs objectifs personnels, éducationnels et sociaux, on procède au recrutement, à l'entraînement et au support de tuteurs volontaires, à la création de matériel didactique, à la sensibilisation de la population de l'Estrie; on tente aussi de réaliser un plan de promotion dans les milieux d'intervention et d'organiser et définir une formation qui soit "ajustée" aux "besoins" des apprenants.

Les orientations sont axées à la fois sur les besoins "éducationnels" des participants et selon les types de "clientèle". On distingue ici la population des jeunes, qui revendique une scolarisation, des travailleurs auprès desquels on pratique des activités plus fonctionnelles. On offre aussi des services de type "populaire" et

"conscientisant" à la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs. Ces services favorisent une "conscience sociale" et une prise en charge du milieu par les apprenants. On va même jusqu'à proposer des services "humanisants et communautaires" où l'on partage et respecte les connaissances de chacun des individus, tout cela dans le réseau d'une communauté. A la CSR de l'Estrie, l'orientation fonctionnelle prédomine. On veut promouvoir l'autonomisation des apprenants, leur intégration à l'intérieur de leur milieu social et des réponses à leurs "besoins pratico-pratiques".

Changements intervenus

Pour les 3 organismes qui ont participé à la recherche-action, il n'y a pas eu de changement majeur. En 1986, à la CSR de l'Estrie, on a implanté un projet exploratoire de formation de longue durée pour des déficients intellectuels.

Partage des responsabilités

Il existe différents corps d'emploi impliqués dans l'alphabétisation des adultes. A la CS Eastern, une coordonnatrice ou animatrice promeut les services, recrute les apprenants, trouve des bénévoles et les forme. Elle jumelle tuteurs et apprenants. Les formateurs travaillant à la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs s'impliquent dans le développement de l'organisme. Ce sont des travailleurs "compétents et professionnels" qui créent leur propre matériel didactique et sont "capables d'entretenir des rapports

d'égalité avec tous". A la CSR de l'Estrie, les intervenantes sont des "animatrices avant tout", dans des municipalités bien circonscrites. Le SEA leur donne le mandat d'alphabétiser les citoyens et d'être un "pôle de référence".

Les tuteurs bénévoles apportent beaucoup aux services d'alphabétisation. Bien qu'ils ne soient pas des professeurs "formés", on considère qu'ils établissent des contacts "extraordinaires" avec les apprenants. A la CS Eastern, les responsabilités organisationnelles reviennent à la CS et le perfectionnement des tuteurs est sous la responsabilité du Literacy Council. Les tuteurs ont la charge de remplir leur "journal de bord" en plus d'un rapport mensuel.

A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, chaque formateur est entièrement responsable de l'orientation pédagogique (il n'y existe pas de modèle d'apprentissage immuable) et s'implique aux niveaux de la sensibilisation du milieu, du recrutement, de la formation et du suivi.

A la CSR de l'Estrie, on développe chez les intervenantes des attitudes favorisant une plus grande implication et prise en charge de chacun. Elles sont impliquées aux niveaux de la sensibilisation, de la formation et des rencontres d'équipe. Il y a aussi un coordonnateur qui planifie financièrement et défend le dossier de l'alphabétisation à la table de gestion du SEA, un conseiller pédagogique qui planifie et évalue les interventions et des directeurs de centre qui administrent les services.

Liens avec la communauté

Faisant appel à l'implication de la communauté face à l'analphabétisme dans la région de l'Estrie, les organismes ont des contacts avec des associations diverses: le Women's Institute, United Church Women, le Catholic Women's League, des clubs masculins caritatifs ("Oddfellows"), les bureaux d'aide sociale, le Syndicat des travailleurs d'entretien de l'Hôpital de Sherbrooke, l'Office des personnes handicapées du Québec, le Centre de détention, les organismes publics et para-publics (CTQ, CLSC, CRSSS), cercles de fermières, comités d'école, AFEAS. Les organismes ont aussi des contacts avec d'autres instances impliquées dans l'alphabétisation: la CS Eastern Quebec a des contacts avec le milieu anglophone, c'est-à-dire le LLC (aux niveaux provincial et national) et avec le QLWG; à la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, on communique avec d'autres OVEP de la région et le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation. La CSR de l'Estrie fait partie de l'Equipe inter-régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation et entretient des relations occasionnelles avec les OVEP de la région.

Le concept d'alphabétisation

L'alphabétisation pratiquée dans la région est "intégrative". Les savoirs agir et réfléchir sont, pour la CS Eastern, primordiaux et s'expriment à travers les activités proposées en lecture, écriture, calcul et expression orale. Pour la CSR de l'Estrie, ces mêmes savoirs agir et réfléchir sont "très secondaires", mais pourtant "en harmonie"

avec la conception que l'on se fait de l'alphabétisation. Ici, la lecture, l'écriture, le calcul et l'expression orale occupent "presque toute la place". A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, toutes les activités mentionnées précédemment se moulent aux "besoins" de chacun.

Les notions d'autonomie, de développement, de prise en charge, d'intégration sociale sont présentes partout. L'alphabétisation consiste donc en des activités d'apprentissage où les "habiletés de base" nécessaires à la maîtrise des codes de la lecture, de l'écriture et du calcul doivent provoquer des changements positifs, être non scolarisants et transposables dans la vie des apprenants.

De façon générale, les 3 organismes semblent s'accorder sur l'orientation fonctionnelle et non scolarisante à donner aux activités d'alphabétisation. Cependant, la Maison Alpha et le Collectif d'alphabétisation des travailleurs sont les seuls à donner une définition plus large, moins scolaire, du mot alphabétisation: alphabétiser c'est pour eux "donner des moyens aux adultes pour la prise en charge de leur milieu", alors que pour les CS, l'alphabétisation est acquisition de connaissances de base en lecture, écriture et calcul.

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Les activités se déroulent dans des endroits variés: salles paroissiales, maisons des apprenants, maisons des tuteurs; locaux résidentiels convertis en bureaux, offrant une atmosphère plus personnalisée et hors-cadre; locaux municipaux, aussi fréquentés pour d'autres services communautaires; salles communautaires. Il peut arriver que l'on occupe des locaux d'écoles primaires et secondaires.

Nombre d'heures et nombre de groupes

Les groupes se rencontrent entre 4 à 18 heures par semaine. La Maison Alpha et le Collectif d'alphabétisation des travailleurs offrent 72 heures d'activités par semaine dans les villes de Magog et Sherbrooke. On répertorie 15 jumelages (effectués par la CS Eastern) et 53 groupes d'alphabétisation (19 groupes à la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs et 34 à la CSR de l'Estrie).

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités importantes dans la région. Elles peuvent prendre les formes suivantes: contacts directs des animatrices avec des citoyens, des organismes (groupes, associations); rencontres informelles auprès des "clientèles-cibles" et/ou des organismes et institutions qui peuvent être en contact avec

des analphabètes: "moyens de support" comme des journaux locaux, des posters, des feuillets publicitaires, des messages dans des mass medias, des conférences publiques, des lettres au clergé, des signets, des cartes d'affaires; rencontres avec des agences de service social, avec des groupes de bénévoles. On se sert aussi de la publicité qui peut être faite par l'intermédiaire des SEA. Toutes ces façons de sensibiliser la population et de recruter d'éventuels apprenants semblent efficaces, mais le meilleur moyen demeure sans contredit le bouche à oreille.

Liste d'attente

Il n'y a pas de liste d'attente à proprement parler. Il existe cependant 20 tuteurs bénévoles formés qui attendent d'être jumelés à des apprenants.

Encadrement pédagogique, formation et perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement s'effectuent de façon différente selon les organismes. Les tuteurs bénévoles de la CS Eastern reçoivent une formation d'une durée de 12 heures, en plus du perfectionnement qui peut s'offrir au niveau provincial. L'animatrice et le coordonnateur du SEA de la CS Eastern font partie du QLWG. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, la formation et le perfectionnement des intervenants prennent la forme d'un stage de 3 semaines. On évalue aussi mensuellement le travail d'atelier. A la CSR de l'Estrie, on

offre des rencontres pédagogiques mensuelles, du perfectionnement selon les besoins des intervenants, du suivi, du support individuel et des rencontres annuelles de planification.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages sert à identifier des "niveaux" d'analphabétisme et améliore le suivi. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, on évalue les apprentissages au début, lors de l'accueil, pour connaître les "acquis académiques", former des groupes homogènes et orienter les interventions des formateurs. Pendant et à la fin des activités, on se sert aussi de grilles d'évaluation et de tests. A la CSR de l'Estrie, on administre un test de classement pour évaluer les connaissances des apprenants en lecture et en écriture. On organise aussi des rencontres personnelles pendant lesquelles on interroge les apprenants sur leurs intérêts, motivations, milieux social et familial. Toutes ces interventions visent à identifier des besoins et à former des groupes plus homogènes. Les animatrices de la CSR de l'Estrie vérifient régulièrement la pertinence des objectifs d'apprentissage fixés au début du processus d'alphabétisation, en fonction du principe d'une alphabétisation fonctionnelle. A la CS Eastern, on procède à une analyse rapide des connaissances pour évaluer le "niveau" des apprenants. Pour ce faire, on utilise le Lapray-Ross Reading Analysis. On développe aussi présentement une façon d'évaluer les apprentissages des apprenants qui terminent leurs activités d'alphabétisation.

Le suivi des adultes est effectué systématiquement, selon plusieurs modalités. A la CSR de l'Estrie, on élabore des "fiches de suivi", servant à évaluer trois types d'objectifs: "utilitaire", "d'apprentissage" (français et mathématiques) et "de croissance personnelle" (confiance en soi). A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, la responsabilité du suivi est assurée par le formateur, dans son groupe, et tout au long de la formation. On laisse la porte ouverte aux adultes qui ont terminé leur formation, mais qui désirent garder contact. Du côté anglophone, le rapport mensuel des tuteurs tient lieu de suivi. Ce rapport relate le nombre d'heures enseignées, les problèmes rencontrés, les demandes de matériel pédagogique, les sujets abordés durant le mois, etc.

Evaluation ponctuelle des services

Les 3 organismes effectuent une évaluation ponctuelle des services d'alphabétisation de façon régulière. A la CSR de l'Estrie, par exemple, les animatrices et le conseiller pédagogique évaluent si les interventions sont en relation avec les objectifs du plan d'intervention du SEA et font par la suite des recommandations aux gestionnaires. A la CS Eastern, on fait l'évaluation des trois dernières années pour comprendre pourquoi des adultes abandonnent très peu de temps après avoir été recrutés et sans même avoir entamé leur processus d'alphabétisation.

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, les organismes de la région bénéficient d'un financement selon 3 modalités: à la CSR de l'Estrie, 98% du budget parvient du MEQ et 2% proviennent de frais d'inscription. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, 100% du financement vient du MEQ et à la CS Eastern, on bénéficie de subventions OVEP et des subsides du MEQ. Le budget annuel déclaré s'élève à 342 650$. Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la manière suivante: de 8% à 76% du budget est consacré à la formation, pour une moyenne de 42%; de 4% à 67%, pour une moyenne de 36%, à la gestion et au soutien administratif; 8% est consacré à la publicité, la promotion, la sensibilisation et le recrutement; 7% à l'encadrement pédagogique; de 1% à 12%, pour une moyenne de 6%, au développement pédagogique et au perfectionnement; 1% à l'équipement et à la location. Que l'organisme où la formation s'exerce paie ou non ses formatrices et formateurs, il ressort clairement de ces données que la formation, dans un cas, et la gestion et le soutien administratif, dans l'autre, accaparent une part importante de l'assiette budgétaire.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 4,80$ à 6$, pour une moyenne de 5,40$. Les bases de calcul peuvent varier d'un organisme à l'autre, il faut donc considérer chacune des données isolément.

Seules les deux CS ont fourni des données au sujet de la part du bénévolat. Cette part est beaucoup plus importante à la CS anglophone

Eastern, avec 80% de bénévoles. À la CSR de l'Estrie la part de bénévolat est de 14%.

5 LE PERSONNEL

Il y a 3 fois plus d'hommes que de femmes à la direction-coordination. Autant d'hommes que de femmes travaillent dans les services professionnels. Par contre, la représentation féminine est nettement majoritaire dans les autres catégories d'emploi: animation-terrain (100%), formation (96%), bénévolat (87%) et formation-animation (71%).

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 49 ans, aux services professionnels; 39 ans, au bénévolat; 37 ans, à la direction-coordination; 35 ans, à la formation et formation-animation; 30 ans, à l'animation-terrain.

Le personnel affecté à la direction-coordination est totalement à temps plein et permanent. Aux services professionnels, un des employés est à temps plein et permanent; l'autre est à temps partiel, de façon permanente. 91% du personnel de la formation est employé à temps partiel, de façon contractuelle. Toutes les animatrices-terrain sont à temps partiel, de façon contractuelle. 43% des formateurs-animateurs sont à temps plein, de façon permanente; les autres sont employés à temps partiel, dont 43%, de façon contractuelle.

Selon la moyenne régionale, 49% des tâches liées à l'alphabétisation sont assumées par des travailleuses et travailleurs bénévoles. Ce fort

pourcentage s'explique par le fait que la CS Eastern recourt, pour la formation, à des tuteurs bénévoles. Concernant les autres tâches, le personnel se répartit de la façon suivante: 24% de formatrices et formateurs, 10% d'animatrices et animateurs-terrain, 8% de directeurs-coordonnateurs, 7% de formatrices-animatrices et formateurs-animateurs et 2% de professionnels.

Antécédents professionnels et qualifications

Les gens impliqués dans la formation, à la CS Eastern, sont reconnus et recommandés par l'association LLC. Ce sont des bénévoles issus de tous milieux, mais qui ont en commun les 12 heures de formation réglementaires. L'animatrice de la CS Eastern a une formation en sciences de l'éducation. Les formations du personnel dans les 2 autres organismes sont variées: DEC en éducation spécialisée, diplômes universitaires en études françaises, sciences de l'éducation, information scolaire et professionnelle, enfance inadaptée, éducation spécialisée, adaptation scolaire, orthopédagogie, pédagogie, certificat en animation. Ils ont aussi, de façon générale, une expérience de travail en animation de groupe et ont déjà été impliqués dans des projets communautaires et dans des interventions auprès de "clientèles-cibles plus ou moins "marginales".

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats possédant au minimum un DEC, mais ayant une "très bonne connaissance du français" et

de l'expérience de travail auprès de groupes d'adultes. L'autonomie et la créativité des postulants sont des atouts.

Du côté de l'animation, on recherche des personnes ayant, elles aussi, une "bonne connaissance du français", de la pédagogie, des techniques d'animation. Des capacités particulières d'accueil, d'écoute, de créativité, un esprit pratique et un sens de l'initiative sont recherchés. Il est avantageux d'être déjà impliqué dans le milieu concerné et de bien le connaître.

Le travail bénévole est assumé par des gens ayant une expérience et une implication dans des groupes communautaires et disponibles pour au moins un an. L'expérience d'enseignement peut être un atout, mais l'unique véritable qualification est la connaissance de la lecture et de l'écriture. De façon générale, on recherche aussi des tuteurs qui soient "bienveillants et stables".

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région, totalise 470 personnes. Les hommes en constituent 57%. 46% de la population est âgée de 30 à 45 ans; 34%, de 18 à 30 ans et 19% a 46 ans et plus.

En ce qui concerne la scolarité déclarée, les données sont particulières à chaque organisme. A la CS Eastern, 53% des participants déclarent détenir de 5 à 8 ans de scolarité, 34% de 0 à 4 ans et 13%, 8 ans et plus. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des

travailleurs, 100% de la population a un niveau de scolarité déclarée de 0 à 5 ans. Enfin, à la CSR de l'Estrie, 100% de la population a entre 3 et 6 ans de scolarité.

La population desservie par la CS Eastern est à 93% anglophone. Les 2 organismes francophones ont 94% de leur population qui est francophone et 6% d'allophones. Les participants font partie de catégories socio-professionnelles diverses: des sans-emploi, des travailleurs indépendants, des bénéficiaires d'aide sociale et d'assurance-chômage ainsi que des pensionnés. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, 65% des apprenants sont des travailleurs.

Changements et types de populations

A la CS Eastern, on ne mentionne aucun changement. A la CSR de l'Estrie, le nombre de participants a presque doublé en 2 ans. Il y a de plus en plus de jeunes (18 à 30 ans) ayant quitté le système scolaire. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, la population jeune (18 à 30 ans) a augmenté tandis que les adultes âgés de 50 ans et plus ont diminué en nombre.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 12% à 30%. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, il est plus marqué chez les jeunes bénéficiaires d'aide sociale qui ne sont pas éligibles au programme des MRS.

7 EVALUATION

Réussites

A la CS Eastern, on remarque que les participants suivent leurs activités au-delà de 6 mois, ont un taux de "succès" (lire le journal, être mieux dans sa peau) très élevé. A la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, on "réussit" quand on permet à un travailleur de garder son emploi; à un jeune, de retourner en milieu scolaire; à une personne analphabète, de participer activement à la vie de son milieu. A CSR de l'Estrie, on considère comme des réussites le développement de la sensibilisation et de l'insertion sociale, l'approche du milieu par les animatrices-terrain et les formatrices et l'accès à l'information par des contacts plus directs.

Difficultés

A la CS Eastern, on déplore le peu d'implication des bénévoles dans la planification des objectifs et les autres tâches administratives. Un autre point laisse perplexe: le taux d'abandon des participants.

Beaucoup laissent avant même d'avoir été jumelés à leur tuteur. À la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, on aurait besoin d'argent pour combler certains besoins (services individuels). On note aussi une baisse de motivation qui pourrait probablement être contrée par un investissement financier et humain favorisant le cheminement des participants. À la CSR de l'Estrie, on s'interroge sur la façon de susciter, chez les apprenants, par l'intermédiaire des intervenants, une plus grande autonomie et une intégration sociale qui soit progressive. On manque aussi de mesures d'évaluation qui permettraient de vérifier si les apprenants "réinvestissent" leurs apprentissages dans le quotidien.

Changements et améliorations

À la Maison Alpha et au Collectif d'alphabétisation des travailleurs, on souhaite offrir plus de formation et d'activités pour "bien répondre aux besoins" et on aimerait également que la population connaisse mieux les services offerts et sache mieux à quoi ils servent. À la CSR de l'Estrie, on voudrait implanter des formats d'apprentissage plus variés et globaux auprès de la population handicapée intellectuelle. Dans des municipalités où il y a intervention, on voudrait assurer une présence plus structurée. On désire organiser des activités "hors atelier" qui supporteraient les apprentissages effectués pendant la formation. On ressent aussi la nécessité de développer d'autres approches pédagogiques adaptées aux "besoins" de la nouvelle "jeune clientèle". À la CS Eastern, l'évaluation en pré-alpha, alpha et post-alpha ainsi que le

recrutement des apprenants sont à repenser. On voudrait alléger les structures pour que les apprenants ne soient pas gênés par les procédures de fonctionnement.

Il est fort regrettable que quelques organismes d'alphabétisation de la région n'aient pas été en mesure de participer à la recherche-action. Les données recueillies auraient pu être plus complètes. Il n'en demeure pas moins que la participation des organismes de la région de l'Estrie revêt un intérêt certain. Malgré leur petit nombre, les organismes participants ont su bien décrire leurs démarches respectives et, de facto, nous donner le pouls de la région: l'importance du travail bénévole, l'orientation fonctionnelle, la variété des populations touchées (en particulier les travailleurs) et une volonté affirmée d'assurer des services de qualité et de se renouveler sans cesse.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région de l'Estrie.

Synthèse régionale

Rive sud de Montréal

(région 06-Sud)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE

RIVE SUD DE MONTREAL (REGION 06 SUD)

ADDAS	Association pour la défense des droits des assistés sociaux
ADDS	Action pour la défense des droits sociaux
AES	Adult Education Service
AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
AFI	Acquisition des facilités d'intégration
ALA	Animation locale alpha
ALA	Association locale d'alphabétisation
ALA	Animation locale alpha
CA	Conseil d'administration
CAHY	Corporation alpha de la Haute-Yamaska
CALM	Comité d'alphabétisation de Marieville
CAT	Commission des accidents du travail
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CFP	Commission de formation professionnelle
CLSC	Centre local de services communautaires
CPACS	Comité provincial d'alphabétisation dans les CS
CPC	Court professionnel court
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CSS	Centre de services sociaux
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
CTQ	Centre Travail Québec
CVLC	Chateauguay Valley Literacy Council
DEA	Directeur de l'éducation des adultes
DES	Diplôme d'études secondaires
DFEA	Diplôme de formation en éducation des adultes
DGEA	Direction générale de l'éducation des adultes
EDA	Education des analphabètes
ENS	Employé non-spécialisé
IT	Initiation au travail
LEDA	L'éducation des adultes
LLC	Laubach Literacy of Canada
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
LLI	Laubach Literacy International
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
MRS	Mesures de rattrapage scolaire
OPC	Office de la protection du consommateur
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
PRSBCV	Protestant Regional School Board of Chateauguay Valley
QLWG	Quebec Literacy Working Group
RGPA	Regroupement des groupes populaires en alpha
RSB	Regional School Board
RSB	Regional School Board
SB	School Board
SCAT	School and College Ability Test (voir TCEE)
SEA	Service d'éducation des adultes
SSPSP	South Shore Protestant School Board

SSRC	South Shore Reading Council
TCEE	Test cooperatif des écoles et collèges
TRC	Townshippers Reading Council
WI	Women Institute

Je suis sûr qu'il sait à peine lire.

Je m'en vais avec ma grosse tête pleine de culture, de lectures et de mensonges, je la secoue et elle sonne creux. Je mourrai demain, on dira 'tiens' et c'est tout: un vide pas plus gros que si on déplaçait un petit caillou de grève, mais lui le forgeron quand il mourra, 12, 15 vieux seront désemparés, perdus. Dans ce coin de village, il y aura un trou immense comme celui dans une cathédrale bombardée.

Félix Leclerc, Le calepin d'un flâneur, 1961

1 NATURE DE LA REGION

Située sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent , à la limite de la région de l'Estrie et près de la frontière américaine, la région 06 Sud couvre un grand territoire de municipalités rurales, sub-urbaines et urbaines. Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: Granby, Waterloo, Cowansville, Sutton, Dunham, Bedford, Farnham, Saint-Césaire, Rougemont, Marieville, Chambly, Carignan, Saint-Jean d'Iberville, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Luc, Saint-Hyacinthe, Beloeil, Sainte-Julie, Mont Saint-Hilaire, Boucherville, Sorel, Tracy, Verchères, Contrecoeur, Varennes, Longueuil, Saint-Bruno, Saint-Hubert, Greenfield Park, Saint-Lambert, Brossard, Laprairie, Candiac, Napierville, Lacolle, Saint-Constant, Delson, Châteauguay, Kahnawake, Ile Perrot, Pincourt, Mercier, Beauharnois, Ormstown, Howick, Franklin, Huntingdon, Hemmingford, Valleyfield, Dorion, Vaudreuil, Vaudreuil-sur-le-Lac, Soulanges, Rigaud, etc.

Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise 1 092 500 habitants. La population active regroupe, en plus de travailleurs spécialisés et non-spécialisés, des commerçants (tourisme)

et des agriculteurs. Plusieurs grandes entreprises y ont établi domicile: Dominion Textile, Anco (abattoir de poulets), usines de transformation des produits de l'acier, chantiers maritimes de Marine Industries, etc. Plusieurs industries importantes ont pourtant dû fermer leur porte depuis le début des années 1980: Majestic Knitting, Dominion Textile, Penmans. Le taux de chômage dans la région est relativement élevé (de 10% à 18%) dans certains secteurs de la région.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CRS Chambly en 1965. Se joignaient au mouvement la CS de Valleyfield en 1973; l'Etablissement de Cowansville en 1978; la CS Châteauguay et la CSR Bedford en 1979; le SSPSB, le Châteauguay Valley Literacy Council, la CSR Mercier et le SSRC en 1980; le TRC et la CSR Lignery en 1981; la CSR Meilleur, le CALM, la CS Davignon, la Table régionale en alphabétisation en 1982; la CS Vaudreuil, la CS Tracy, la CSR Yamaska, la Porte ouverte en 1983; les groupes "Passez le mot" et le COMQUAT en 1894; l'ALA et le CAHY en 1985.

Au total, 23 organismes (12 CS, 9 OVEP, 1 organisme autonome, 1 Table régionale de concertation) ont participé à la recherche-action. Le taux de participation s'élève à 82%. N'ont pas participé les organismes suivants: la CSR Châteauguay-Valley, Laportaire, La Boîte à Lettres de Longueuil, La Clé des mots et le Groupe d'Entraide IOTA.

Font partie de la population "analphabète" rejointe les catégories spécifiques suivantes: quelques allophones, les détenus de l'Etablissement de Cowansville et du Centre de réhabilitation Waterloo, les ex-détenus, les femmes d'ex-détenus, les "sous-scolarisés de tous

âgés", les jeunes âgés de 16 à 30 ans, les jeunes décrocheurs, des personnes handicapées intellectuellement, des adultes (par exemple, des francophones et des immigrants allophones) apprenant l'anglais comme langue seconde, des retraités, des anglophones de plus de 16 ans, les Mohawks de Kahnawake (pour lesquels l'anglais est langue seconde).

2 PLAN D'INTERVENTION

Les orientations fonctionnelle et scolarisante sont prédominantes dans la région.

L'approche fonctionnelle implique que l'apprentissage "du code" (l'écrit du quotidien) est intégré à une démarche de développement personnel, social et communautaire. L'alphabétisation de type fonctionnel "remplit une fonction pratique" de "dépannage" dans le quotidien (liste d'épicerie, rédaction de chèques, etc.) et se centre sur les "besoins" spécifiques et immédiats du milieu de vie des participants, de leur milieu de travail, etc. On prône des activités de "survie" pour que les apprenants "fonctionnent" comme citoyens et continuent leur éducation après le processus d'alphabétisation proprement dite.

On est souvent plus enclin à pratiquer une alphabétisation fonctionnelle auprès des partcipants dits "débutants" ou qui participent aux activités seulement à temps partiel.

L'approche scolarisante, quant à elle, a comme postulat de base que l'alphabétisation doit fournir les rudiments de base en français et en mathématiques (règles grammaticales, 4 opérations mathématiques de base,

etc.) aux apprenants dont le but est l'intégration scolaire de niveau secondaire. À la CS Tracy, on cerne bien la spécificité de l'approche scolarisante: "Nous croyons à l'importance d'un enseignement structuré qui permet à l'apprenant de maîtriser les connaissances et habiletés en lecture et en écriture". On précise aussi que cette approche est mise au point pour les adultes ayant les "capacités d'apprendre et de franchir les étapes assez facilement". L'alphabétisation scolarisante propose l'enseignement de la lecture et de l'écriture comme celui de "matières scolaires" sans négliger "l'aspect social à l'intérieur des groupes".

À la CS Châteauguay, on est passé d'une approche conscientisante (pratiquée de 1974 à 1978) et fondée sur une sensibilisation des apprenants aux problèmes de l'environnement (chômage, pollution, conditions de travail) à une approche hybride (depuis 1978) fonctionnelle-scolarisante.

L'alphabétisation pratiquée dans les centres de détention est aussi de type scolarisant. Les détenus choisissent librement de s'alphabétiser comme d'autres parmi eux choisissent d'effectuer un travail. Pour les participants ne sachant ni lire ni écrire, on opte pour une approche fonctionnelle. Par contre, les participants de niveau 505-506 se recyclent par l'intermédiaire d'une alphabétisation scolarisante: ils doivent réussir des examens pour pouvoir poursuivre leurs études de niveau secondaire.

A la CS Chambly, on a mis sur pied une approche conciliant les objectifs poursuivis par les modèles d'alphabétisation fonctionnelle et conscientisante: les participants apprennent tout en perfectionnant leur processus d'apprentissage.

La Table régionale en alphabétisation de la région 06 Sud regroupe des conseillers pédagogiques, des gestionnaires, des formateurs, des animateurs qui "partagent leurs compétences" en vue de planifier, d'évaluer les activités d'alphabétisation pratiquées sur le territoire, de perfectionner les pratiques, le matériel utilisé, etc. Sous l'égide de la Table régionale, des rencontres de perfectionnement, de ressourcement et d'échange sont planifiées trois jours par année. La Table régionale ne promeut aucune approche d'alphabétisation particulière et compose avec la spécificité des approches de chacun des organismes participant aux activités qu'elle planifie.

Changements intervenus

Les changements intervenus dans le plan d'intervention sont surtout de type organisationnel: ajout d'ateliers de calcul, de théâtre, de croissance personnelle, d'expression orale, de "stages en milieu de travail", pour compléter l'apprentissage des codes de la lecture et de l'écriture. On utilise les micro-ordinateurs en alphabétisation, plus particulièrement pour la fabrication d'un journal d'étudiant. Au Centre de détention Covaneville, on passe du développement de la "scolaptitude" à un développement plus global, surtout auprès des "analphabètes" ayant de la difficulté à se "socialiser". A Châteauguay, on a formé des

groupes d'allophones. On a modifié les activités d'alphabétisation, compte tenu de l'arrivée des jeunes bénéficiaires du programme des MRS. A la CS Bedford, on a dû stopper l'alphabétisation par tutorat dans la prison locale, étant donné le manque de collaboration des "officiels" de la prison. A la CS Lignery, il n'y a plus de "team-teaching" ni d'atelier de lecture-écriture, mais bien un "travail en commun sur des thèmes". Les critères de formation des groupes sont fonction de "besoins spécifiques, du "potentiel intellectuel" des participants. On a implanté dans plusieurs organismes des inscriptions à "entrées continues". Certaines activités d'apprentissage liées aux "besoins", "vécus" et "préoccupations" des "clientèles", sont parfois poursuivies dans des activités dites "para-scolaires" et chapeautées par des organismes bénévoles. A la CS Yamaska, l'"arrivée des sigles" (concomitante à l'"ouverture des réseaux") a provoqué plus d'encadrement, une révision rigoureuse des pratiques et l'élaboration de tests sommatifs pour chacun des sigles. A Kahnawake, on a implanté des services bénévoles.

Partage des responsabilités

Les intervenants de la région sont des "facilitateurs", des "personnes-ressources", des "agents de changement" innovateurs au sein de leur pratique respective, de "bons animateurs" qui s'inscrivent en piliers sur lesquels repose toute une structure de "relation d'aide". Malgré le modèle organisationnel hiérarchique propre à la majorité des organismes institutionnels, dans le domaine de l'alphabétisation, les

principales décisions sont prises en collégialité, dans un esprit d'ouverture et d'échange. Les OVEP et les groupes populaires autonomes pratiquent, quant à eux, l'auto-gestion ou la co-gestion, tout en collaborant avec les CS.

Les responsabilités pédagogiques sont assumées en grande partie par les formatrices et formateurs, secondés par des travailleuses et travailleurs bénévoles. En contact direct avec les participants, les intervenants au niveau de la formation préparent des activités en réponse aux "besoins" des apprenants tout en se conformant aux décisions de l'équipe "multidisciplinaire". Cette équipe - regroupant le personnel de direction-coordination, les directeurs de centre, les responsables de comités, les conseillers pédagogiques et administratifs, les responsables-matière - planifie, supervise les activités, s'assure "qu'il se fasse de l'alphabétisation selon des normes pédagogiques acceptables" et est responsable du budget consacré à l'alphabétisation dans chacun des organismes.

La place spécifique des apprenants au sein de ce partage de responsabilités pédagogiques se résume, pour la majorité des organismes répondants, à l'expression de "besoins spécifiques" ayant un impact autant sur le choix des contenus d'apprentissage, des démarches proposées que du matériel pédagogique. Ainsi les formatrices et formateurs, étant à "l'écoute des besoins" et en contact direct avec les participants, élaborent des stratégies pédagogiques et des activités éducatives favorisant, entre autres, leur "prise en charge" et l'"intégration de leurs apprentissages" à court terme.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Pour maintenir active la sensibilisation de la population à l'analphabétisme, pour aller chercher de l'aide au niveau du recrutement des participants, des bénévoles, du ressourcement, de la publicité, de l'accueil et pour réaffirmer l'importance des interventions d'alphabétisation dans la région, les OVEP et les CS font appel aux personnes et organismes suivants: centres et organismes de loisirs; CLSC; centres d'accueil; postes de télévision communautaire et journaux locaux; commissaires d'écoles; CEIC; CTQ; centres hospitaliers psychiatriques; organismes populaires assurant le jumelage des apprenants avec des bénévoles à domicile; les Filles d'Isabelle; cercles des Fermières; comités de parents; LEDA; ALA; AFEAS; bibliothèques; services d'accueil et référence; responsables du personnel et de la formation dans les industries; syndicats; responsables de paroisses; kiosques d'information dans les centres commerciaux; les groupes populaires Arbralettre, la Maison Alpha de Sherbrooke, "Un pas de plus" (récemment mis sur pied à Valleyfield); l'Equipe régionale des animatrices et animateurs de la région 06 Sud; l'Université de Sherbrooke; CFP; CSST; services de réadaptation des personnes handicapées; cliniques externes de centres hospitaliers; la troupe de théâtre Parminou; CSS; VI; Anglican United Churches; Clubs Lions; LLC-Q; LLC; QLWG; National Voluntary Organization; Movement for Canadian Literacy; National Literacy Working Group; projet IOTA; services sociaux de Kahnawake; RGPA; organismes régionaux en éducation.

Le concept d'alphabétisation

Les objectifs d'une alphabétisation dans la région sont toujours fonction des orientations fonctionnelle et scolarisante prédominantes dans la région. L'alphabétisation est donc définie comme une combinaison d'activités liées aux apprentissages de base en lecture, écriture et en calcul mais complétée par des objectifs spécifiques: prise en charge, appropriation des connaissances collant à leurs "besoins" et de leur "vécu", "fonctionnement" avec l'écrit du quotidien, développement "intégral" de l'apprenant, épanouissement personnel, acquisition d'une meilleure "qualité de vie", autonomie, confiance en soi, capacité d'écoute, expression des idées, des opinions, prise de conscience, insertion sociale.

Ainsi, l'alphabétisation pratiquée dans la région se voudrait être un moyen d'épanouissement personnel qui permette "à un adulte de communiquer avec son milieu physique, économique ou social avec les outils du langage oral et écrit".

L'alphabétisation prend donc une dimension importante au niveau de la scolarisation mais aussi au niveau de la socialisation, du développement personnel (affectif, perceptif, cognitif, actif, comportemental, etc.), des communications interpersonnelles, des processus d'interaction avec l'environnement, avec la communauté. L'alphabétisation est essentielle au sens où elle donne aux participants accès à d'"autres apprentissages".

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Sur la rive sud de Montréal, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des lieux très divers: au-dessus d'un petit centre commercial; "centres de jour"; hôtels de ville; bibliothèques municipales; locaux de l'AFEAS; polyvalentes; intérieur de pénitencier, centres de détention; centres d'éducation pour adultes; écoles (dans des petites municipalités); domiciles des bénévoles; fabriques d'églises, églises (où l'espace est très inadéquat); CLSC; locaux des services de loisirs; centres communautaires; locaux de l'ADDS; centres commerciaux; classes qui se distinguent des autres classes pour adultes parce que "de nombreuses règles de grammaire, de conjugaison et des mots de vocabulaire sont affichés au mur pour en faciliter l'acquisition".

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les organismes consacrent entre 1,5 à 30 heures par semaine à l'alphabétisation. Régionalement, on dénombre 169 groupes et 60 jumelages dans les CS Meilleur, Bedford et South Shore. En moyenne, le nombre de participants par groupe totalise 10 personnes.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités importantes et prennent des formes très variées: publicité des SEA des CS en début de session; conférences de presse; articles de journaux; causeries

publiques auprès de clubs sociaux, de groupes communautaires locaux avec témoignages d'apprenants; bouche à oreille des apprenants et bénévoles; affichage dans des lieux publics; vente de macarons; signets; dépliants distribués de porte à porte; publicité à la radio communautaire; informations dans les feuillets paroissiaux; rencontres avec des directeurs de personnel; kiosques-informations dans des centres commerciaux avec possibilité d'inscriptions sur place; contacts avec les CLSC, CSS, CAT, CTQ; envois de lettres aux parents des enfants fréquentant les écoles primaires de la région; pièce de théâtre; vidéos; tenue d'assemblées générales; participation à des expositions; porte à porte; contacts avec des professionnels (travailleurs sociaux, principaux d'école, ministres) de la communauté; embauche de 2 animatrices-terrain dans le cadre d'un projet "Canada au travail" veillant à l'élaboration d'une véritable campagne de sensibilisation; contacts avec des centres de bénévolat, des industries locales, cliniques médicales; "réunions de cuisine"; rencontres d'organismes ayant comme population-cible des "jeunes inactifs ou travailleurs non-spécialisés"; appels téléphoniques.

Liste d'attente

Seulement 8 organismes répondants détiennent une liste d'attente. Régionalement, 124 personnes sont en attente de services. Ces gens attendent faute de bénévoles disponibles ou parce qu'ils désirent s'intégrer à des groupes de formation à temps plein. Certains autres ont abandonné les activités et veulent y retourner la session suivante ou se sont inscrits trop tard au courant de la session. Les organismes

qui n'ont personne en attente ont un processus organisationnel d'"entrées continues" et intègrent les apprenants au fur et à mesure qu'ils se présentent pour recevoir des services. Ces "entrées continues" ont été rendues possibles depuis la nouvelle politique gouvernementale de financement du MEQ et l'"ouverture des réseaux".

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: rencontres de formation pour "enrichir les compétences"; rencontres d'intervention axées sur le fonctionnement des organismes, la coordination des activités; rencontres de "croissance" pour renforcer "l'esprit d'équipe", la philosophie d'intervention, les rôles formels et informels de chacun; participation à des colloques, rencontres ou regroupements régionaux (qui traitent, par exemple, du programme 501 à 506, d'évaluation formative, de troubles d'apprentissage, de support pédagogique des bénévoles, de propositions de matériel d'apprentissage, d'échanges d'expertises, de grilles d'évaluation, d'approche globale en lecture, de la problématique des décrocheurs, de la "thérapie de la réalité", des styles et valeurs des jeunes, de processus d'apprentissage et des différentes méthodes d'enseignement); perfectionnement avec des personnes-ressources; sessions "de relation d'aide"; stages de perfectionnement pour les bénévoles; ateliers de formation Laubach réglementaires ("Basic Training Workshops").

A la CS Chambly, les formatrices engagées depuis septembre 1985 ont bénéficié de 30 heures de formation, condition préalable à leur engagement.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages est un facteur sécurisant et motivant pour les apprenants. Les participants attachent une très grande importance à l'évaluation. Ces évaluations sont périodiques, de type formatif ou sommatif. L'évaluation formative s'effectue tout au long des apprentissages. Elle peut prend la forme de travaux proposés à l'apprenant, de rencontres formateur-apprenant où ceux-ci réfléchissent, co-évaluent le travail d'apprentissage. L'évaluation sommative s'effectue à la fin des activités, d'une "section" ou à la fin d'un sigle d'apprentissage. Elle autorise l'accès, le "passage" à des niveaux plus avancés.

De façon générale, l'évaluation des apprenants favorise une vérification, un réajustement des objectifs d'apprentissage et du matériel pédagogique utilisé, tout en permettant au personnel de la formation (formatrices, formateurs et bénévoles) d'apprécier le "fonctionnement" et le cheminement de chacun. Au Centre de détention de Cowansville, on administre régulièrement des évaluations sommatives auprès des détenus, parce qu'ils peuvent changer d'activité ou d'établissement à n'importe quel moment.

Le suivi des apprenants, assumé par le personnel de la formation, prend la forme d'un soutien individualisé dans la planification des contenus d'apprentissage et vise souvent la "mise à jour des objectifs de formation". Il peut être effectué de façon formelle (rendez-vous périodique avec "fiches de progression" et "fiches d'observation") ou de manière informelle au fil des rencontres, à même les activités d'alphabétisation proprement dite.

A l'Etablissement de Cowansville, on exerce un suivi très serré des participants. Ainsi, leur "dossier" les suivra dans n'importe laquelle des institutions carcérale fédérale s'ils décident de poursuivre leurs études.

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation des services d'alphabétisation - qu'elle ait lieu aux mi-sessions, en fin de session, trimestriellement, bi-annuellement ou annuellement - permet de faire le bilan des activités et des services offerts et sert de point de départ à des réajustements possibles aux niveaux, entre autres, des orientations, des approches, de l'organisation des cours, des programmes de formation.

L'évaluation des services est parfois même, dans certains organismes, un moment privilégié de rencontres entre les intervenants, les apprenants et les bénévoles.

4 BUDGET ET COUTS

En 1985-1986, tous les organismes de la région bénéficient d'un financement dont la source principale est le MEQ (à 100% pour certaines CS et certains OVEP). Ce financement est complété, dans certains cas, par des frais d'inscription, par des subventions de Centraide, par des levées de fonds (chez des particuliers et auprès de la compagnie IBM). A la CS Davignon, les 2/3 du financement sont assumés par le MEQ et le tiers, par une subvention du gouvernement fédéral.

Le budget annuel régional déclaré s'élève à 1 473 387$. Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 46% (de 5% à 89%) du budget est consacré à la formation; 15% (de 0% à 72%) à l'encadrement pédagogique; 9% (de 0% à 31%) au développement pédagogique et au perfectionnement; 9% (de 0% à 55%) à la gestion, au soutien administratif; 8% (de 0% à 30%) à la sensibilisation et au recrutement; 5% (de 0% à 18%) à la publicité et à la promotion; 4% (de 0% à 22%) à l'équipement et à la location; 4% (de 0% à 30%) à l'expertise (contrats externes).

Il ressort de ces données que la formation et l'encadrement pédagogique occupent une part importante de l'assiette budgétaire, soit 61%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 1,13$ à 55$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune de ces données isolément.

5 LE PERSONNEL

La représentation féminine est majoritaire dans tous les secteurs d'emploi reliés à l'alphabétisation. Elles représentent 100% du personnel de l'animation-terrain, 93% du personnel de la formation, 88% du personnel bénévole, 69% du personnel des services professionnels et, enfin, 56% du personnel de la direction-coordination.

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 44 ans, au bénévolat; 42 ans, aux services professionnels; 41 ans, à la direction-coordination; 39 ans, à l'animation-terrain et 37 ans à la formation.

Le personnel affecté à la direction-coordination est engagé à temps plein de façon permanente ou à temps partiel de façon "permanente" ou contractuelle. La majorité du personnel affecté aux services professionnels est engagé à temps partiel, de façon contractuelle. La très grande majorité du personnel de la formation et de l'animation-terrain est engagé à temps partiel de façon contractuelle, à taux horaire ou "à la leçon".

Selon la moyenne régionale, le personnel se répartit comme suit: 67% au bénévolat, 20% à la formation, 6% de direction-coordination, 4% aux services professionnels, 3% à l'animation-terrain.

67% des tâches liées aux activités d'alphabétisation sont donc assumées par des travailleuses et travailleurs bénévoles. Cette part énorme de

bénévolat (c'est le taux le plus élevé provincialement) dans la région est donc un modèle de fonctionnement pour plusieurs organismes.

Antécédents professionnels et qualifications

Les intervenantes et intervenants ont des expériences et qualifications diverses: formation universitaire en andragogie, pédagogie, service social, éducation spécialisée, français, orthopédagogie, sociologie, histoire, psychologie, communication; DPEA; DES; DEC; brevets A et B; expérience de travail auprès de "clientèles" défavorisées; expérience d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire, en formation socioculturelle, expérience de travail communautaire, participation active au sein d'organismes locaux.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant une "grande capacité d'adaptation", une formation adéquate voire même une qualification légale, des habiletés en relation d'aide, une "grande ouverture d'esprit", de la "souplesse", de la "créativité"; étant capables d'"animer" des groupes; ayant de l'expérience de travail auprès d'adultes, une "bonne connaissance du français" et des "principes pédagogiques"; étant "polyvalents", "disponibles" et "doués pour les contacts humains et personnels"; étant prêts à suivre une "certaine formation"; ayant un souci de perfectionnement au niveau des différentes méthodes utilisées; ayant une bonne connaissance de la psychologie de l'apprentissage chez les adultes; ayant de l'"initiative", "adhérant"

aux objectifs de l'organisme "employeur"; étant "sensibles aux besoins des adultes", ouverts à des "apprentissages nouveaux" et étant en mesure d'effectuer du travail d'équipe en collaboration avec d'autres intervenants, dont des bénévoles.

Du côté de l'animation, on recherche des personnes ayant sensiblement les mêmes aptitudes que pour le personnel de la formation tout en possédant des "techniques d'animation", de l'"entregent", une bonne connaissance du milieu, une capacité de "diagnostiquer" les problèmes d'apprentissage et, enfin, ayant le profil d'"excellent communicateur".

Pour le bénévolat, on insiste sur certaines attitudes: "disponibilité", "discrétion", "bonne volonté", "confiance en soi", "autonomie", "patience", "goût d'apprendre", "respect des apprenants", etc. On exige aussi un minimum de connaissances (être "capable de lire") et avoir, dans le cas de la "méthode Laubach", suivi les heures de formation réglementaires.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région du sud de Montréal, totalise 1 616 personnes. 56% de cette population est composée d'hommes, 44% de femmes. 46% (de 5% à 68%) des participants sont âgés de 30 ans et moins; 30 % (de 11% à 47%) de 31 ans à 45 ans; 24% (de 0% à 55%) de 46 ans et plus. En ce qui concerne la scolarité, 38% (de 18% à 60%) des

apprenants déclarent détenir de 0 à 4 ans de scolarité: 36% (de 26% à 45%), de 5 à 8 ans: 26% (de 10% à 53%), plus de 8 ans.

Changements et types de population

Le portrait de la population a changé surtout à cause de l'arrivée massive de jeunes participants, pour la plupart bénéficiaires du programme des MRS. Cette nouvelle population a occasionné des changements dans les types d'intervention (les jeunes participants sont de façon générale "plus scolarisés") et a "chassé" la population plus âgée des groupes d'alphabétisation. Dans les tous débuts, l'âge moyen des participants était de 40 ans. On note aussi une augmentation généralisée du nombre d'apprenants. Ainsi de nouveaux services sont offerts aux populations de personnes handicapées physiquement et intellectuellement. L'"ouverture des réseaux" a eu un impact certain sur les services d'alphabétisation auprès des jeunes et des personnes handicapées. On remarque aussi une légère augmentation du nombre d'allophones bénéficiant des services d'alphabétisation.

Exceptionnellement, à la CS Châteauguay, on est confronté à une "baisse de la clientèle" parce que le CEIC s'est retiré des programmes de formation de base et de pré-secondaire et que la politique de la CSST a été modifiée spécialement en ce qui concerne les "faiblement scolarisés".

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0% à 50%. En moyenne, on peut l'estimer à 19%. Les causes d'abandon les plus souvent mentionnées sont un retour au travail, des conflits d'horaire, des difficultés financières empêchant le transport des participants, des déménagements, une perte de motivation, l'"instabilité générale des adultes analphabètes", une orientation vers d'autres services (ateliers protégés, travail supervisé pour déficients légers, etc.). De façon générale, on note un taux d'abandon très faible, sinon nul, chez les participants handicapés intellectuellement. Le taux d'abandon peut aussi prendre la forme, dans certains organismes, d'"arrêts temporaires" des apprenants.

7 EVALUATION

Réussites

Les réussites des organismes sont décelables principalement au point de vue organisationnel et au niveau de l'intérêt soulevé chez les apprenants.

Au niveau organisationnel, les principales réussites sont les suivantes: la mise en place et l'autonomie de 2 OVEP offrant des services à domicile; la présence d'un OVEP à la Table régionale en alphabétisation; le fait que les organismes offrant des activités d'alphabétisation soient de plus en plus connus; le travail des OVEP spécialisés tant au niveau du recrutement, de l'animation que de la sensibilisation; la production de matériel didactique (CS Châteauguay, CS Chambly); la

prise en charge de l'alphabétisation par le milieu (dimension communautaire des interventions); l'élaboration d'activités fonctionnelles et de mathématiques (budget, système métrique, etc.); les services d'alphabétisation "adaptés, proches de la clientèle"; un programme d'entraînement à la lecture avec la participation d'étudiants "plus avancés" qui ont agi comme des "tuteurs" (CS Davignon); l'utilisation de micro-ordinateurs dans la réalisation d'un "journal d'école"; la structure individualisée d'accueil des participants et l'intégration progressive des "apprentissages de la langue, du calcul et d'habiletés sociales" par l'intermédiaire de l'approche instrumentale-fonctionnelle (CS Chambly); la reconnaissance par le MEQ que l'alphabétisation des adultes est un "besoin actuel et grandissant"; la collaboration de plus en plus fréquente entre le CS et les OVEP de la région; l'élaboration de façons nouvelles de travailler avec des apprenants qui poursuivent leurs activités à temps plein.

Du point de vue des apprenants, on remarque chez eux un sentiment de solidarité, d'appartenance; un "goût de la réussite para-scolaire", une intégration aux programmes de formation générale ou professionnelle de niveau secondaire, une assiduité, un éveil aux ressources du milieu, une "plus grande capacité d'expression", une "meilleure estime de soi"; une autonomie accrue; une persistance dans l'effort; un "développement personnel et social marqués".

Difficultés

Malgré toutes ces réussites, persistent quelques ombres au tableau. Voici les principales difficultés rencontrées par les organismes répondants: le désintéressement, les "troubles d'apprentissage", les "efforts et motivations instables" des participants incarcérés; le nombre d'inscriptions qui n'est souvent pas proportionnel à toutes les énergies investies en animation-terrain; la lourdeur des tâches administratives, l'encadrement pédagogique et le suivi des formatrices/formateurs insuffisants; le travail de bénévoles auprès de participants handicapés mentaux qui a dû être arrêté faute de "formule adaptée à la clientèle" (CS Meilleur); le dépistage de "nouvelles clientèles" (CEIC,CTQ); la "démission" des apprenants devant les difficultés d'apprendre et le temps requis pour compléter leur formation; les préjugés de la population face à l'analphabétisme; la difficile implantation d'un programme d'alphabétisation dans la prison locale (CS Bedford) par manque de collaboration des "officiels" de l'établissement; l'approvisionnement en matériel pédagogique dans les régions rurales; le manque d'argent et de temps nécessaires à la production et/ou l'adaptation du matériel pédagogique; l'écriture chez les participants parce que leurs échecs y seraient "plus visibles"; l'apprentissage laborieux de certaines personnes âgées; le taux d'abandon et la motivation des jeunes à cause de structures d'encadrement trop floues; l'aménagement de locaux "permanents" (CS South Shore); l'offre de services distincts pour les jeunes "en récupération" et les "clientèles faiblement scolarisées".

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants dressent une liste exhautive des améliorations qu'il faudrait apporter: élargir les "objets" de la concertation régionale; "s'attaquer" à la promotion de l'alphabétisation et de la "place" des apprenants; poursuivre un perfectionnement continu des intervenantes/intervenants; évaluer les "moyens et besoins" en post-alpha; réorganiser le partage des tâches pour les membres des OVEP; consolider la collaboration CS/OVEP; assouplir les interventions auprès des détenus, par exemple, en offrant des activités à temps partiel et en accentuant les activités vers un "développement de la personne" et une approche "thérapeutique de la réalité"; créer des "groupes-classes" dans les régions éloignées; favoriser la création de groupes populaires d'alphabétisation; mettre sur pied des "classes formelles" pour poursuivre la formation exercée par tutorat avec ces bénévoles par des formatrices/formateurs rémunérés assistés des bénévoles; bien cerner la dimension et l'importance de l'animation-terrain sur le territoire; augmenter les ressources en matériel pédagogique de base pour les "débutants"; bâtir du matériel pédagogique en mathématiques axé sur toute la dimension de réflexion et de résolution de problèmes de la vie de tous les jours; multiplier les rencontres du personnel de formation, entre autres, pour prendre connaissance de nouveaux documents pédagogiques "sur le marché", échanger et partager son "matériel-maison"; adapter le matériel Laubach pour des autochtones québécois anglophones de Kahnawake; améliorer les ressources de matériel de lecture en anglais dans le cadre d'une

post-alpha; bâtir du matériel pédagogique peu coûteux pour augmenter son accessibilité auprès des apprenants; augmenter les ressources financières des OVEP pour pallier les problèmes de locaux, de personnel permanent, de disponibilité restreinte de matériel pédagogique dans les régions éloignées; répondre aux "besoins" de scolarisation au niveau d'une formation de base et pré-secondaire par une approche scolarisante (CS Meilleur); intégrer l'alphabétisation à l'ensemble des services offerts par les CS et les CSR; implanter des "ateliers d'écrivains" pour encourager les tuteurs à écrire pour les néo-alphabétisés; instaurer une campagne nationale d'alphabétisation par le biais de laquelle le gouvernement prendrait position clairement et investirait au niveau de ressources humaines et matérielles pour contrer l'analphabétisme au Québec; réaffirmer l'autonomie des équipes de bénévoles; allouer au personnel de formation à temps plein une période de temps de travail d'équipe rémunéré; implanter une approche individualisée pour les activités de niveaux 504-505-506.

Instaurée dès 1965, l'alphabétisation - cette combinaison d'activités liées aux apprentissages en lecture, écriture et calcul, cet outil de communication avec le milieu physique, économique et social - vise à la fois le développement personnel et la "socialisation" des apprenants. Les objectifs spécifiques des interventions visent à la fois la prise en charge, l'autonomie, l'appropriation des connaissances, l'insertion sociale, bref, le développement "intégral" de l'apprenant.

De façon générale, l'alphabétisation pratiquée sur la rive sud de Montréal est hybride: fonctionnelle et scolarisante, tout en ne délaissant pas l'aspect social à l'intérieur même de l'organisation des groupes de participants. Les services offerts en anglais sont particuliers: ils répondent aux "besoins" des participants anglophones, mais aussi aux francophones et allophones dont l'anglais est la langue seconde.

Certaines caractéristiques de l'alphabétisation pratiquée dans la région 06 sud émergent: l'importance de l'évaluation, pour l'apprenant; les rencontres régionales qui font le point sur des situations cruciales en alphabétisation (évaluation, programme 501-506, troubles d'apprentissage, etc.); la représentation féminine qui est majoritaire dans tous les secteurs d'emploi; la part énorme de bénévolat (67%) qui est la plus élevée au Québec; l'"ouverture des réseaux" qui a amené une augmentation du nombre de participants, plus particulièrement des jeunes plus scolarisés; une remise en question de la place des apprenants au sein des plans d'intervention; l'assouplissement des interventions auprès des détenus.

Enfin, on suggère, dans la région, de mettre en place une campagne nationale d'alphabétisation pour que le MEQ soit enfin en mesure de prendre clairement position et d'investir des ressources autant humaines que matérielles, dans le but de contrer l'analphabétisme au Québec.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région.

Synthèse régionale

Montréal 06 Centre

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE

MONTREAL 06 CENTRE

ABE	Adult Basic Education
AES	Adult Education Service
AS	Approche syllabique
BA	Bachelor of art
BASVM	Bureau d'aide sociale de la ville de Montréal
BCCHM	Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal
BSS	Bureau des services sociaux
CA	Conseil d'administration
CACEP	Centre d'aide communautaire, éducative et pédagogique
CEBAM	Comité d'éducation de base pour les adultes de Montréal
CECM	Commission des écoles catholiques de Montréal
CECV	Commission des écoles catholiques de Verdun
CEGEP	Collège d'enseignement général et professionnel
CEHM	Centre éducatif des Haïtiens de Montréal
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CHOC	Centre haïtien d'organismes communautaires et de promotion de la culture
CLSC	Centre local de services communautaires
COFI	Centre d'orientation et de formation des immigrants
CRA	Centre de réadaptation pour adultes
CREP	Centre de ressources en éducation populaire
CRLB	Centre de réadaptation Lucie-Bruneau
CRSSS	Centre régional de santé et de services sociaux
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CSSMM	Centre de services sociaux du Montréal métropolitain
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
CTA	Centre de travail adapté
CTQ	Centre Travail Québec
CUM	Communauté urbaine de Montréal
DES	Diplôme d'études secondaires
DGEA	Direction générale de l'éducation des adultes
DSC	Département de santé communautaire
EBIS	Educational brokering information service (a subcommitee of PROCEDE)
FPE	Formation préparatoire à l'emploi
GREC	Groupe de recherche en évaluation des curriculums
HLM	Habitation à loyer modique
IFACEF	Institut de formation, d'aide communautaire à l'enfant et à la famille
IFRM	Institut de formation et de réadaptation de Montréal
LLC	Laubach Literacy of Canada
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
MAS	Ministère des Affaires Sociales
MCC	Ministère des Communautés culturelles
MCCI	Ministère des communautés culturelles et de l'immigration
MCL	Movement for Canadian Literacy

MEQ	Ministère de l'Éducation du Québec
MSSS	Ministère de la Santé et des services sociaux
OPEX	Opération ex-détenus
PAL	Projet d'aide logement
PDT	Programme de diminution des tensions
PPO	Programme par objectifs
PROCEDE	Provincial Organization of Continuing Education Directors English
PSB	Protestant School Board
PSBGM	Protestant School Board of Greater Montreal
QLWG	Quebec Literacy Working Group
RDP	Rivière-des-Prairies
RECLAIM	Reading Council for Literacy Advance in Montreal
RGPA	Regroupement des groupes populaires en alpha
SAHT	Service d'apprentissage aux habitudes de travail
SEA	Service d'éducation des adultes
SEBAM	Service d'éducation de base aux adultes de Montréal
TESL	Teaching english as a second language
TROVEP	Table régionale des organismes volontaires en éducation populaire
UdeM	Université de Montréal
UQAM	Université du Québec à Montréal
YMCA	Young Men's Christian Association

minidrixons l'algèbre
picnnotons le building

il faut que les marbres exsudent

Lucien Francoeur, Minidrixes réactes, 1972

1 NATURE DE LA REGION

La région de Montréal, aussi nommée région 06 Centre, s'étend sur toute l'île de Montréal située sur le fleuve Saint-Laurent, une des plus importantes voies de pénétration fluviale du continent nord-américain. La région de Montréal comprend les municipalités suivantes: Senneville, Pierrefonds, Sainte-Geneviève, Sainte-Anne-de-Bellevue, Kirkland, Pointe-Claire, Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, Lachine, Côte-Saint-Luc, Saint-Laurent, Mont-Royal, Outremont, Hampstead, Westmount, Montréal-Ouest, Saint-Pierre, LaSalle, Verdun, Montréal-Nord, Saint-Léonard, Anjou, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles, Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard, Ile Dorval et Montréal. Les principaux quartiers de la ville de Montréal où se déroulent des activités d'alphabétisation sont les suivants: Saint-Louis, Côte-des-Neiges, Saint-Michel, Rosemont, Laurier, Rivière-des-Prairies, Côte Saint-Luc, Snowdon, Villeray, Saint-Henri, Centre-sud de Montréal, Parc Extension, Plateau Mont-Royal, Saint-Louis du Parc, Saint-Jacques, Maisonneuve, Notre-Dame-de-Grâce, Maisonneuve-Rosemont et Sacré-Coeur.

Le territoire de la CUM (29 municipalités situées sur l'île de Montréal et sur deux îles voisines, l'île Bizard et l'île Dorval) est urbanisé dans une proportion de plus de 76%. Selon Le Québec statistique,

Edition 1985-1986, sa population totalise 3 677 200 habitants, dont près de 59% habitent Montréal. Les principaux groupes linguistiques se répartissent comme suit: les francophones représentent 58% de la population, les anglophones 24% et les italophones 6%.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la PSBGM dès 1914, alors qu'on offrait des cours de lecture et d'écriture aux immigrants européens; en 1972, on y reprenait des activités structurées. À la CECM, on a offert des activités d'alphabétisation en 1965. Puis emboîtaient le pas le Centre Saint-Zotique, le Bureau de la communauté chrétienne des Haïtiens de Montréal (Sant N-A Rive), le Centre Père-Marquette, le Centre Calixa-Lavallée, en 1972; le CREP Saint-Marc en 1975; le Centre Saint-Henri, le Centre d'accueil et de réadaptation "A la Croisée" en 1976; la CS Jérôme-Le-Royer, la Commission des écoles catholiques de Verdun, la CS du Sault-Saint-Louis, le Centre d'information et de pilotage de Montréal en 1979; RECLAIM, le Centre éducatif des Haïtiens de Montréal (CEHM), le Centre Champagnat, le Centre communautaire Place Vermeil, le Groupe Victoire-Simoneau en 1980; L'Hirondelle, comité d'accueil inter-ethnique, la CS Lakeshore/Baldwin-Cartier, la CS Sainte-Croix, le Centre Saint-Pius X, le Centre de réadaptation Constance-Lethbridge en 1981; Lettres en Main, l'Association des résidents de la Maison Lucie-Bruneau Inc. en 1982; la Table régionale en alphabétisation 06 Centre, le Centre de promotion communautaire "Le Phare" Inc., le Centre communautaire des Haïtiens de Rivière-des-Prairies, "J'apprends avec mon enfant" (Ecole Saint-Jean-Baptiste), le Groupe de recherche en évaluation des

curriculum (GREC) en 1983: l'Etablissement de détention de Montréal (Pénitencier de Bordeaux), le Laurier-Macdonald Adult Education Centre, le Centre Lucien-Page, les Habitations Jeanne-Mance, le Centre d'aide communautaire, éducative et pédagogique (CACEP) en 1984: le Centre haïtien d'organismes communautaires et de promotion de la culture, le COFI Maurice-Lefebvre, Un Prolongement à la Famille de Montréal, les Projets d'Aide-logement et de l'Etape, le Centre Lartigue, l'Hôpital Rivière-des-Prairies, la Corporation Compagnons de Montréal, le Carrefour Marguerite-Bourgeoys, l'Institut de formation, d'aide communautaire à l'enfant et à la famille (IFACEF), le Centre Marronnier en 1985: enfin, le Centre Barthélémy-Vimont et les Loisirs pour les Personnes handicapées Inc. en 1986.

Sur 63 organismes où se déroulent des activités d'alphabétisation dans la région, 47 ont participé à la recherche-action, ce qui équivaut à un taux de participation de 75%. Le groupe populaire Lettres en Main a participé 'malgré lui' à la recherche-action. Organisme-témoin lors de la confection même du guide de questionnements, Lettres en Main a eu un problème de communication postale avec la coordonnatrice provinciale. La missive (1), adressée à Québec au lieu de Montréal, faisant état de leur désistement de la recherche-action, m'est parvenue très en retard (le 7 novembre 1986): trop tard pour transformer les données déjà informatisées et compilées.

Font partie de la population 'analphabète' rejointe les catégories spécifiques suivantes: nouveaux arrivants (d'Amérique Centrale,

d'Amérique du sud, d'Iran, de Roumanie, d'Afrique, etc.) en attente de statut et immigrants reçus ne sachant parler ni le français ni l'anglais, femmes immigrantes haïtiennes de tous âges, personnes âgées haïtiennes, personnes handicapées intellectuellement et physiquement, personnes handicapées intellectuelles vivant dans leur famille attendant d'accéder à un CRA ou un CTA, personnes éprouvant des "troubles d'apprentissage", détenus, chômeurs, immigrants, allophones, jeunes âgés de 16 à 30 ans, personnes apprenant l'anglais comme langue seconde ou troisième langue, "handicapés émotionnels", handicapés "psychiques" hospitalisés en psychiatrie, jeunes décrocheurs; handicapés moteurs, visuels, auditifs, référés par le bureau d'aide sociale; raccrocheurs bénéficiant du programme des MRS; handicapés mentaux (18 à 40 ans) éprouvant un "retard mental important, des troubles graves de personnalité, des troubles neuro-moteurs sérieux"; population habitant un HLM; parents, en majorité d'origine portugaise, dont les enfants fréquentent l'école primaire; orphelins, nés de parents inconnus, dont une partie est affectée de déficience légère"; femmes de différents quartiers, jeunes (18 à 35 ans) ayant des problèmes "socio-émotifs et relationnels" et éprouvant des difficultés à s'intégrer aux services offerts par la CECM, le MAS, le ministère de la Santé et les groupes populaires; jeunes diplômés de "classes spéciales".

2 PLAN D'INTERVENTION

L'approche pédagogique dite "fonctionnelle" domine au sein des organismes répondants. On pratique donc, dans la région de Montréal,

une alphabétisation qui veut rendre l'apprenant "fonctionnel", lui "redonner le goût d'apprendre" et de "perfectionner ses connaissances" s'il est déjà alphabétisé.

L'alphabétisation fonctionnelle promeut des activités développant l'"autonomie", la "réponse à des besoins" quotidiens de survie dans la "vie courante": chercher un emploi, s'orienter et se déplacer dans la ville, se nourrir, se vêtir, se loger, aux meilleurs prix possibles, vivre en santé, utiliser les services publics, "apprendre l'heure", connaître la valeur de l'argent, pouvoir signer son nom, connaître et écrire son adresse, effectuer des transactions bancaires, fouiller dans un annuaire téléphonique, planifier son budget, signer un chèque, lire une facture, un menu, un programme de loisirs, pouvoir écrire des lettres personnelles ou d'affaires, décoder les symboles civiques environnementaux, lire et remplir des formulaires, pouvoir négocier un bail, etc. Tous ces apprentissages "signifiants et utiles" développent des "attitudes nouvelles".

Par la pratique d'une alphabétisation fonctionnelle, l'intervenant implante un milieu d'apprentissage qui tient compte des habitudes de vie des apprenants et de ce qu'il faudrait faire pour accroître leurs moyens de communication, leur "prise en charge" et leur connaissance des "ressources du milieu".

Quoique l'alphabétisation fonctionnelle prédomine nettement dans la région, l'alphabétisation scolarisante est aussi pratiquée: on apprend l'alphabet, la lecture, l'écriture, le calcul, l'épellation, la

prononciation correcte, une méthodologie de travail. Ce type d'alphabétisation est axé sur une insertion ou réinsertion scolaire, où l'alphabétisation, cette "maîtrise obligatoire du français", est une préparation transitoire aux études de niveau secondaire et, ultimement, à l'obtention d'un DES.

L'approche conscientisante est pratiquée dans quelques organismes et s'oriente principalement vers le "développement d'une prise de conscience individuelle et collective" par le biais de la lecture, de l'écriture et du calcul et vers le développement d'un esprit critique à partir du "vécu" des apprenants. Prenant conscience de leur condition de "défavorisés scolaires", ceux-ci devraient être en mesure, en développant leur sens critique, de devenir des "citoyens éclairés et plus heureux".

La Table régionale en alphabétisation est une "structure d'influence" qui regroupe 11 CS francophones, catholiques et protestantes (les CS anglophones bénéficiant déjà d'une table de concertation). La Table régionale souhaite fort pouvoir établir un partenariat avec les autres organismes intervenant en alphabétisation dans la région (OVEP, groupes populaires autonomes, etc.). La Table régionale est un lieu de rencontre (9 fois l'an) et d'"inter-influence" qui permet à chaque CS de mieux s'équiper et d'élargir son action à une population la plus vaste possible. Ses objectifs principaux visent l'efficacité accrue des interventions et un support réel aux intervenants directs.

Changements intervenus

Les changements intervenus dans le plan d'intervention de chacun des organismes sont surtout d'ordre organisationnel et liés à l'évolution des demandes du milieu. On dénote une augmentation appréciable du nombre d'activités, d'apprenants, d'intervenants et d'heures allouées aux services d'alphabétisation. Les services se sont "beaucoup améliorés" et ont été largement influencés par une "pensée andragogique" cimentée aux "besoins" quotidiens des apprenants. Ce courant éducatif a eu un impact sur les attitudes des intervenants et sur leur utilisation du matériel pédagogique. On est de plus en plus conscient de l'importance de se mouler aux motivations des apprenants pour être en mesure de pouvoir maintenir leur intérêt à s'alphabétiser. En un mot, on personnalise de plus en plus les approches.

Selon la spécificité des populations participantes, de leurs attentes respectives et des ressources disponibles, on a fait des réajustements divers: adaptation de l'approche et des "techniques d'intervention" auprès des jeunes "décrocheurs" (à "motivation fluctuante"), introduction d'ateliers de "français oral" (en particulier pour les apprenants immigrants créolophones), apprentissages alliés à des pratiques socio-culturelles; implantation de cours de mathématiques de base, axés, entre autres, sur la planification budgétaire; initiation à l'utilisation des micro-ordinateurs, formation accrue des tuteurs ayant à travailler auprès d'apprenants plus scolarisés (plus particulièrement au RECLAIM), modifications des façons de dépister les "analphabètes" incarcérés, insistance sur la "socialisation" des "analphabètes"

complets, extension des cours de français langue seconde à l'alphabétisation proprement dite pour des participants "analphabètes" dans leur langue maternelle.

Partage des responsabilités

Les responsabilités pédagogiques sont très souvent l'affaire des formatrices et formateurs et/ou des intervenants divers: directeurs de centre, responsables de dossier, animatrices et animateurs, bénévoles, tutrices et tuteurs. Les intervenants exercent un travail d'équipe et se rallient autour de projets éducatifs communs. Ces projets sont fonction des apprenants qui, malheureusement, expriment difficilement leurs exigences et "besoins": "ils aiment qu'on leur offre des choix, qu'on leur propose des activités, que l'on respecte leur point de vue".

Ainsi le partage des responsabilités pédagogiques est bien intégré au sein des équipes d'alphabétisation dans les organismes, mais la place des apprenants dans ce "partage" semble encore floue. Malgré tous les efforts déployés et l'emphase des intervenants sur l'importance pour les participants d'être eux-mêmes les premiers responsables de leur propre apprentissage, les intervenants se retrouvent seuls aux prises avec le choix des manuels, des méthodes andragogiques, des stratégies d'apprentissage, le type de "régime pédagogique à proposer", le rythme d'apprentissage à "instituer" pour chacun des apprenants.

Agents d'"autonomisation" et de "responsabilisation", les formatrices et les formateurs ont des rôles de soutien dans la démarche

d'apprentissage de chaque participant. Les intervenants des organismes non-scolaires ont, quant à eux, la chance d'être en contact avec des CA et des assemblées générales où les participants sont partie prenante. Dans certains organismes, la place des apprenants est intégrée à la vie même de l'organisme: au GREC, par exemple, les participants sont responsables des activités quotidiennes d'alphabétisation et du maintien de la cohésion du groupe d'apprenants par l'intermédiaire d'un réseau d'entraide téléphonique en dehors des heures d'activités. Chaque apprenant est aussi personne-ressource selon ses disponibilités et habiletés spécifiques.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Pour maintenir active la sensibilisation directe de la population à l'analphabétisme, pour aller chercher de l'aide au niveau du recrutement des participants, des bénévoles, du ressourcement, de la publicité, de l'accueil et pour réaffirmer l'importance des interventions en alphabétisation dans la région, les répondants font appel aux organismes et personnes suivantes: la Table régionale de concertation, l'U de M, l'UQAM, les COFI, les regroupements de quartier, le RGPA, la TROVEP, la CECM, le YMCA, l'Association des travailleurs immigrés en France, le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion de la lecture (en France), le Sant Bon Samariten (en République Dominicaine), les OVEP régionaux; les services d'écoute active, de gardiennage, de dépannage; les organismes communautaires tels que le Sant N-Arivé, le BCCHM; les CLSC de la région, le Black Community Centre, la Welcome Hall Mission,

la St.Columba House, le Montreal Volunteer Bureau, le University Women's Club, la John Howard Society, les groupes religieux, le Montreal Council of Women, les clubs d'Age d'or, le centre Somerlea, le Movement for Canadian Literacy, le Montreal Reading Council, le Comité Intégration-Alpha, le Collège Marie-Victorin, le Centre d'accueil Boscoville, le CREP, le Centre communautaire Sainte-Suzanne, le LLC-Q, le QLWC, les CRA, les services externes d'hôpitaux psychiatriques; les organismes gouvernementaux: CTQ, CEIC, MAS, MCCI, les bureaux de probation de la CSST; le Frontier College, le COABE, le Jewish Howard Society, le RECLAIM, le PAL, des organismes d'alphabétisation en France et en Belgique, l'Alliance des professeurs de Montréal, les centres d'emploi et de loisirs de quartier, les centres et bureaux d'aide sociale, les hôpitaux, les maisons d'hébergement, les comités de parents, les écoles spécialisées dans l'adaptation des jeunes, les usagers du CSSMM, l'Association de Montréal pour les déficients mentaux, les milieux industriels et commerciaux, la Société Saint-Vincent-de-Paul de Montréal, l'IFACEF, la CUM, L'Enjeu, l'OPEX, le Centre de la main-d'oeuvre pour ex-détenus de la région de Montréal, des groupes d'hommes d'affaires, le Centre des femmes de Montréal, les bibliothèques, les Maisons de la Culture, etc.

Le concept d'alphabétisation

Les objectifs d'une alphabétisation sont énoncés en conformité avec l'orientation fonctionnelle dominante dans la région. Quand on définit l'alphabétisation, il est donc question d'apprentissage "du code" de la

langue visant l'autonomie individuelle des participants, l'appropriation d'une réalité sociale, culturelle, économique, l'utilisation "à bon escient des connaissances acquises", une préparation à une insertion sociale, une auto-prise en charge des apprenants, un "changement de comportements" (regagner sa dignité, indépendance, maîtrise de son destin, liquider la peur de son ignorance, la peur de l'école à laquelle on n'a jamais pu s'adapter, etc.), une emprise plus forte sur le réel, la "qualité de leur vie", l'acquisition de "savoir-faire, de techniques" qui concourront au mieux-être, etc.

On remarque que les répondants ont élargi le concept d'une alphabétisation strictement fonctionnelle vers des définitions qui soient à la fois investies d'activités directement utiles dans la vie courante et dans l'immédiateté des "besoins" et orientées dans la voie d'un développement psycho-social plus vaste. Ainsi on tient compte des apprenants en évaluant leurs aptitudes, ambitions, croissance personnelle, capacités "affectives, émotives, cognitives", potentialités, confiance en eux, estime d'eux-mêmes.

On considère aussi l'importance des phénomènes de l'isolement, du "transfert des apprentissages", de la "conscientisation", de la communication avec l'environnement, de la réintégration dans un milieu social "normal", "canado-québécois".

Les activités d'alphabétisation pratiquées dans la région, malgré leurs multiples visages, abordent généralement les dimensions affectives, psychologiques et sociales en plus de l'aspect purement éducatif relié à

l'apprentissage des habiletés de base en lecture, écriture et mathématiques.

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Dans la région de Montréal, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits très divers: pièce aménagée au sous-sol d'un ancien logement pouvant recevoir 15 personnes, autour de la table de la cuisine ou dans le sous-sol du domicile des apprenants ou des formatrices et formateurs, local dans un quartier résidentiel à proximité des services de métro et d'autobus, écoles et centres administratifs des CS, bibliothèques, églises et sous-sols d'église, sous-sols de presbytère, pénitencier, centres communautaires, clubs de l'Âge d'or, logements aménagés, sous-sol et salle communautaire de HLM, polyvalentes du secteur "régulier" de CS occupées le soir par les adultes, les COFI, établissements du MAS, centres hospitaliers, hôpitaux psychiatriques, CRA, centres culturels, salle de cours et laboratoire informatique de l'UQAM.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les organismes consacrent de 2 à 108 heures par semaine à l'alphabétisation. Régionalement, on totalise 396 groupes, pour une moyenne de 10 participants par groupe. Les jumelages rejoignent 183 apprenants.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités importantes pour lesquelles les organismes déploient un large éventail de stratégies: affichage en langue espagnole dans des centres d'accueil, affichage dans des endroits publics (par exemple, les babillards de HLM) et chez les marchands locaux, bouche à oreille des apprenants, messages dans les journaux locaux, à la télévision et à la radio communautaires, contacts renouvelés avec des organismes gouvernementaux (COFI, CSSMM, MCCI, BASVM, CLSC, CTQ, CEIC), articles dans le journal The Gazette, La Presse, distribution de posters, brochures, dépliants, cartes d'affaires, signets, séances d'information auprès de groupes socio-communautaires (par exemple, les Marronniers, l'ENJEU, les comités de détenus, l'OPEX), envois de lettres dans des institutions éducatives, envois de lettres "volantes" aux parents d'enfants fréquentant les écoles primaires, diffusion de vidéos, de diaporamas, participation à des talk-shows (par exemple, à la télévision: le The Brian Gazzard Show et le Canal 10; à la radio, le poste CKVL), contacts téléphoniques, campagnes de sensibilisation dans des centres commerciaux, rencontres avec des pasteurs de différentes communautés religieuses, témoignages des participants à la télévision, etc.

Liste d'attente

Dans la région de Montréal, 369 adultes sont en attente. Malgré tout, plusieurs organismes déclarent n'avoir personne en attente de service, le système d'"entrées continues" étant de rigueur. Les organismes qui ont des listes d'attente font face à des problèmes d'espace (manque de locaux), de disponibilité pour des activités se déroulant durant la journée, à une demande très grande de services chez les personnes handicapées physiques dont près de 50% sont "analphabètes". Certains organismes ne détenant pas de liste d'attente mentionnent pourtant qu'ils sont conscients que si les services étaient encore plus connus de la population, ils ne pourraient suffire à la demande.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: support "technique" d'étudiants universitaires en pédagogie, en andragogie, en psychopédagogie, en psychosociologie et en technologie éducationnelle; inscription au certificat en alphabétisation à l'UQAM, sessions intensives de perfectionnement avec des spécialistes (comment utiliser le journal comme outil pédagogique, perfectionnement en techniques d'animation, "étude de cas", "formation basée sur l'idéologie de la valorisation du rôle social", initiation à l'utilisation des micro-ordinateurs, initiation à l'implantation d'un PDT, comment enseigner l'écriture, les techniques du langage-expérience, la méthode Fernald, comment utiliser le matériel Challenger Series, comment composer avec les difficultés d'apprentissage des apprenants, etc.), échange de documents, de matériel pédagogique, conférences du LLC, LLC-Q et QLWG, réunions et colloques organisés par le MEQ et la Table régionale en alphabétisation, rencontres thématiques avec d'autres groupes d'alphabétisation.

Les intervenants ne sont souvent pas rémunérés pour assister aux rencontres, ateliers, et conférences de perfectionnement. Ils y participent à leur frais. Par contre, l'encadrement pédagogique ponctuel, intégré aux activités des organismes et prenant la forme de réunions entre formatrices/formateurs, conseillers pédagogiques et coordonnateurs fait généralement partie du travail des intervenants et est, de ce fait, payé.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages emprunte diverses avenues possibles: évaluation formelle et systématique des connaissances au moyen de fiches d'évaluation, cahiers de bord, tests issus des manuels didactiques, téléphones mensuels auprès des tuteurs bénévoles, "grilles" d'évaluation des apprentissages, "études de cas", tests écrits, compositions, dictées, examens-maison, tests oraux; examens-synthèses reliés aux objectifs terminaux et sanctionnant la réussite d'un "sigle", l'intégration possible à des cours de niveau secondaire. De façon générale, les participants demandent expressément d'être évalués de façon sommative, particulièrement s'ils se destinent à la formation de niveau secondaire.

Une autre façon d'évaluer les apprentissages, plus informelle et "continue", s'effectue par des rencontres avec les apprenants. On s'assure alors que les apprenants aient développé une "méthode de travail" intellectuel, des façons d'apprendre. Cette évaluation progressive prend en compte le développement quotidien des participants qui apprécient beaucoup le fait de savoir où ils en sont dans leur formation et ce qu'il leur "reste à apprendre", autrement dit, de quelle façon ils progressent. Ce type d'évaluation permet de constater l'évolution des apprenants grâce à une auto-évaluation de leur part et de remettre en question les approches pédagogiques et/ou les méthodes employées quand celles-ci ne les stimulent ni ne les valorisent pas assez.

Le suivi des participants effectué par les intervenants sert, entre autres, à régler des problèmes liés parfois de façon indirecte à l'alphabétisation proprement dite (par exemple, apporter de l'aide dans des démarches administratives). Le suivi des apprenants favorise une attention individuelle et soutenue de la démarche de chacun. Il peut se pratiquer sous la forme de rencontres formelles et informelles: "grilles", téléphones, "dossiers", contrôle d'assiduité, questionnaires sur les motivations, échanges sur le "vécu", diagnostics de professionnels, rapports hebdomadaires, etc.

Le suivi sert principalement à faire le point sur l'"adaptation" des participants tant sur le plan "personnel" que "fonctionnel" et "académique". Dans certains organismes, on mentionne toutefois que le suivi des participants est difficile, compte tenu du "roulement" de la "clientèle" (particulièrement, au Centre de détention de Montréal) et du fait que plusieurs participants abhorrent ce type de contrôle car ils en sont constamment l'objet: "la majorité d'entre eux ont eu des dossiers toute leur vie". Ces apprenants s'objectent donc en alphabétisation à toute forme de "dossiers" ou de "suivi".

Régionalement, le suivi post-alpha n'est pas implanté chez les organismes répondants.

Evaluation ponctuelle des services

Plusieurs organismes déclarent ne pas effectuer d'évaluation ponctuelle des services comme telle. Ceux-ci en sont à leur début en

alphabétisation ou procèdent informellement, au fur et à mesure du déroulement des interventions, à des réajustements et des bilans.

Les autres répondants évaluent leurs services ponctuellement (hebdomadairement, mensuellement, trimestriellement, annuellement). Ces évaluations servent à faire le point sur la qualité de l'enseignement, sur les écarts observés entre les besoins, les contenus des programmes et les résultats atteints, sur les outils pédagogiques utilisés, sur l'atmosphère générale régnant au sein de l'organisme, sur les plans d'intervention, les méthodes de travail, sur l'accessibilité des services offerts aux intervenants et apprenants, sur le taux de satisfaction des participants, etc.

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, les organismes de la région bénéficient d'un financement dont la source principale est le MEQ (à 100% pour certaines CS et certains OVEP). Certains organismes ont recours à d'autres sources de financement: le Secrétariat d'Etat au multiculturalisme (de 30% à 50% du budget de certains organismes), levée de fonds (10% du budget de RECLAIM), frais d'inscription (de 1.5% à 3% du budget de quelques organismes), re-vente de livres (1% du budget de RECLAIM), le MCCI (17% du budget de la CS Sainte-Croix), le Secrétariat d'Etat (au niveau fédéral) pour 100% du budget du CACEP. L'UQAM, dans le projet du GREC, a fourni des fonds pour la recherche et a mis le matériel informatique à la disposition des participants.

Le budget annuel régional déclaré s'élève à 3 891 404$. Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 74% (de 15,7% à 100%) du budget est consacré à la formation; 6,5% (de 0% à 4%) à la gestion et au soutien administratif; 6,5% (de 0% à 26%) du budget à l'équipement et à la location; 3,5% (de 0% à 16%) à l'encadrement pédagogique; 3% (de 0% à 65,4%) à l'expertise; 3% (de 0% à 21%) au développement pédagogique et au perfectionnement; 1% (de 0% à 5%) à la publicité et à la promotion; enfin, 0,5% (de 0% à 4%) à la sensibilisation et au recrutement.

Il ressort de ces données que la formation, la gestion, le soutien administratif, l'équipement et la location accaparent une part très importante de l'assiette budgétaire, soit 87%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 1,45$ à 75,90$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune de ces données isolément.

5 LE PERSONNEL

Les hommes occupent 55% des postes de direction-coordination. Dans toutes les autres catégories d'emplois, la représentation féminine est nettement majoritaire: 81% du personnel bénévole, 78% du personnel de la formation, 66% du personnel de l'animation-terrain et 61% du personnel des services professionnels.

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 39 ans, à la direction-coordination et au bénévolat; 37 ans, à la formation; 34 ans, aux services professionnels et à l'animation-terrain.

Le personnel de la direction-coordination est employé assez fréquemment à temps partiel de façon contractuelle. On compte même dans ce corps d'emploi 12 bénévoles dont 10 sont des femmes. Le personnel affecté aux services professionnels est employé soit à plein temps de façon permanente, soit à temps partiel de façon contractuelle. La très grande majorité du personnel de la formation et de l'animation-terrain est engagé sans contrat, à taux horaire.

Selon la moyenne régionale, le personnel se répartit comme suit: 41% de bénévoles, 38% de formatrices et formateurs; 11% à la direction-coordination; 6% à l'animation-terrain; 4% aux services professionnels.

Antécédents professionnels et qualifications

Les intervenantes et intervenants ont des expériences et qualifications diverses: brevets d'enseignement, DEC, formation de niveau universitaire (droit, médecine, professorat, linguistique, biologie, éducation spécialisée, histoire, psychologie, psychosociologie, andragogie, langues secondes, orthopédagogie, certificat en alphabétisation à l'UQAM), expérience de travail en milieu populaire, 12 heures de formation réglementaires (Laubach), "bonne connaissance du français", expérience d'animation et d'enseignement auprès d'adultes, expérience

d'enseignement aux niveaux primaire et secondaire, expérience d'intervention communautaire, expérience de travail en milieu psychiatrique, etc.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats qui s'adapteront à l'équipe de formation déjà en place, partageront leur "philosophie de l'alpha", posséderont le diplôme approprié (permis d'enseigner), les "qualifications pertinentes", des capacités à communiquer, à entrer en contact avec la "clientèle", à effectuer du travail en équipe, une expérience de travail en alphabétisation, des connaissances théoriques sur le phénomène de l'alphabétisation, des connaissances dans les langues maternelles des participants immigrants (le créole, par exemple). On privilégiera l'engagement de formatrices et formateurs "dynamiques", "créateurs", "ouverts aux problèmes actuels", "empathiques", "disponibles", "compréhensifs", "honnêtes", "méthodiques" et "pondérés".

La CS (Jérôme Le Royer) mentionne qu'elle privilégiera l'engagement de formatrices et de formateurs "qui ne font pas double emploi en enseignement" et la CS Sainte-Croix précise qu'elle est tenue par la convention collective des formateurs d'adultes d'engager des formateurs inscrits sur la liste syndicale du "Français langue maternelle".

Du côté de l'animation, on recherche des personnes ayant déjà travaillé au niveau de la formation des adultes, ayant des affinités avec la

"clientèle", étant capables de rallier les participants autour d'objectifs communs, ayant du leadership et des aptitudes pour "composer avec cette clientèle spécifique".

Pour le bénévolat, on insiste sur certaines attitudes: aimer lire, être prêt à donner de son temps quelques heures par semaine, et ce, pendant au moins une quarantaine de semaines, être habilité à la "relation d'aide", posséder une certaine "conscience sociale" et, pour le mouvement anglophone Laubach, avoir complété les 12 heures de formation réglementaires.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région de Montréal, totalise 3 962 personnes. 57% de cette population est constituée d'hommes et 43% de femmes. 42,5% (de 0% à 100%) des participants ont entre 31 ans et 45 ans; 37,5% (de 0% à 100%) ont moins de 30 ans; 20% (de 0% à 67%), 46 ans et plus.

En ce qui concerne la scolarité, 54% (de 0% à 100%) des apprenants adultes déclarent détenir de 0 à 4 ans de scolarité; 26% (de 0% à 76%) de 5 à 8 ans; 20% (de 0% à 78%) plus de 8 ans.

Les participants sont francophones, anglophones ou allophones. On y retrouve des bénéficiaires d' e sociale, des ouvriers, quelques professionnels (surtout chez les allophones), des femmes haïtiennes, des pensionnés, des gardiennes d'enfants à domicile, beaucoup de gens sans emploi, des petits salariés, des personnes handicapées

intellectuelles, de nouveaux immigrants ou réfugiés politiques cherchant du travail ou voulant parfaire leurs études, des bénéficiaires de la CAT, des personnes au foyer, des journaliers chômeurs.

Changements et types de population

La population bénéficiant des services d'alphabétisation s'est largement accrue dans tous les organismes sauf au Centre de détention de Montréal où l'on remarque une baisse subite du nombre d'étudiants, suite à des libérations de détenus rendues nécessaires par la surpopulation en milieu carcéral. Dans la plupart des organismes, la population formée de jeunes adultes (âgés de 16 à 30 ans) a des motivations différentes: l'appât des prestations du programme des MRS, acquérir des connaissances de base en français pour reprendre ensuite leurs études, suivre une "formation à l'emploi", etc. Ces jeunes ont souvent de la difficulté à accepter leur "déclassement": ils avaient, pour la plupart, terminé des études secondaires, parfois au sein de classes dites "spéciales". Ils délaissent même des groupes populaires (par exemple, l'organisme Lettres en Main) non-subventionneurs-subventionnés, au profit d'organismes qui seront en mesure de leur accorder des prestations de formation (MRS). Le rajeunissement de la population entraîne aussi des changements radicaux dans les "histoires de vie" des "analphabètes": à la CECM, par exemple, on constate qu'en 1970, l'"analphabète-type" était un néo-citadin sous-scolarisé âgé d'environ 50 ans. En 1986, l'"analphabète-type" est un jeune, scolarisé, âgé de 25 à 30 ans ou un membre d'une communauté ethnique non intégré à la

société montréalaise. On a donc de moins en moins affaire à des "analphabètes purs".

La population des néo-québécois s'accroit elle aussi et se diversifie de plus en plus (hispanophones, créolophones, apprenants dont l'anglais est la langue seconde, asiatiques, etc.). Les intervenants doivent s'adapter à toutes ces nouvelles cultures.

Quand la population est "stable" d'année en année dans certains organismes, cela est souvent dû au fait que le centre d'éducation est assujetti à des limites physiques et/ou budgétaires qu'il ne peut transgresser malgré l'augmentation constante de demande de services.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0% à 45%. En moyenne, on peut l'estimer à 17%. Les causes d'abandon les plus souvent mentionnées sont le retour au travail, les frais de transport et de gardiennage trop onéreux, la maladie, la localisation des centres d'alphabétisation, le changement de la localisation du centre d'alphabétisation, des bouleversements dans la situation familiale, des problèmes personnels divers, des grossesses, des déménagements, des voyages au pays d'origine (pour les néo-québécois), le découragement, le double horaire (en particulier, pour les participants travaillant durant le jour), des problèmes financiers, un état dépressif, un manque de motivation pour les activités intellectuelles, des inscriptions à un autre programme d'activités (Centre de détention de Montréal).

Ainsi, l'abandon des activités d'alphabétisation ne reflète pas une insatisfaction des apprenants, mais bien des situations problématiques caractéristiques de cette "clientèle très démunie" et auxquelles il faudrait remédier dans la mesure du possible pour que le taux d'abandon diminue.

7 EVALUATION

Réussites

Les réussites des répondants sont décelables principalement aux niveaux organisationnel, de la compétence du personnel intervenant et de la motivation des apprenants.

Au niveau organisationnel, la création et le bon fonctionnement de la Table régionale en alphabétisation et son rôle dans la production d'outils utiles aux intervenants; régionalement, l'augmentation généralisée du nombre d'activités d'alphabétisation; l'acceptation, à la fois par les apprenants et les alphabétiseurs, du bien-fondé d'une alphabétisation en créole entraînant par le fait même une valorisation de la langue maternelle des Haïtiens; l'intégration de plusieurs apprenants au "secteur régulier" (niveau secondaire); l'offre de services qui soient "à la portée des gens" et incitent les apprenants à poursuivre leur formation après leur processus d'alphabétisation; avoir fait du lieu d'alphabétisation un endroit "d'accueil chaleureux"; avoir développé une expertise auprès de "clientèles migrantes"; avoir développé des approches non scolarisantes (particulièrement en

pré-alpha); avoir homogénéisé les groupes d'alphabétisation; avoir consulté les participants et les intervenants pour bâtir les programmes de formation; avoir implanté un programme de correspondance épistolaire entre bénévoles et apprenants. Tout cela est signe de réussite.

Du point de vue des intervenantes et intervenants, on remarque que leur travail a permis, à certains participants, de se dénicher un emploi. La production de matériel pédagogique adéquat a contribué à la "valorisation" des apprenants. La formation d'équipes dynamiques, solidaires, la capacité d'écoute, l'"attitude aidante", l'intervention efficace auprès de "clientèles en difficultés graves", tout cela concourt à prolonger la démarche entreprise dans les ateliers en dehors des activités d'alphabétisation proprement dite et à faire en sorte que les apprenants persévèrent dans leur processus d'alphabétisation.

Quant aux apprenants, leurs réussites prennent différentes formes: se trouver un emploi; réussir à communiquer en français après seulement six mois de formation; "socialisation" accrue; faire preuve d'une autonomie "fonctionnelle" (prendre l'autobus, effectuer seul ses transactions bancaires, utiliser son argent, organiser sa vie quotidienne: sorties, démarches diverses); progresser dans l'"attitude positive face à l'apprentissage"; avoir une plus grande estime de soi; être assidu, motivé, indépendant financièrement; prendre la parole plus fréquemment lors de réunions, à l'occasion de rencontres des CA; avoir mis sur pied des journaux étudiants, "créations collectives", ligues d'improvisation, comités étudiants, caisses d'entraide, comités socio-culturels.

Difficultés

Malgré toutes ces réussites, il y a quelques ombres au tableau. Voici les principales difficultés rencontrées par les organismes: des formes de perfectionnement qui conviennent à tous les membres de la Table régionale de concertation; le choix de certaines activités socio-culturelles qui n'ont pas eu d'écho favorable chez les apprenants; la peur ou les préjugés de certains participants et moniteurs concernant une conscientisation sur des questions politiques ou religieuses; l'incapacité de répondre aux demandes d'augmentation du nombre d'heures d'activités; la "dépendance sécurisante" de certains participants; les services pédagogiques à offrir aux bénévoles; la satisfaction des "exigences scolarisantes" de certains participants; la "lenteur" intellectuelle de certains apprenants; les lourds problèmes financiers et familiaux entravant leur assiduité aux activités; la sous-représentation des Québécois d'origine dans les groupes; l'intégration de handicapés intellectuels dans des groupes "normaux"; l'implantation d'activités "significatives et appropriées" à des adultes "analphabètes complets", les plus démunis; le recrutement d'italophones dans le quartier Saint-Léonard; la production de matériel pour personnes handicapées intellectuelles qui soit "exportable"; le statut d'emploi des formatrices et formateurs (en très grande majorité employés à temps partiel, "à la leçon") qui pose problème au niveau du développement pédagogique; les instruments d'évaluation inexistants ou inadéquats; les "besoins" spécifiques des apprenants aux prises avec d'importantes difficultés d'apprentissage et aussi de ceux qui appartiennent à la

"culture" des jeunes ou à des groupes ethniques; le passage des cours secondaires à ceux de la "formation générale"; le "temps réel requis pour l'apprentissage correct d'une langue" souvent sous-estimé des participants; l'interruption de contacts avec certains groupes populaires (le CREP); la lourdeur administrative des mesures d'allocations de base du MEQ; le rythme réel d'apprentissage des apprenants qui entre en conflit avec la réalisation d'objectifs des plans d'intervention; des locaux inadéquats; l'obligation d'abandonner les services d'alphabétisation si l'on ne réussit pas à mobiliser le nombre de participants requis, selon les normes administratives du MEQ; les abandons consécutifs à un manque de motivation des participants.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants des organismes répondants suggèrent diverses façons d'améliorer les services d'alphabétisation: avoir l'assurance du maintien de l'allocation financière de la DGEA (la Table régionale); établir un lien entre la Table régionale en alphabétisation et la Table régionale des DEA; un soutien logistique accru pour l'animatrice régionale; une augmentation du nombre de locaux, du nombre de bénévoles; une plus grande stabilité au niveau du personnel de la formation; plus de communication entre les différents organismes intervenants en alphabétisation dans la région; une implication plus grande des apprenants à tous les niveaux d'intervention; la possibilité de pouvoir augmenter le nombre d'heures d'activités en cours de session, suite à la demande des apprenants; augmenter l'accessibilité de certains

lieux d'alphabétisation; produire du matériel pédagogique en français et en anglais pour des "vrais débutants"; concevoir du matériel d'alphabétisation simple d'utilisation avec lequel les apprenants seraient en mesure de travailler seuls, en l'absence des formateurs; abolir le caractère ethnocentrique des documents pédagogiques proposés, élaborer du matériel pédagogique concret très proche des conditions de vie courante des participants; mettre sur le marché du matériel de lecture fictionnel ou biographique pour amener les participants à vouloir poursuivre des activités de lecture sans que cela se fasse exclusivement à partir de matériel dit "pédagogique"; bâtir du matériel qui aiderait les formateurs à atteindre les objectifs de "savoir-être"; distribuer gratuitement le matériel pédagogique; rendre le matériel audio-visuel et l'utilisation des micro-ordinateurs plus facilement accessibles; adapter le matériel pédagogique aux possibilités motrices et cognitives des personnes handicapées physiquement et intellectuellement, implanter des cours de mathématiques de base; préciser le contenu des 58 sigles en alphabétisation; mettre sur pied une "matériathèque"; promulguer la participation des apprenants dans toutes les étapes des apprentissages; alléger la bureaucratie qui intimide souvent les apprenants et enfreint leur désir de demeurer dans l'anonymat (au RECLAIM, par souci de conserver leur anonymat, les apprenants demandent fréquemment d'être jumelés à des bénévoles n'habitant pas le même quartier qu'eux); favoriser une plus grande implication communautaire face à l'analphabétisme vécu dans la région de Montréal; développer un "partnership" avec la communauté; offrir des lieux physiques prédisposant aux apprentissages (Centre de détention de

Montréal); intensifier la sensibilisation et le recrutement; amener les participants à consulter les médecins pour pallier leurs troubles auditifs et visuels; adapter les services pour les jeunes bénéficiant du programme des MRS qui ne requièrent pas véritablement une "formation de base"; situer les services d'alphabétisation par rapport aux "composantes du développement de la personne"; exiger, pour les intervenants auprès de personnes handicapées, des connaissances minimales dans le "domaine des troubles neurologiques"; publiciser certaines ressources des organismes autonomes.

Implantée depuis 1965, l'alphabétisation dans la région de Montréal rejoint des catégories de population très diverses. C'est le résultat même de sa configuration socio-politico-culturelle de zone urbaine cosmopolite.

L'approche fonctionnelle prédomine dans la région, quoique on y pratique aussi des alphabétisations dites "scolarisante" et "conscientisante". De toute façon, on prend toujours en compte le développement psycho-social élargi des apprenants.

Depuis quelque temps, on assiste à des augmentations du nombre d'activités, d'apprenants, d'intervenants et d'heures allouées. On "personnalise" de plus en plus les approches. Dans l'optique de s'adapter aux populations "à besoins spécifiques", on a allié aux apprentissages traditionnels (lecture et écriture) des apprentissages

divers, axés sur des pratiques socio-culturelles, sur l'acquisition de connaissances mathématiques, l'utilisation des micro-ordinateurs et sur l'expression orale (en particulier pour les allophones).

Les organismes répondants nous décrivent les problèmes organisationnels (souvent liés à des politiques gouvernementales) auxquels ils sont confrontés: manque d'argent, surtout chez les OVEP et les groupes populaires autonomes; lieux physiques inadéquats; statut d'emploi précaire pour le personnel de la formation.

Certains organismes désireraient intensifier la sensibilisation et le recrutement, qui n'occupent que 0,5% du budget régional total. Il faudrait effectuer du travail au plan de la production de matériel pédagogique (dont il faudrait assurer une distribution gratuite à tous les apprenants) et d'une plus grande implication communautaire. Encore ici, on devra continuer de mettre à contribution le dynamisme des apprenants et des intervenants.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région de Montréal.

Notes et références

(1) Voici la lettre du groupe populaire Lettres en Main, qui m'est parvenue le 7 novembre 1986:

Montréal, le 14 avril 1986

Madame Hélène Blais
Coordonnatrice provinciale
Projet Recherche-Action Alphabétisation
1035, de la Chevrotière
Québec (Qc)
G1R 5A5

Madame,

La présente fait suite au Congrès d'orientation du Regroupement des Groupes populaires en Alphabétisation du Québec et a pour objet la réponse livrée au questionnaire par notre groupe, Lettres en Main.

Après avoir entendu l'argumentation développée par les délégués au Congrès, nous ne pouvons que reconnaître la pertinence et la légitimité du geste de boycott posé. En conséquence, nous vous demandons de nous remettre le document-réponse que nous vous avons fait parvenir et nous opposons à la publication des données qui y sont contenues.

Vous comprendrez de plus que notre adhésion même au Regroupement nous incite à accepter les décisions prises par la majorité des membres.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Manor Dubreuil,
pour Lettres en Main

Voici la lettre que je faisais parvenir à l'organisme Lettres en Main, le 10 novembre 1986:

Montréal, le 10 novembre 1986

Madame Diane Mockle
pour Lettres en Main inc.
2886, boul. Rosemont
Montréal (Qc)
H1Y 1L7

Diane,

Tel que convenu par téléphone le 7 novembre dernier, je m'engage à publier la lettre (que vous aviez rédigée à mon attention le 14 avril 1986) à la suite de vos réponses à notre questionnaire. Je ferai aussi une mise au point dans ma synthèse régionale sur le statut de votre "participation" au catalogue de la région 06-Centre.

Il est regrettable que je n'aie eu de vos nouvelles avant le 7 novembre. Je tiens cependant, ici, à vous remercier pour votre étroite collaboration dans l'élaboration même de notre questionnaire et vous prie d'accepter mes salutations et sentiments les meilleurs.

Hélène Blais
coordonnatrice provinciale
de la recherche-action
sur le développement
de l'alphabétisation au Québec

MEQ
Direction de l'Education Permanente
600, rue Fullum
4 ième étage
Montréal (Qc)
H2X 4L1

Synthèse régionale

Rive nord de Montréal

(Région 06 Nord)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE

(REGION 06 NORD)

ADIHPM	Assoc. pour la défense de l'intérêt des handicapés physiques et mentaux
AFEAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
CEC	Centre d'emploi Canada
CECM	Commission des écoles catholiques de Montréal
CECQ	Commission des écoles catholiques de Québec
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CLSC	Centre local de services communautaires
COABE	Conference on Adult Basic Education
CRA	Centre de réadaptation pour adultes
CRI	Comité régional inter-organismes
CS	Commission scolaire
CSL	Commission scolaire des Laurentides
CSMI	Commission scolaire des Mille-Iles
CSR	Commission scolaire régionale
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
CTQ	Centre Travail Québec
DEC	Diplôme d'études collégiales
DGEA	Direction générale de l'éducation des adultes
EAD	Equipe d'aide au développement
ESOL	English to Speakers of Other Languages
GABA	Groupe d'adultes bénévoles en alphabétisation
GEN	Général anglais (langue maternelle)
GFR	Général français (langue maternelle)
GMA	Général mathématique
GV	Général alphabétisation
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
MMSR	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
MRC	Municipalité régionale de comté
MRS	Mesures de rattrapage scolaire
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
PME	Petite et moyenne entreprise
PNE	Professionnel non-enseignant
SEA	Service d'éducation des adultes
TREA	Table régionale de l'éducation des adultes
UQAM	Université du Québec à Montréal

FRAGMENT DE LA VALLÉE

Pays de jointures et de fractures
vallée de l'Archambault
étroite comme les hanches d'une femme maigre

diamantaire de clarté
les échos comme des oiseaux cachés

sur tes pentes hirsutes
la courbure séculaire des hommes
contre la face empierrée des printemps montagneux

je me défais à leur encontre
de la longue lente prostration des pères

dans l'éclair racine nocturne
le firmament se cabre et de crête en crête
va la corneille au vol balourd

émouvante voix de ballue

Gaston Miron, 1959
in Courtepointes, 1975

1 NATURE DE LA RÉGION

La région du nord de Montréal s'étend sur les territoires de Laval, des Laurentides et de Lanaudière. Milieu mi-rural, mi-urbain, les principales municipalités qui le constituent sont les suivantes: Laval, Duvernay, Pont-Viau, Chomedey, Sainte-Dorothée, Repentigny, Saint-Vincent-de-Paul, Saint-François, Rosemère, Lorraine, Bois des Filion, Saint-Louis de Terrebonne, Terrebonne, Mascouche, Lachenaie, La Plaine, Fabreville, Sainte-Rose, Auteuil, Vimont, Rivière-des-Prairies, Notre-Dame de la Merci, Oka, Lachute, Arundel, Morin Heights, Cascades, L'Achigan, Berthier, Nord-Joli, Saint-Jacques, Saint-Lin, Joliette, Rawdon, Sainte-Julienne, Saint-Félix de Valois, Pointe-aux-Trembles,

Saint-Roch, Saint-Jérôme, Lachute, Brownsburg, Grenville, Saint-André d'Argenteuil, Sainte-Agathe des Monts, Saint-Jovite, Saint-Donat, Lac-des-Plages, La Minerve, etc.

Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise 824 600 habitants. Cette population est constituée de gens d'âge moyen (les plus jeunes résistant difficilement à l'attrait de la vie urbaine avec ses promesses d'emploi et de développement plus "continu") qui sont soit des travailleurs locaux soit des travailleurs à Montréal. Le territoire est composé de municipalités touristiques, de secteurs industriels, résidentiels et commerciaux. On y retrouve aussi des PME et plusieurs services publics. Parmi la population active, on compte des agriculteurs et travailleurs forestiers.

Les activités d'alphabétisation ont débuté au Réseau scolaire Chomedey de Laval en 1965. Se joignaient au mouvement la CS du Long-Sault en 1975; la CS Les Ecores en 1976; La CS Blainville-Deux-Montagnes en 1977; la CS Laurenval et la CS de l'Industrie en 1978; l'Etoile Alpha et la CS des Mille-Iles en 1979; les CS Saint-Jérôme et Pierre-Neveu en 1980; le Laurentian Literacy Council et la CS des Manoirs en 1981; la CS des Laurentides, la CS Le Gardeur et l'Association Alpha-Laurentides en 1982; la Table régionale de concertation en alphabétisation en 1983 et, enfin, le Comité régional inter-organismes de Lachute inc. en 1984.

Au total, 13 CS et 5 OVEP ont participé à la recherche-action. N'ont pas participé, les organismes suivants: Coopérative des services multiples de Lanaudière, le Regroupement des services communautaires de

Berthier inc., A.B.C. Des Manoirs, le Regroupement des assistés sociaux de Joliette-Métropolitain et la CS Laurentian.

Font partie de la population "analphabète" rejointe les catégories spécifiques suivantes: détenus de l'Institut Archambault (le pénitencier de Sainte-Anne des Plaines) et de l'établissement La Macaza, des jeunes (16-30 ans), des handicapés intellectuels, quelques handicapés physiques, des allophones, des autochtones, des anglophones, des hommes et des femmes de 20 à 50 ans et des "personnes socialement analphabètes" (CS Mille-Iles).

2 PLAN D'INTERVENTION

Les orientations sont diverses: fonctionnelle, conscientisante, scolarisante, communautaire, socialisante et populaire. Cependant, les tendances fonctionnelle, communautaire et scolarisante prédominent.

La Table régionale de concertation en alphabétisation prône un type d'alphabétisation communautaire, entre autres, pour "faciliter la communication entre les apprenants de la région". Cette orientation communautaire est partagée par quelques organismes: CS Blainville-Deux-Montagnes, CS Saint-Jérôme, CS Le Gardeur et le Comité inter-organismes de Lachute inc. Mais ces mêmes organismes la combinent à d'autres approches de sorte qu'il ne se pratique pas d'alphabétisation communautaire "pure" dans la région.

L'approche scolarisante a l'acception suivante pour tous les organismes qui la promeuvent: on scolarise pour "permettre de cheminer, d'accéder au niveau d'études secondaires" et même de "le dépasser".

On donne beaucoup de latitude à la définition de l'orientation conscientisante au Réseau scolaire de Chomedey-Laval. L'approche conscientisante est adoptée parce que l'on souhaite que les étudiants "réalisent leur potentiel", ce qui devrait les mener à une "prise en charge et une valorisation" éventuelles. On est à distance des pratiques militantes de Paulo Freire de qui origine le concept de conscientisation dans l'alphabétisation sud-américaine. Cette "pédagogie des opprimés", élaborée avec les opprimés et non pour eux, fait de l'oppression et de ses causes, un objet de réflexion des opprimés d'où résultera nécessairement leur engagement dans une lutte pour leur libération, à travers laquelle cette pédagogie s'exercera et se renouvellera." (Paulo Freire, Pédagogie des opprimés , "Petite collection Maspero", Paris, 1982, p.22).

L'orientation fonctionnelle propose des activités basées sur la quotidienneté: lire le journal, une liste d'épicerie, une carte routière, écrire des lettres, lire et comprendre des recettes culinaires, obtenir un permis de conduire, remplir des formulaires, des chèques, etc. Est fonctionnelle, une alphabétisation qui permet de mieux "fonctionner" dans la vie quotidienne où la lecture et l'écriture sont souvent essentiels, en réponse aux "besoins vitaux" des participants.

À la CS des Mille-Îles, on offre des activités fonctionnelles pour les handicapés intellectuels et de l'alphabétisation "socialisante" pour les "personnes analphabètes sociales". L'orientation socialisante est une "démarche partant de la personne, vivant dans un environnement social, qui cherche à développer ses habiletés de communication, d'autonomie, de prise en charge ... pour y jouer un rôle dynamique qui personnellement et socialement sera valorisant".

On constate, dans la région, un réseau d'inter-influences vivace où toute orientation est hybride et parfois même le creuset de cohabitations idéologiques qui peuvent sembler contradictoires (scolarisation-conscientisation, fonctionnalisme-scolarisation, etc.).

Selon quelques organismes, l'alphabétisation, omnipotent levier psychologique, devrait mener, en prime, à "moins de dépendance", "plus d'autonomie", "plus de bonheur", "plus d'implication dans le milieu", "plus de confiance en soi", "plus d'affirmation de soi", à "un goût et une capacité de risquer face à l'inconnu", "à apprendre à jouer un rôle social plus actif en fonction de ses goûts et intérêts".

La Table régionale de concertation en alphabétisation regroupe 11 CS représentées chacune par un porteur de dossier. La Table a mis en place 4 sous-comités de travail dont les mandats sont les suivants: perfectionnement des formatrices et formateurs, publicité, implication des apprenants, recherche (banque d'outils et matériel pédagogique). Cet organisme de concertation des interventions est, entre autres, à l'origine d'une grand rassemblement des apprenants et d'un logo

publicitaire uniformisant régionalement le canal de communication avec la population. Cette Table est maintenant reconnue comme une interlocutrice valable, par l'ensemble des directeurs des SEA.

Changements intervenus

Les changements intervenus dans le plan d'intervention de chacun des organismes sont surtout d'ordre organisationnel et liés à l'évolution des demandes du milieu: la naissance de GABA à la CS Blainville-Deux-Montagnes, son autonomie actuelle et le support dont elle bénéficie par le biais de la CS; l'intégration de handicapés intellectuels légers dans des groupes "normaux" à partir de 1980, à la CS Les Ecores. A cause du trop petit nombre de participants, la formation d'un groupe-classe a dû être reportée et l'on procède au "one to one" au Laurentian Literacy Council. On a autant de difficulté à recruter des apprenants qu'à recruter de nouveaux tuteurs: les ateliers de formation de tuteurs sont, eux aussi, reportés à plus tard. Dans quelques organismes, on offre, nouvellement, des cours de jour pour les adultes sans travail. A la CS de l'Industrie, on fournit même le transport pour s'y rendre. On a formé des groupes d'alphabétisation avec des handicapés intellectuels qui fréquentent un atelier protégé et avec des travailleurs peu scolarisés embauchés dans une compagnie. L'arrivée massive de jeunes de plus en plus scolarisés mais qui "semblent parfois de plus en plus démunis" provoque une planification d'activités et de méthodes d'apprentissage "plus actives", individualisées, "plus visuelles" (utilisation de micro-ordinateurs, par

exemple). Au Comité régional inter-organismes de Lachute inc., peu de changements sont intervenus, si ce n'est une subvention moindre et la difficulté de recruter des bénévoles "intéressés et actifs". A l'Association Alpha-Laurentides, la diminution de la subvention gouvernementale a provoqué une modification du type d'activités offertes à la population. A la CS Laurenval, les tuteurs ne voulant pas se charger de responsabilités qui dépassent leur stricte relation "one to one" avec les apprenants, le conseil des tuteurs demeure encore sous l'égide de la CS.

Partage des responsabilités

Les intervenants de la région sont des "complices", des "facilitateurs", des "communicateurs", des "forces motrices", des "agents d'intégration sociale" qui répondent aux "besoins" des apprenants. Ils sont en mesure de leur "offrir des outils nécessaires pour devenir des êtres écoutés lorsqu'ils se prononcent sur des sujets importants pour eux".

Le partage des responsabilités pédagogiques est très souvent le travail d'une équipe "interdisciplinaire", de directeurs, d'agents d'accueil et de recrutement, de responsables de dossier, de formatrices, de formateurs, d'animatrices, d'animateurs, de bénévoles, de tutrices et de tuteurs.

A la CS de l'Industrie, l'apprenant est "maître d'oeuvre": le développement et l'orientation du projet d'alphabétisation doivent répondre à ses objectifs, attentes et "besoins".

De façon générale, dans la plupart des organismes de la région, les intervenantes et intervenants de la formation ont recours à l'apprenant (en l'interrogeant sur ses choix et intérêts) pour choisir des outils pédagogiques appropriés et planifier des activités qui l'intéressent. Intervenants directs auprès des participants et continuellement en contact avec eux, les formatrices et formateurs ont beaucoup de marge de manoeuvre pour répondre aux "besoins" des groupes et des individus et tentent, de plus en plus, de les responsabiliser en les impliquant au niveau du choix de leurs activités d'apprentissage.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Pour maintenir active la sensibilisation directe de la population à l'analphabétisme (l'animation communautaire), pour aller chercher de l'aide au niveau du recrutement des participants, des bénévoles, du ressourcement, de la publicité, de l'accueil et pour réaffirmer l'importance des interventions d'alphabétisation dans la région, les OVEP et les CS font appel aux organismes et personnes suivants: Comité des organismes sociaux de Laval, groupes de femmes, le Drug and Alcohol Abuse Center in Oka, les clubs sociaux Lions, Elks, Legions, Salvation Army, AFEAS, associations de handicapés, CLSC, "toute personne oeuvrant auprès des défavorisés", CTQ, ateliers protégés, les OVEP de la région, les jeunes du programme Déclic, DGEA, les services publics, le centre commercial de Repentigny, le groupe populaire La Libellule, COABE, LLC, LLC-Q, la Table régionale de concertation en alphabétisation 06-N, l'Association canadienne pour l'intégration communautaire, l'Association

québécoise pour les déficients mentaux, les centres d'accueil pour personnes âgées, les centres de réadaptation pour adultes, l'Association de la paralysie cérébrale, l'Institut Nazareth, l'Institut Louis Braille, le CEC, etc.

Le concept d'alphabétisation

Les objectifs d'une alphabétisation dans la région sont toujours fonction des orientations fonctionnelle, scolarisante et communautaire. Quand on définit l'alphabétisation, il est donc question d'autonomie, de "responsabilisation", de "réponse aux besoins" (exprimés ou non-exprimés), d'"apprentissage du code", de développement de connaissances et d'habiletés, d'intégration sociale, etc.

L'alphabétisation, cette activité éducative complexe, cette "formation-plus" qui devrait "motiver, supporter, encourager les adultes à apprendre les bases de la lecture et de l'écriture et réaliser l'objectif de vivre une vie plus normale et productive", "apporter une réponse globale aux besoins et aux attentes de l'adulte", "cette guérison d'un handicap social sérieux" a toujours une saveur psycho-sociale pour tous les organismes. Ainsi le fonctionnement "adéquat" dans le milieu immédiat (du "vécu", de l'environnement quotidien et social du monde du travail, de la famille, des "compagnons d'étude", etc.) est souvent décrit à travers des transformations-évolutions psychologiques: "transformation de cet inconnu, timide, gêné, muet, les yeux vers le sol en cet ami dégagé,

souriant et sûr de lui". L'alphabétisation est comme la guérison d'un stigmate menant l'apprenant néo-alphabétisé "être humain éclos, en santé" à l'atteinte d'un statut nouveau dans sa communauté.

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Dans la région du nord de l'Ile de Montréal, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits très variés: centres d'éducation des adultes, milieux carcéraux, domiciles privés, locaux communautaires, salles de classe dans des polyvalentes, salles de classe d'une école primaire, centres communautaires (dont 1 muni de 3 locaux spacieux et d'une cuisinette), locaux d'une CS anglophone, centres de formation professionnelle (avec classes, gymnase, laboratoire informatique, salle de rassemblement, équipement audio-visuel, mis à la disposition des apprenants et formatrices), sous-sols d'églises, "milieux adéquats", cuisines, salle de rencontre du centre administratif d'une CS, locaux appartenant à des organismes communautaires, local du CRA, local d'un foyer de groupe, locaux au centre d'un village, salles municipales, locaux d'organismes collaborateurs, centres hospitaliers.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les organismes consacrent entre 1 à 150 heures par semaine à l'alphabétisation. Chaque CS ou OVEP compte de 1 à 17 groupes, selon le cas, à l'exception du GABA et de la CS Laurenval qui fonctionnent par jumelage formatrice/formateur-apprenant et du Comité régional inter-organismes de Lachute inc. qui n'a pas pour mandat de former des groupes. On répertorie 141 groupes et 90 jumelages dans la région.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités importantes. Leurs formes multiples dénotent un souci de frapper à toutes les portes: rédaction d'articles, messages audio-visuels, communiqués de presse, affiches, conférences de presse, logo, l'Opération Viens Voir (à travers laquelle les apprenants invitent leurs parents ou amis à visiter les ateliers et à voir ce qui s'y passe), brochures, dépliants publicitaires, sessions de sensibilisation pour bénévoles, chronique dans un journal local; contacts avec les comités d'école, les clubs d'Age d'or, les banques, les caisses populaires, les bureaux de poste, le CEC, les compagnies commerciales privées, les CLSC, le CTQ, le CEIC, l'AFEAS, les Chevaliers de Colomb, la Chambre de commerce, les bureaux d'assurance-chômage, les organismes populaires du milieu, le clergé, les organismes socio-professionnels et les bulletins d'information de ces mêmes organismes; distribution de cartes d'affaires, de 120 000 cahiers de publicité, de petits feuillets distribués par les enfants du

niveau primaire et déposés dans des endroits publics, de posters dans des épiceries, dans des églises et des bibliothèques; porte à porte, rencontres à domicile des futurs apprenants par les formatrices (à la CS des Manoirs), soirées sociales, etc. Le bouche à oreille est encore, malgré toute cette panoplie de moyens déployés, la publicité la meilleure.

Liste d'attente

Seulement 4 organismes (GABA, CS Des Manoirs, l'Etoile Alpha et l'Association Alpha-Laurentides) ont une liste d'attente. Au total, on dénombre 38 personnes en attente dans la région. Tous les autres organismes ne détiennent pas de liste d'attente parce qu'ils répondent aux demandes à mesure ou effectuent leurs inscriptions sur une base d'"entrée continue". A la CS des Manoirs, 10 participants sont en attente malgré le processus d'"entrée continue". Au Laurentian Literacy Council et à la CS Les Ecores, des tuteurs/tutrices, formateurs/formatrices sont "en attente", très rarement des apprenants.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: des colloques régionaux organisés par le comité de perfectionnement de la Table régionale de concertation en alphabétisation, des rencontres plus locales autour de directeurs de

centres, conseillers pédagogiques, formatrices, porteurs de dossier, animateurs, etc.; sensibilisation à de nouvelles approches pédagogiques, telle l'utilisation de l'informatique; des réunions de planification, des ateliers thématiques (stratégies d'enseignement, identification des difficultés d'apprentissage, matériel pédagogique, perception de soi); conférences sur l'éducation de base des adultes (COABE), etc. Toutes ces activités tentent d'évaluer les interventions et de les améliorer en tenant compte constamment de leur "rendement" (réactions des apprenants, abandons, succès et échecs du matériel utilisé, etc.).

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages emprunte diverses avenues possibles: évaluation sommative et formative relevant entièrement du formateur pour "permettre la pédagogie du succès" (Réseau scolaire Blainville-Deux-Montagnes), fiches de progression contrôlant les habiletés de la vie courante en communication orale et écrite (empruntées à la CS Manicouagan), "contrats d'apprentissage", "cahiers de bord" centrés principalement sur le cheminement des apprenants, tests de fin d'étape en mathématiques et avec le matériel pédagogique de la méthode Laubach, dictées, etc.

Certains organismes ne travaillent pas avec des systèmes d'évaluation sophistiqués ou des systèmes de reconnaissance des acquis structurés. Pourtant les évaluations-maison sont administrées aux apprenants qui en font la demande (en CFR mais pas en CMA ou CV parce que les outils

évaluatifs ne sont pas encore conçus). A l'Etoile Alpha, avec l'arrivée des jeunes, on propose des évaluations-maison pour les "situer dans la réalité de leurs pré-requis".

Les différents modes d'évaluation ont comme principaux objectifs de vérifier les connaissances acquises afin de pouvoir poursuivre les démarches d'apprentissage et permettre aux participants de se centrer sur leur propre cheminement.

Le suivi des apprenants s'effectue pendant les activités de formation sous forme de rencontres individuelles régulières. Le suivi post-alpha n'est pas structuré par la majorité des organismes. Certains projettent pourtant de l'implanter. Le suivi qui s'exerce pendant la formation est effectué par les formatrices/formateurs, les animatrices/animateurs, les tutrices/tuteurs, parfois par des personnes-ressources spécialistes (conseillers en information scolaire et professionnelle, conseillers en orientation, orthopédagogue, psychologue, etc.). Ce suivi concourt, entre autres, à améliorer l'efficacité des préparations de cours, à déceler les problèmes de motivation et à renforcer les objectifs visés; enfin, à faire en sorte que l'alphabétisation ne soit pas: "qu'une boîte où on dispense des cours". (CS Saint-Jérôme)

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation des services d'alphabétisation - qu'elle soit mensuelle, bimensuelle, quadrimestrielle, semestrielle ou annuelle - peut prendre la forme de "suivi de dossiers", de "mise au point" par les formatrices/formateurs sur leurs démarches pédagogiques, entre autres, pour "nuancer les pratiques" et discuter, contrôler les points suivants: motivation des apprenants, outils pédagogiques, projets, "degré de satisfaction" des formatrices/formateurs, de la "clientèle", motifs d'abandon, "volume de la clientèle", "persistance des élèves", "rendement académique", assiduité, etc. L'évaluation des services coïncide souvent avec des "moments d'arrêt" qui permettent de mettre de l'ordre au niveau matériel, organisationnel ou pédagogique. Ainsi à l'Etoile Alpha inc., l'évaluation des services s'effectue en même temps que le rapport comptable annuel.

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, tous les organismes de la région bénéficient d'un financement dont la source principale est le MEQ (à 100% pour certaines CS et certains OVEP). Ce financement est complété, dans certains cas, par des frais d'inscription (pour 6 CS, de 1% à 10%), par des subventions du gouvernement fédéral (21% du budget du Réseau scolaire Blainville-Deux-Montagnes) quand il y a des services offerts en milieu carcéral et par de l'argent alloué par le MMSR (à la CS Pierre-Neveu, 11% du budget).

Le budget annuel régional déclaré s'élève à 1 149 549 $. Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 55% (de 0% à 91%) du budget est consacré à la formation; 12% (de 0% à 44%) à la gestion et au soutien administratif; 9% (de 1% à 20%) à la sensibilisation et au recrutement; 8% (de 0% à 40,5%) à l'encadrement pédagogique; 7% (de 0,05% à 35%) à la publicité et à la promotion; 3% (de 0% à 7,5%) au développement pédagogique et au perfectionnement; 5% (de 0% à 40,5%) à l'équipement et à la location; 1% (de 0% à 3,5%) à l'expertise (contrats externes). Il ressort de ces données que la formation, la gestion et le soutien administratif, la sensibilisation et le recrutement accaparent une part très importante de l'assiette budgétaire, soit 76%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 0,35$ à 9,31$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune de ces données isolément.

5 LE PERSONNEL

Les hommes occupent 73% des postes de direction-coordination et 69% des postes de professionnels. Par contre, la représentation féminine est nettement majoritaire dans toutes les autres catégories d'emploi: animation-terrain (93%), formation (92%), bénévolat (73%).

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 43 ans, à la direction-coordination; 42 ans, aux services professionnels; 38 ans, à la formation et au bénévolat et 36 ans à l'animation-terrain.

Tout le personnel affecté à la direction-coordination et aux services professionnels est engagé à temps plein, de façon permanente. La très grande majorité du personnel de la formation et de l'animation-terrain est employé à temps partiel, de façon contractuelle ou à la leçon.

Selon la moyenne régionale, le personnel se répartit comme suit: 57% de bénévoles, 27% de formatrices/formateurs, 6% d'animatrices/animateurs-terrain, 5% de professionnels et, enfin, 5% de directeurs-coordonnateurs.

57% des tâches liées aux activités d'alphabétisation sont donc assumées par des travailleuses et travailleurs bénévoles. Cette part énorme de bénévolat dans la région est donc un modèle de fonctionnement pour plusieurs organismes.

Antécédents professionnels et qualifications

Les intervenantes et intervenants ont des expériences et qualifications diverses: diplôme universitaire en pédagogie, psychologie, andragogie, histoire, orthopédagogie, en "enfance inadaptée", en psycho-pédagogie, en service social, en enseignement des arts, du français, de l'anglais, en enseignement aux niveaux primaire et secondaire, auprès de handicapés intellectuels; DEC, brevets d'enseignement A et B; expérience de travail en animation pastorale, en counselling, en secrétariat, en milieu de garderie, en bibliothéconomie, etc.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant de l'expérience avec "ce type de clientèle", ayant une formation et les qualifications requises, en mesure de suivre la formation dispensée par les CS (des stages préparatoires), ayant des qualités et des aptitudes spécifiques: entregent, grande disponibilité ("nous voulons beaucoup de disponibilité"), capacité de communiquer, d'animer, de s'adapter, de produire des outils appropriés, être "humain, responsable, dynamique, créatif, attentif, mûr," etc.; respect du rythme d'apprentissage de chaque apprenant, implication dans le recrutement et la publicité; "ne pas avoir de préjugé face à la clientèle", être en accord avec la philosophie d'intervention de l'organisme employeur ("vouloir travailler dans une démarche de développement de l'autonomie"), connaître les "analphabètes et leurs besoins", être capable d'implication sociale, etc.

Du côté de l'animation, on recherche des personnes ayant une bonne connaissance du milieu, une expérience de travail pertinente, des méthodes de travail souples, une capacité de création, d'innovation, un horaire flexible, de l'intérêt pour l'alphabétisation, pour le travail d'équipe, de l'initiative et une disponibilité pour travailler à des tâches connexes à l'alphabétisation. Plusieurs qualités et attitudes recherchées chez les formatrices/formateurs le sont aussi du côté de l'animation, entre autres, quand il s'agit d'adhérer à la philosophie de l'organisme employeur et d'être capable d'établir et de maintenir une relation d'aide éducative.

Pour le bénévolat, on insiste sur certaines attitudes: conscience sociale aiguë, implication sociale, volonté de travailler au développement de l'autonomie des apprenants, adhésion à la philosophie d'intervention de l'organisme, capacité de lire couramment, aquisition d'une formation réglementaire (12 heures de "training" pour les utilisateurs de la méthode Laubach), habileté à communiquer et à expliquer, bonne motivation, équilibre suffisant pour aider à diriger les activités préconisées.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région du nord de Montréal, totalise 1340 personnes. 49% de cette population est âgée de 30 ans et moins, 28% de 30 à 45 ans et 23% de 46 ans et plus. Les femmes et les hommes se répartissent de façon égale (50% de femmes (de 27% à 72%), 50% d'hommes (de 28 à 73%). En ce qui concerne la scolarité, 51% des participants adultes déclarent détenir de 0 à 4 ans de scolarité; 31%, de 5 à 8 ans; 18%, plus de 8 ans.

La population est majoritairement francophone. On retrouve un petit nombre d'autochtones, d'allophones et d'anglophones. Des cols bleus, des déficients intellectuels, des handicapés, des travailleurs salariés (fermiers, travailleurs saisonniers, camionneurs, bûcherons, travailleurs de la construction), des pensionnés, des femmes au foyer, des bénéficiaires d'aide sociale, des personnes en recherche d'emploi,

des chômeurs, des ouvriers, des jeunes décrocheurs, des travailleurs stagiaires en milieu de travail ou référés par le CTQ et le CEIC sont largement majoritaires au sein des groupes d'alphabétisation.

Changements et types de population

Le portrait de la population a changé surtout à cause de l'offre de services aux handicapés physiques et intellectuels et l'entrée massive des jeunes de 16 à 30 ans, décrocheurs et/ou bénéficiaires des programmes gouvernementaux de MRS. Ce rajeunissement de la population entraîne des changements au niveau de la scolarité des participants (elle est maintenant plus élevée) et augmente le taux d'abandon. Par contre, à la CS de l'Industrie, le taux d'absentéisme a diminué et cette baisse semble due à une plus grande motivation des apprenants, encadrés qu'ils sont par une équipe de formatrices/formateurs plus expérimentés, "mieux outillés". Dans la majorité des organismes, on note une augmentation du nombre de participants, sauf au Laurentian Literacy Council où il y a diminution.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0% à 37%. En moyenne, on peut l'estimer à 19%. Les causes d'abandon les plus souvent mentionnées sont le retour au travail, la maladie, le déménagement, les problèmes de gardiennage, le manque de motivation. A la CS Les Ecores, 50% de ceux qui abandonnent invoquent "une raison en dehors de leur volonté". Le taux d'abandon augmente aussi si les participants sont jeunes. A la CS Des

Manoirs, on remarque que le taux d'abandon est presque nul pour les handicapés intellectuels et les 'normaux' qui participent aux activités de jour. Par contre, les cours du soir accusent un taux d'abandon de 30%.

7 EVALUATION

Réussites

Les réussites des organismes sont décelables principalement aux niveaux organisationnel, de la compétence du personnel intervenant et de la motivation des apprenants. Au niveau organisationnel, le logo régional, les journées régionales de perfectionement, les colloques pour intervenants, la variété de projets et la diversification des services offerts (intégration des déficients intellectuels dans des groupes 'réguliers' pour qu'ils soient de moins en moins catalogués comme étant 'déficients', utilisation de micro-ordinateurs, cours d'éducation sexuelle, rudiments d'une alimentation saine), l'amélioration des modes d'évaluation 'tenant compte des acquis non traditionnellement admis dans une évaluation 'scolarisée' (CS Saint-Jérôme), la concertation efficace et la collaboration des organismes partenaires (par exemple, le fonctionnement associatif CS des Laurentides/Association Alpha-Laurentides), la mise en place d'un comité local (Comité régional inter-organismes de Lachute inc.), l'offre de services plus étendue sur le territoire, l'importance incontestée de la Table régionale de concertation en alphabétisation, les services personnels de suivi et de

référence de plus en plus développés, les offres de transport dans les régions éloignées, tout cela, est marque de réussite.

Du point de vue des intervenantes/intervenants, on remarque que des ressources humaines supplémentaires (en orthophonie, orthopédagogie, groupe d'intégration au niveau secondaire) sont mises de l'avant, que les équipes d'intervenantes/intervenants se consolident et deviennent de plus en plus dynamiques. Elles contribuent, entre autres, à l'amélioration du matériel didactique, des outils d'accueil, de suivi, d'évaluation et ont élaboré un "petit programme de formation à l'autonomie et à l'intégration sociale".

Quant aux apprenants, leurs réussites prennent différentes formes: un participant écrit dans un journal du mouvement Laubach intitulé The Pen speaks, d'autres lisent maintenant des recettes, vont eux-mêmes faire leurs emplettes à l'épicerie, cousent en déchiffrant des patrons, lisent pour le plaisir, réalisent un rêve longtemps désiré, quelque chose qu'ils n'avaient jamais pu faire avant de s'alphabétiser. Les organismes ont réussi à créer chez les apprenants un sentiment de confiance, d'appartenance à un groupe social. Ils ont réussi à les rendre, en partie, responsables de leur programme d'activités hors-ateliers.

Difficultés

Malgré toutes ces réussites, il y a quelques ombres au tableau. Voici les principales difficultés rencontrées par les organismes: part trop

mitigée de responsabilités pour les apprenants dans l'organisation et de la réalisation des activités d'apprentissage, difficultés d'atteindre les communautés ethniques, d'intégrer l'alphabétisation fonctionnelle à la "régulière", de sensibiliser le public anglophone, en partie, à cause de leur très petit nombre dans la région, d'identifier les causes d'abandon, de favoriser la créativité et l'esprit critique auprès de certains groupes de participants, de se concerter sur les "termes" de l'évaluation des apprentissages, de surmonter l'isolement vécu par le personnel de la formation, de se financer (Etoile Alpha), se rapprocher "du secteur de formation générale", de recruter des bénévoles dans certaines municipalités, de supporter adéquatement certains programmes d'intervention ou certaines activités (micro-ordinateurs, théâtre, journal étudiant, etc.), de dépister la "clientèle", de pallier des incohérences administratives à l'accueil, du choix des services, etc.

Changements et améliorations

Les intervenantes/intervenants dressent une liste exhaustive des améliorations qu'il faudrait apporter: multiplier les efforts pour rejoindre les handicapés et les communautés ethniques, amener les apprenants à une plus grande prise en charge, accélérer le processus d'alphabétisation en offrant plus de 6 heures d'ateliers par semaine, élaborer des activités spécialement adaptées aux jeunes adultes de plus en plus nombreux dans les groupes d'alphabétisation, augmenter l'implication des tuteurs et des apprenants et leur nombre (Laurentian Literacy Council); bâtir, améliorer, diversifier et/ou unifier et

échanger le matériel pédagogique utilisé dans les CS et les OVEP pour qu'"il colle plus au vécu des gens": faire participer les apprenants à des stages industriels avec "supervision pédagogique de la production", approfondir l'alphabétisation communautaire, engager plus de personnel affecté à l'animation-terrain (à temps plein mais sur une base non-permanente), installer un bureau stable (dans le secteur sud desservi par l'Association Alpha-Laurentides), supporter l'action des formatrices/formateurs par l'intervention périodique de professionnels (psychologues, psycho-éducateurs, etc.), réévaluer les méthodes de publicité, collaborer plus étroitement avec le personnel de formation générale des adultes, faciliter l'intégration des apprenants en alphabétisation au niveau secondaire et vice versa, embaucher des intervenantes/intervenants disponibles "qui n'ont pas d'autre emploi à plein temps le jour", augmenter le personnel affecté au recrutement des participants, etc.

L'alphabétisation dans la région 06-Nord est en pleine expansion: changements de méthodes, arrivée massive de jeunes, consolidation des équipes d'intervenantes/intervenants, etc. La Table régionale de concertation avec ses 4 sous-comités (perfectionnement des formatrices/formateurs, publicité, implication des apprenants, recherche) occupe une place importante dans la concertation des organismes sur le territoire.

Les orientations hybrides de l'alphabétisation convergent cependant vers des constantes psycho-sociales. Tout un chacun vise l'autonomie, la responsabilisation, une réponse aux "besoins" des participants,

l'"apprentissage du code", le développement de leurs connaissances et d'habiletés, leur intégration sociale.

Activité éducative complexe, "formation-plus", l'alphabétisation exige beaucoup des intervenantes/intervenants. On attend d'eux qu'ils soient "complices", "facilitateurs", "communicateurs", "forces motrices", "agents d'intégration sociale", etc. Quand on sait que 57% du personnel impliqué en alphabétisation sur le territoire est constitué de bénévoles, ces critères d'"embauche" semblent très exigeants (on se plaint de ne pouvoir recruter des bénévoles "intéressés et actifs"). Dans la région du nord de l'île de Montréal, on a la conviction que les apprenants néo-alphabétisés, "êtres humains éclos, en santé", doivent être socialement écoutés.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région.

Synthèse régionale

Outaouais

(Région 07)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE
OUTAOUAIS (REGION 07)

AES	Adult Education Service
CAP	Centre Alpha Papineau
CEBO	Centre d'éducation de base dans l'Outaouais
CEIC	Centre d'emploi et d'immigration Canada
CLSC	Centre local de services communautaires
COFI	Centre d'orientation et de formation des immigrants
CPACS	Comité provincial d'alphabétisation dans les CS
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CSRO	Commission scolaire régionale de l'Outaouais
CSST	Commission de la santé et de la sécurité au travail
CTQ	Centre Travail Québec
DEA	Directeur de l'éducation des adultes
DES	Diplôme d'études secondaires
DGEA	Direction générale de l'éducation des adultes
FPE	Formation préparatoire à l'emploi
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
MAS	Ministère des Affaires Sociales
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
MMSR	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
PIF	Projet d'intégration des femmes
PRH	Personnalité et relations humaines
PROCEDE	Provincial Organization of Continuing Education Directors English
PRSBWQ	Protestant Regional School Board of Western Québec
QLWG	Quebec Literacy Working Group
SEA	Service d'éducation des adultes
WQLC	Western Québec Literacy Council
WQRSB	Western Québec Regional School Board

> Passé le cimetière en prenant le rang des Quatorze pour Papineauville, je sentis des grands coups dans ma poitrine. Tranquillement, je laissais mon ciel d'origine. Après le rang de la Petite Herse, le rang de la Grande Herse et celui de la R'nouche; après le Portage et le Pic Dur, je sautai la clôture de mon premier côté du monde et admirai la grande rivière Outaouais pleine de lumière à craquer.
>
> Jean-Paul Filion, Saint-André Avellin... le premier côté du monde, 1975

1 NATURE DE LA REGION

La région de l'Outaouais est située à l'ouest du Québec et longe le versant nord de la rivière des Outaouais. Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: Calumet, Pointe-au-Chêne, Fassett, Montebello, Montpellier, Lac Simon, Duhamel, Saint-André-Avellin, Papineauville, Thurso, Masson, Buckingham, Val-des-Monts, Notre-Dame-de-la-Salette, Val-des-Bois, Gatineau, Hull, Chelsea, Norway Bay, Bristol, Aylmer, Fort-Coulonge, Vallée de la Petite Nation, Vallée de la Lièvre, Maniwaki, etc. Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ 274 700 habitants. Vaste territoire de municipalités urbaines, rurales et semi-rurales, la région de l'Outaouais recèle des gens à faible revenu (salaire minimum, aide sociale, pension de retraite) qui éprouvent des difficultés majeures à lire et à écrire (22% de la population des Vallées de la Petite Nation et de la Lièvre). Certains des adultes de la région vivent des produits de la forêt: ce sont des travailleurs forestiers ou des journaliers travaillant dans des usines de transformation du bois.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CSRO et à la CS Vallée de la Lièvre en 1968. Se joignaient au mouvement le CEBO en 1978, la CS Pierre-Neveu en 1980, la CS Western Québec en 1982, la Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation en 1982-1983, le CAP et le Western Québec Literacy Council (rejoignant tout à la fois la population minoritaire anglophone et dispersée des régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue) en 1984. Parmi les organismes qui ont participé à notre recherche-action, on compte 4 CS et 3 OVEP.

Dans les années soixante, les activités d'alphabétisation étaient sous l'égide du Centre de Main-d'Oeuvre fédéral et chapeautées du vocable "formation de base". En 1978, les subventions fédérales sont coupées et l'on devra attendre, dans plusieurs cas, la venue de programmes spéciaux (MRS et l'"ouverture des réseaux") en 1985-1986, pour que l'alphabétisation dans la région respire d'un souffle nouveau et revigoré. Souvent axés sur le bénévolat, les services d'alphabétisation de la fin des années '70, début '80, ne pouvaient répondre adéquatement aux exigences des organismes gouvernementaux (CSST, MAS) et autres, qui y référaient beaucoup de participants.

En 1985-1986, font partie de la population "analphabète" rejointe, les catégories spécifiques suivantes: jeunes (16-30 ans) bénéficiant du programme MRS, handicapés auditifs, visuels, physiques, intellectuels; allophones, femmes (au foyer), ex-détenus, détenus, pensionnés, anglophones et "francophones de tous âges".

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Les orientations du plan d'intervention des organismes sont soit fonctionnelles soit scolarisantes. Souvent même, ces deux types d'orientation cohabitent à l'intérieur d'un même organisme. L'approche scolarisante, axée sur l'apprentissage du "code", est complétée par quelques activités tantôt "fonctionnelles (lecture de journaux locaux)", tantôt de type "informatif" pour "permettre aux apprenants d'utiliser les ressources du milieu, de mieux se débrouiller dans le quotidien". L'alphabétisation scolarisante, "structurale", est un tremplin essentiel pour gravir l'échelon du niveau secondaire, mais on vise, à la CSRO, une approche fonctionnelle ou "communicative", "telle que prônée par le MEQ dans le programme cadre de français de niveau primaire (secteur adulte)". A la Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation, on soulève l'ambivalence des orientations pédagogiques: on "enseigne le code", mais la "démarche d'apprentissage" est, de façon générale, fonctionnelle, vise une "socialisation". A la CS La Lièvre, on pratique des activités scolarisantes ou fonctionnelles: c'est "selon la clientèle". Au WQLC, on applique la méthode Laubach de l'enseignement "one to one" et l'on centre l'intervention fonctionnelle, entre autres, sur "l'estime de soi". Au CEBO, pour alphabétiser, "il faut d'abord aimer les étudiants et croire en eux". On procède donc à un enseignement individualisé (tuteur-étudiant) où les activités

répondent aux "besoins de chaque étudiant" dans un "climat de confiance et d'écoute".

A la Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation, lieu de partage d'expériences, de formation et de perfectionnement des intervenants, on insiste sur l'importance de sensibiliser les administrateurs des CS et des autres organismes aux activités d'alphabétisation offertes dans la région. Plusieurs des organismes s'accordent pour dire que la sensibilisation et l'implication de la population, du milieu, face aux problèmes éprouvés par des "gens peu ou pas scolarisés", sont capitales.

Changements intervenus

Tous les organismes ont connu des changements dans leur plan d'intervention. A la CSRO, on est passé d'une alphabétisation fondée sur le bénévolat à des interventions financées. Mettant jadis beaucoup d'énergie sur la phase du recrutement, "la clientèle très nombreuse des MRS", à partir de 1985, comble les attentes à ce niveau. On offre même deux semaines de "conscientisation", à cette population spécifique de "décrocheurs", pour "les aider à voir plus clairement leurs besoins, leurs attentes". Au CAP, au début, on misait sur la lecture et l'écriture. On offre maintenant un éventail plus vaste d'activités "informatives" amenant l'apprenant à puiser à même les ressources du milieu. A la CS La Lièvre, on est passé d'un enseignement de type magistral à une alphabétisation "répondant aux besoins spécifiques de la clientèle". Au CEBO, on produit du matériel-maison thématique

"signifiant", à saveur locale: patinage sur le Canal Rideau, sur le ruisseau de la Brasserie, etc. À la CS Pierre-Neveu, il n'y a pas eu de changements majeurs quoiqu'on exerce maintenant les apprenants à résoudre eux-mêmes leurs problèmes. Enfin, au WQLC, on a opéré des changements parce qu'il était difficile de recruter des apprenants dans certaines parties du territoire et des tuteurs dans d'autres.

Partage des responsabilités

Dans la région, 2 OVEP sont jumelés au réseau des CS. Il s'agit des couples CAP/CS La Lièvre et WQLC/WQSB. La CS La Lièvre assure les services d'enseignment, planifie et évalue les activités au niveau des ressources humaines, financières et matérielles; son "porteur de dossier" sensibilise le DEA. Le CAP, pour sa part, se charge de l'animation, de la sensibilisation et du support à la "clientèle". Au CAP, chaque groupe d'alphabétisation est sous la responsabilité d'un-une formateur-formatrice soutenu-e dans ses tâches par un-e moniteur-monitrice. Un conseil d'administration, composé de 3 formatrices, décide du plan d'intervention, du budget et des plans d'action auprès des intervenants et du milieu.

Au QWLC et au WQSB, on travaille en collaboration très étroite: le coordonnateur formule la politique du mouvement et le conseiller pédagogique voit à sa mise en oeuvre. Le conseiller pédagogique de la CS et le coordonnateur sensibilisent la population, jumellent, dispensent de l'information, du matériel, répondent "aux besoins additionnels" relevés par les tuteurs, assistent aux réunions. Ces

réunions sont le lieu où le SEA et le GWLC organisent conjointement des ateliers de formation pour les tuteurs bénévoles, préparent les demandes de subventions OVEP, leur participation aux réunions régionales, leurs conférences, la promotion de leurs services.

Au CEBO, OVEP autonome, on s'attend à ce que les tuteurs bénévoles "fassent de la socialisation" en plus d'alphabétiser de façon fonctionnelle. Douze membres, responsables chacun d'un "dossier" (accueil, prison, finances, activités sociales, publicité, journal, etc.) font partie d'un Comité de direction. Compte tenu que les tuteurs sont des bénévoles qui n'ont ni permis d'enseigner, ni diplôme en pédagogie et pas nécessairement d'expérience dans l'enseignement, 5 personnes s'occupent de l'"encadrement" des tuteurs bénévoles.

A la CSRO, le modèle organisationnel est hiérarchique: les formateurs et formatrices sont engagés pour "enseigner une matière de niveau primaire (français ou mathématique), parfois les deux; le conseiller pédagogique "supporte" pédagogiquement, personnellement, matériellement les formateurs, les formatrices et la "clientèle"; la direction "encadre", voit à l'administration organisationnelle et pédagogique (embauche et affectation du personnel).

A la CS Pierre-Neveu, on retrouve sensiblement la même structure organisationnelle qu'à la CSRO, quoique l'on y indique que les décisions sont prises, le jour, en groupe, par l'ensemble du personnel ("co-gestion"). Le soir, par contre, les formatrices et formateurs se sentent seuls pour solutionner les problèmes inhérents à leur tâche et

"s'auto-gestionnent". Les formatrices et formateurs de cet organisme "voient à se perfectionner" et certains d'entre eux "suivent des cours à l'université", sensibilisent les apprenants à l'importance de leur intégration sociale et au développement de leur autonomie personnelle.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Les liens qu'entretiennent les organismes avec la communauté sont très divers et visent principalement le recrutement des participants et la sensibilisation du public. Les principales instances communautaires rejointes sont les suivantes: le CTQ, le CEIC, des CLSC, des OVEP, des groupes de femmes, le mouvement "Soupe populaire", un groupe de "jeunes volontaires" de Fort-Coulonge (qui aident une formatrice de la CSRO, en "classe d'alpha"), des représentants de différentes professions, des groupes de bénévoles, des groupes sociaux, éducationnels, des institutions gouvernementales, un Centre pour femmes victimes de violence, le PIF, l'Association de Santé mentale, la Commission d'Assurance-chômage, le Centre de détention de Hull, des clubs du troisième âge, etc.

La Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation délègue 2 représentants à l'Equipe inter-régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation et 1 au CPACS. Cela facilite la diffusion et la circulation d'informations, accélère le développement du dossier et favorise un questionnement des interventions dans la région à la lueur de ce qui se fait ailleurs dans la province. La majorité des organismes francophones participent à la Table régionale.

Les autres organismes avec lesquels les CS et les OVEP ont des contacts sont les suivants: LLC-O, Ottawa People Words and Change, OLWC, PROCEDE, Comité Alpha-Liaison.

Le concept d'alphabétisation

Le concept d'alphabétisation recoupe, dans chacune des définitions de tous les organismes, les 'savoirs' lire et écrire. Tous s'entendent pour dire que l'alphabétisation passe par ces 'savoirs' essentiels à des adultes 'qui sont de niveau primaire au plan académique'. Mais les objectifs psycho-sociaux qui découlent de cette formation de base sont multiples. On apprend aux participants à lire, écrire, compter, pour qu'ils deviennent 'plus autonomes', 'développent une confiance en leurs capacités', se 'débrouillent' mieux, 'passent au secondaire', 'poursuivent leurs études', 's'impliquent' dans leur apprentissage, développent des 'habiletés' en situation de communication orale et écrite, 'sortent de leur solitude', 'puissent s'engager dans toutes les activités où l'alphabétisation est nécessaire pour pouvoir fonctionner dans leur milieu et continuer à utiliser la lecture, l'écriture et le calcul pour leur développement personnel et celui de leur communauté', se sentent 'mieux avec eux-mêmes', se 'prennent en charge'.

Les orientations de l'alphabétisation pratiquée dans chacun des organismes sont donc conformes aux deux tendances dominantes (scolarisante et fonctionnelle) dans la région. A part la CSRO où, exceptionnellement, la formation d'un groupe de décrocheurs est axée directement vers le marché du travail, tous les organismes fondent leurs

interventions sur la lecture, l'écriture et le calcul, activités complétés, à l'occasion, par des cours de PRH, des activités sociales et d'animation pour "développer les savoirs réfléchir, agir, et communiquer".

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Dans la région de l'Outaouais, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des lieux divers: polyvalentes, anciennes ou actuelles écoles primaires, maisons privées des apprenants ou des tuteurs, salles paroissiales, locaux de CLSC, centres d'éducation des adultes, locaux communautaires, "local de classe traditionnel, dans une école non moins traditionnelle, transformée en Centre d'éducation des adultes" (CS Pierre-Neveu).

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants des groupes d'alphabétisation se rencontrent entre 3 et 30 heures par semaine. Chaque organisme compte de 7 à 25 groupes selon le cas. On répertorie 45 groupes et 102 jumelages dans la région.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement prennent des formes diverses: dépliants publicitaires, articles (parfois écrits par les apprenants) dans les journaux; communiqués à la radio, à la télévision; bulletins

paroissiaux, sollicitation au CTO, rencontres dans des groupes sociaux, campagnes de sensibilisation menées par les apprenants et formateurs en septembre et en janvier, entrevues à la télévision locale, conférence de presse, volet "accueil et référence" d'une CS. À la CS La Lièvre, la publicité est défrayée par le SEA. Le CAP, quant à lui, voit à la conception de la sensibilisation et du recrutement.

Listes d'attente

La moitié des organismes qui ont participé à notre recherche-action ne possèdent pas formellement de liste d'attente: les services sont immédiatement assurés dans le cadre d'inscriptions à entrées continues. Au [illegible], 3 adultes sont en attente faute de tuteurs disponibles dans les régions désignées. Au CEBO, il y a toujours une dizaine d'adultes qui attendent: "c'est un roulement continuel". À la CSRO, on a une liste d'attente de 75 personnes dans un seul centre. Tous les autres centres de la CSRO accueillent les participants dès qu'ils se présentent ou avec un délai de quelques semaines seulement.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenantes et intervenants se résument aux types d'activités suivants: des rencontres régulières (hebdomadaires, mensuelles) provoquant des échanges sur l'aspect pédagogique des interventions (par exemple, sur l'approche communicative ou fonctionnelle), des sessions de perfectionnement organisées par la Table régionale des animatrices et

animateurs en alphabétisation, des colloques, du perfectionnement en orthopédagogie, en animation, des conférences (sur l'écoute-active, la drogue, l'alcool, le "vécu sexuel" des jeunes, etc.), sessions de "croissance personnelle", "PRH", sessions de formation des tuteurs avec des andragogues et orthopédagogues (CEBO), etc.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages est effectuée par les intervenants, formatrices et formateurs. Elle prend la forme de "tests-maison", d'examens, de "renforcements positifs" (Méthode Laubach), de tests écrits, de suivis personnels. Ces activités d'évaluation ont lieu pendant et après l'alphabétisation proprement dite. A la CSRO, on est en train de bâtir des tests d'évaluation sommative selon les niveaux 501 à 506. L'évaluation peut être progressive. Elle est une aide appréciable dans la planification d'activités futures et permet de déceler faiblesses et points forts, de "visualiser les réussites" concrètement. L'évaluation peut aussi être normative (CS Pierre-Neveu). Les examens administrés sont alors une façon de "changer de sigle" (l'organisme étant subventionné "au nombre de sigles").

Le suivi des apprenants est assumé par les formatrices et formateurs, les conseillers pédagogiques, conseillers d'orientation (CSRO), le responsable du "dossier pédagogie" (CEBO). De façon générale ce sont les formatrices et formateurs qui "suivent" les participants de façon individuelle ou en petits groupes. A la CSRO, on élabore présentement des "grilles de suivi de l'apprenant". On souhaiterait aussi l'embauche

de personnes-ressources (psychologues, orthopédagogues, travailleurs sociaux) pour assurer plus adéquatement un suivi "des nombreux besoins particuliers de cette clientèle". Le suivi s'exerce tout au long de l'alphabétisation, mais très peu fréquemment en post-alpha. Au WQLC, on assure un suivi en post-alpha selon les "besoins des apprenants et les compétences du tuteur".

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation ponctuelle des services d'alphabétisation, qu'elle soit hebdomadaire, mensuelle, trimestrielle (entre autres, à travers les rapports des tuteurs du WQLC) ou annuelle, s'effectue sous forme de "réunions de réajustements". A la CS Pierre-Neveu, il n'existe pas de structure favorisant l'évaluation des services. A la CSRO, par contre, on indique que la participation à la recherche-action a permis de "faire une évaluation plus approfondie de la situation".

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, les organismes de la région bénéficient d'un financement selon 3 modalités: subventions du MEQ, subventions du MEQ dans le cadre des programmes OVEP et, dans le cas spécifique de la CS Pierre-Neveu, une subvention du MMSR pour 32% de son budget. Les 3 OVEP de la région sont subventionnés à 100% par le MEQ. Le budget annuel régional déclaré s'élève à 711 685$.

Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent de la façon suivante: 39% (de 20% à 90%) du budget est consacré à la formation; 21% (de 4% à 68%) à l'encadrement pédagogique; 19% (de 2,5% à 68%) à la gestion et au soutien administratif; 8% (de 0,4% à 32%) à la sensibilisation et au recrutement; 5% (de 0,3% à 15%) au développement pédagogique et au perfectionnement; 4% (de 2,5% à 10%) à l'équipement et à la location; 3 % (de 0,4% à 10%) à la publicité et à la promotion; enfin, 1% aux contrats externes. Il ressort de ces données que la formation, l'encadrement pédagogique, la gestion et le soutien administratif accaparent une part très importante de l'assiette budgétaire, soit 79%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 0,60$ à 10,00$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune de ces données isolément.

La CS Pierre-Neveu est le seul organisme de la région à indiquer que sa part de bénévolat est nulle. Le pourcentage moyen régional de bénévolat est de 49% (de 0% à 100%).

5 LE PERSONNEL

Les services professionnels occupent également hommes et femmes (50% d'hommes, 50% de femmes). Les tâches de direction-coordination sont assumées par 59% de femmes. La représentation féminine est nettement majoritaire dans toutes les autres catégories d'emploi:

animation-terrain (88%), bénévolat (84%) et formation (81%). L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 38 ans à la direction-coordination et aux services professionnels et 36 ans à la formation, animation-terrain et au bénévolat.

Le personnel affecté à la direction-coordination est à temps plein de façon permanente ou contractuelle mais aussi à temps partiel, de façon permanente ou contractuelle. Les professionnelles et professionnels travaillent à 60% à temps partiel, de façon contractuelle. Tout le personnel de la formation et de l'animation-terrain est engagé à temps partiel surtout de façon contractuelle (à 100% pour l'animation-terrain et à 81% pour la formation).

Selon la moyenne régionale, le personnel se répartit de la façon suivante: 58% de travailleuses et travailleurs bénévoles, 22% de formatrices et formateurs, 9% à la direction-coordination, 7% à l'animation-terrain et, enfin, 4% aux services professionnels.

Le bénévolat occupe une très large part des effectifs de la région et en modèle le fonctionnement. Cette donnée n'est pas du tout négligeable.

Antécédents professionnels et qualifications

Les formatrices et formateurs ont des antécédents professionnels et des qualifications divers: diplôme d'enseignement, certificat en animation, DES, baccalauréat en psycho-éducation.

A la CSRO, il y a peu d'intervenants qui ont de l'expérience de travail auprès d'adultes ou des qualifications en andragogie. Au CAP, les gens ont une expérience d'alphabétisation, d'enseignement ou d'animation qui varie entre 1 et 8 ans. Au WOLC, les tuteurs bénévoles sont "en accord", ou capables de "fonctionner" selon la méthode Laubach. Au CEBO, les bénévoles n'ont pas nécessairement de permis d'enseigner. A la CS La Lièvre, les intervenants détiennent soit des diplômes universitaires, soit une scolarité qui varie de 12 à 16 ans.

Critères d'embauche

On recherche les services de professionnelles et professionnels (psychologues, ortho-pédagogues, andragogues, thérapeutes, travailleuses et travailleurs sociaux, etc.) qui possèdent une formation adéquate dans leur domaine.

Pour la formation et l'animation, les compétences et attitudes suivantes sont des atouts: formation en pédagogie, andragogie ou animation; "qualifications légales", expérience de travail en animation, dans l'enseignement ou dans un travail connexe; respect de l'apprenant "avec tout ce qu'il est (vécu, culture, valeurs)"; dynamisme, ouverture à l'approche fonctionnelle; capacité d'écoute, de travail en équipe, de questionnement sur ses interventions; capacité d'assumer plusieurs tâches, connaissance de la "clientèle".

Pour le travail bénévole, le gros bon sens, de la patience, le goût d'aider les gens sont les principales qualités retenues par les organismes qui "embauchent" des travailleuses et travailleurs bénévoles.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région de l'Outaouais totalise 729 personnes. 51% de la population est âgée de 30 ans et moins, 26% de 30 à 45 ans et 23% de 46 ans et plus. Les femmes et les hommes constituent chacun 50% de la population qui s'alphabétise. En ce qui concerne la scolarité, 44% (de 10% à 78%) des participants adultes déclarent détenir 4 ans et moins de scolarité; 31% (de 14% à 54%) de 5 à 8 ans; enfin, 21% (de 0% à 56%) 8 ans et plus. 4% déclarent une scolarité "inconnue".

La population est majoritairement francophone. On retrouve aussi une petite proportion d'allophones. Au WQLC, la population rejointe est anglophone d'origine canadienne et 19% de sa population est constituée d'immigrants. Les jeunes (18-30 ans), les travailleurs, les chômeurs, les bénéficiaires d'aide sociale et les personnes âgées sont largement majoritaires au sein des groupes d'alphabétisation de l'Outaouais.

Changements et types de populations

La tendance générale est à l'augmentation du nombre de participants: dans certains organismes, la population a doublé, triplé, presque

quadruplé. De plus en plus de jeunes "décrocheurs" ("de plus en plus perturbés") s'inscrivent aux activités dans le cadre des MRS. La population des "femmes au foyer", des allophones, des handicapés mentaux est, elle aussi, sous le signe de l'augmentation. A la CSRO, on offre, pour la première fois, des activités pour une trentaine de handicapés auditifs. Au CEBO, plus de la moitié des participants a moins de 30 ans. A la CS La Lièvre, avant les années '80, la population se situait dans les "deuxième et troisième âge". De 1980 à 1986, la population est de plus en plus jeune et "variée".

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 10% à 40%. En moyenne, on peut l'estimer à 19%. A la CSRO, on note que le taux le plus bas se retrouve dans le "plus petit centre" et le plus élevé dans le "plus gros centre". Au CAP, on distingue les abandons "volontaires" des abandons "motivés", sans toutefois expliciter ce qui les caratérise. Au WQLC, le taux d'abandon est nul, au sens où chaque étudiant poursuit les activités jusqu'à l'atteinte de ses objectifs fonctionnels prioritaires. Au CEBO, le taux est difficile à déterminer: quand les besoins spécifiques des participants sont comblés, ils quittent l'organisme.

7 EVALUATION

Réussites

Au point de vue organisationnel, l'augmentation du nombre de participants aux activités est une réussite: population rurale et urbaine accrue (WQLC), plus d'"analphabètes complets", production de matériel d'"encadrement" (tests de classement, grille de suivi...), augmentation des rencontres entre intervenants. Conséquence directe de l'"ouverture des réseaux", cette très forte augmentation de la participation et du nombre d'activités a permis, à la CSRO, d'augmenter leurs ressources humaines et les a "forcés à reconnaître le besoin urgent en alphabétisation". Le fait de passer du bénévolat à des interventions subventionnées a contribué à clarifier les orientations, objectifs et critères d'embauche dans l'organisme. Au CEBO, l'intervention au Centre de détention de Hull a pris de l'ampleur (3 tuteurs pour 11 détenus, cours de 45 heures de PRH).

Du point de vue des progrès décelables chez les apprenants, on note, dans plusieurs organismes, un développement de leur autonomie, de leur confiance en eux-mêmes. Certains ont même intégré le marché du travail, sont devenus travailleurs autonomes (WQLC). Au CEBO, 3 "gradués" débuteront leur première année secondaire.

On remarque une grande implication des intervenantes et intervenants: prise en charge par les animatrices régionales de l'organisation du perfectionnement et des rencontres de la Table auxquels les

intervenantes et intervenants de la région participent avec enthousiasme.

Difficultés

La Table régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation regrette de n'avoir pu organiser, en son sein, d'activités pour les apprenants. Les organismes de l'Outaouais éprouvent des difficultés diverses: activités d'alphabétisation offertes uniquement dans des grandes municipalités du territoire, taux d'abandon élevé (CSRO), manque de motivation des apprenants à participer aux activités communautaires ("plusieurs conçoivent encore l'alphabétisation en marge de leur vie" - CEBO), insuccès dans les efforts concertés pour recruter des bénévoles dans les régions rurales ou isolées, désintéressement des jeunes sans travail à s'impliquer à temps partiel dans un travail d'alphabétisation dans le cadre du programme "Youth tutor program of Canada Employment Commission" (WQLC). Enfin, on considère comme un échec le fait qu'un intervenant ne parvienne à "accrocher" l'apprenant qui abandonne alors sa démarche d'alphabétisation.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants suggèrent différentes solutions aux problèmes rencontrés: changer les pratiques et les mentalités en les appuyant sur des objectifs "clairs, précis, mesurables"; fonder ces mêmes pratiques sur les problèmes quotidiens auxquels sont confrontés

les apprenants: allouer plus d'argent, de temps et de ressources pour renouveler les approches au niveau de la sensibilisation du public et du recrutement, à la fois, des apprenants et des tuteurs bénévoles: engager des psychologues et travailleurs sociaux dans le but de diminuer le taux d'abandon des participants: élaborer, lors de l'accueil des apprenants, une "technique d'entrevue" pour jumeler les tuteurs et les participants plus facilement: améliorer le réseau de communication avec les différents organismes du milieu et, enfin, continuer de développer davantage l'approche fonctionnelle dans toutes les interventions d'alphabétisation.

Quant aux outils pédagogiques, il faudrait pallier le manque flagrant de matériel "au niveau des premiers apprentissages, celui des lettres", axer les outils pédagogiques sur la communication (parents-enfants, employés-employeurs, la solitude, etc.), compléter les "notions académiques" par des activités "plus fonctionnelles", "pour adultes", compléter le matériel que l'on retrouve en commerce par du matériel "d'appoint" bâti par les formatrices et formateurs et repenser le matériel Laubach américain (en particulier à cause de la violence omniprésente de la série "Challenger") pour des Canadiens-Québécois, avec un vocabulaire de base qui soit "suffisant" et des instructions d'utilisation adéquates pour les tuteurs.

Dans la région de l'Outaouais, l'"ouverture des réseaux" et le programme des MRS ont été bénéfiques. Ces mesures gouvernementales ont donné un coup d'envoi à l'alphabétisation pratiquée sur le territoire. Les interventions sont motivées par le souci d'améliorer les services:

'scolarisation pure' en perte de vitesse, remplacée par une alphabétisation collée aux réalités des participants; activités mises en oeuvre dans le but d'"accrocher" les apprenants; travail conjoint, pour certains organismes, des réseaux CS et OVEP; importance toute particulière accordée au jumelage tuteur-apprenant, etc.

On exprime cependant certains besoins en ressources humaines (personnes-ressources, bénévoles en régions éloignées) pour continuer d'assurer des services de qualité et faire en sorte que, comme pour les apprenants, les organismes ne considèrent pas l'alphabétisation 'en marge de leur vie'.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région de l'Outaouais.

Synthèse régionale

Abitibi-Témiscamingue

(Région 08)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (REGION 08)

APEHT	Association des parents d'enfants handicapés du Témiscamingue
APETS	Association de projets éducatifs de Témiscaming-sud
AVQ	Activité de vie quotidienne
CEC	Centre d'emploi Canada
CECM	Commission des écoles catholiques de Montréal
CFP	Commission de formation professionnelle
CLEP	Centre local d'éducation populaire
CLSC	Centre local de services communautaires
CPACS	Comité provincial d'alphabétisation dans les CS
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CSS	Centre de services sociaux
CTQ	Centre Travail Québec
DEC	Diplôme d'études collégiales
EPSC	Enseignement professionnel secondaire court
FGR	Formation générale renouvelée
ISPJA	Insertion sociale et professionnelle des jeunes adultes
MAS	Ministère des Affaires Sociales
MMSR	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
MRC	Municipalité régionale de comté
OPHQ	Office de la personne handicapée du Québec
ORDET	Organisme régional de développement Éduco-Témis
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
PEC	Projet éducatif communautaire
PEP	Projet éducatif personnel
PIC	Pictogram Ideogram Communication
PSBGM	Protestant School Board of Greater Montreal
PSMT	Programme de stages en milieu de travail
QI	Quotient intellectuel
RASPHA	Regroupement des associations au serv. des personnes handicapées d'Amos
SEA	Service d'éducation des adultes
SEMO	Service externe de main-d'oeuvre
UQAT	Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

sneivuos en ej siof tpes-etnert tenc tuih lim sab ne
erbll tseuo-dron ud (se) riotirret sel trom am ed sèrp suip
ro suis ej monèrp nom tse'c ibitiba'l sab-àl

Luor Raoul Duguay Yaugud, 'Complainte',
'stoppolitique XIII', dans Lapokalipsà, 1971

1 NATURE DE LA REGION

L'Abitibi-Témiscamingue, région minière, fortement rurale et à population éparpillée, située au nord-ouest du Québec, favorise une décentralisation des services d'alphabétisation. Bornée au sud par la région des Laurentides et de l'Outaouais, à l'ouest par la province de l'Ontario, au nord par le Nouveau-Québec et à l'est par la région du Lac Saint-Jean, c'est une terre truffée de forêts et parsemée de plans d'eau. Les principales villes et municipalités qui la constituent sont les suivantes: Val d'Or, Malartic, Rouyn, Noranda, Normétal, La Sarre, Amos, Barraute, Saint-Félix, Senneterre, Lebel sur Quévillon, Témiscaming, Letang, Tee Lake, Kipawa, Ville-Marie, Notre-Dame-du-Nord, Laverlochère, Guérin, Nédelec, Evain, Granada, Winneway, etc. Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise environ 154 800 habitants.

Les activités d'alphabétistion ont débuté à la CS du Lac Témiscamingue en 1979. Se joignaient au mouvement les CSR Harricana et La Vérendrye et un OVEP parrainé par le RASPHA en 1980; les CS Rouyn-Noranda et Abitibi et l'APETS en 1982; la Table régionale de concertation en alphabétisation en 1983; la Table régionale de concertation sur la prise en charge des déficients mentaux moyens, l'APEH et le Centre de

croissance d'Abitibi-Ouest inc. en 1984; enfin la Long Point Band en janvier 1986.

Le taux de participation est excellent dans la région, soit 92%. Parmi les organismes participants, on compte 3 CS, 2 CSR, 4 OVEP, 1 organisme d'éducation populaire financé par le ministère des Affaires Indiennes et 2 Tables régionales de concertation. N'a pas participé à la recherche-action l'ORDET.

Font partie de la population "analphabète" rejointe les catégories spécifiques suivantes: autochtones (algonquins anglophones de la communauté de Winneway), handicapés physiques, sensoriels et intellectuels ("légers" et "moyens"), jeunes (de 16 à 30 ans) bénéficiant du programme MRS, ex-détenus, allophones, ex-patients d'une clinique psychiatrique.

2 PLAN D'INTERVENTION

ORIENTATIONS

Les orientations fonctionnelle, communautaire et scolarisante prédominent.

La tendance fonctionnelle est axée sur l'acquisition d'outils de base essentiels "pour vivre en communauté", pour acquérir une "autonomie dans la vie quotidienne". On souhaite, par le biais de cette orientation pédagogique, rendre les participants "fonctionnels" dans le monde du travail, la vie de famille, le monde des loisirs, des "relations

sociales". Pour ce faire, on adapte les interventions à leurs "besoins" et on se sert de leur environnement scripturaire immédiat et de documents authentiques (menus, formulaires juridiques, factures, bottins téléphoniques, etc.). L'orientation fonctionnelle est souvent pratiquée auprès des handicapés intellectuels à qui l'on offre des "plans de traitement individualisés avec la participation multidisciplinaire de différents professionnels".

L'orientation communautaire vise un développement global, une intégration sociale. Idéalement, elle devrait "répondre aux besoins sociaux des apprenants", provoquer leur implication dans la communauté et impliquer, à son tour, la communauté dans une "formation globale". Pour ce qui est de la Table régionale de concertation sur la prise en charge des déficients mentaux moyens, le modèle communautaire prôné implique, entre autres, la sensibilisation des "accompagnateurs", du milieu et ne vise pas une alphabétisation stricte. L'alphabétisation communautaire est souhaitée par plusieurs intervenants. On veut mettre à contribution les ressources du milieu et centrer le processus d'alphabétisation sur l'"autonomisation" et la "socialisation" des participants.

L'orientation scolarisante, axée sur l'"apprentissage du code", s'inspire d'une vision scolaire de la démarche d'alphabétisation: faire "acquérir" les savoirs lire, écrire et compter qui permettent subséquemment de suivre des "cours plus avancés", d'"accéder" au niveau secondaire.

L'orientation conscientisante est mise en application à l'APETS en répondant "aux besoins de socialisation, d'information sur les orientations futures" des participants. Elle fait partie d'une quadri-approche combinant la scolarisante, la fonctionnelle, la communautaire et la conscientisante. A la CSR de La Vérendrye, on pratique à la fois une alphabétisation scolarisante et conscientisante. L'approche conscientisante fait "prendre conscience aux gens des possibilités qui s'offrent à eux en sachant lire et écrire et des inconvénients /qui les guettent/ s'ils ne le savent pas".

Le Centre de croissance d'Abitibi-Ouest inc. apporte une couleur inusitée au portrait des orientations de la région. En effet, on s'inspire ici du modèle proposé par Marcel Lesne dans son ouvrage intitulé Travail pédagogique et formation d'adultes. L'orientation y est de type "incitative à orientation personnelle". Le Centre de croissance vise le développement des capacités des participants au niveau de la "gestion de leur formation", de l'"analyse de leur conduite", de la propre maîtrise de leur formation en tant que "sujets", c'est-à-dire comme "citoyens, travailleurs, consommateurs, étudiants".

La Table régionale de concertation en alphabétisation prône une approche communautaire. Elle regroupe des représentants des CS et des OVEP. Ses rôles sont variés: promotion de l'alphabétisation sur le territoire, lieu de partage d'expériences, d'échange de ressources humaines et de matériel pédagogique, lieu de mise en commun de "besoins" et d'instruments pour y satisfaire, de circulation d'informations.

Cette Table régionale exerce aussi une influence sur les orientations des interventions, au sens où elle effectue des recommandations à la Table des directeurs des SEA. Les membres de la Table collaborent avec l'UQAT en vue de dispenser un programme court de formation en alphabétisation. Un plan régional concerté de sensibilisation et de recrutement est aussi l'une de leur priorité.

La Table régionale de concertation sur la prise en charge des déficients mentaux moyens, non exclusivement concernée par l'alphabétisation, regroupe, entre autres, des intervenants des organismes de santé, des services sociaux et du monde de l'éducation. En Abitibi-Témiscamingue, le centre d'accueil Clair Foyer, le CSS, le CLSC et l'OPHQ participent à cette Table. Les organismes du réseau de la santé et des services sociaux de la région ont dénombré la population susceptible de bénéficier des services. Les intervenants du monde de l'éducation organisent les cours, se chargent de l'évaluation pédagogique des participants. La Table régionale assure la collaboration des organismes impliqués de près ou de loin dans la formation des déficients mentaux moyens, organise des sessions de formation pour les formateurs, promeut des "actions communes et la similarité des interventions". Elle permet aussi une sensibilisation du milieu et fait en sorte que les différents services impliqués se complètent. Une formation globale de la population bénéficiaire, axée sur l'acquisition d'un "ensemble de comportements "compatibles", d'attitudes pour une vie en société, en plus des connaissances minimales du code", est au fondement même des orientations de cet organisme de concertation.

Changements intervenus

Les principaux changements dans les plans d'intervention concernent les points suivants: les contenus des activités (au Long Point Band, où chaque heure d'alphabétisation est "rehaussée" par les contenus adaptés des profs, à la CS Harricana où les participants déficients intellectuels peuvent pratiquer des AVQ dans un centre de jour); la formation même des groupes d'apprenants (l'homogénéité des groupes recherchée, formation de groupes distincts francophones/anglophones à l'APETS, accueil, à la CS du Lac Témiscamingue, de la population se dirigeant vers des études de niveau secondaire, "ayant acquis socialisation et autonomie dans des groupes populaires"; l'augmentation du nombre d'heures de formation et du nombre de participants, la gestion différente des ressources dues aux programmes conjoints du CTO et des MRS, de l'ISPJA et à l'"ouverture des réseaux"; l'efficacité de la sensibilisation du milieu par l'intermédiaire de séances d'information dans des organismes et petits groupes communautaires, l'impact de la radio et la télévision étant moins grand.

Au Centre de croissance d'Abitibi-Ouest inc., on a formé 4 CLA pour rejoindre l'"analphabète pur et fonctionnel". On a aussi constaté la défection des participants de 18 à 30 ans qui fréquentaient le Centre. Celui-ci n'étant pas affilié à une CS, il n'est pas reconnu comme institution éligible aux allocations de formation gouvernementales.

Partage des responsabilités

La plupart des programmes de formation sont planifiés à partir des suggestions et "besoins réels" des apprenants, qui sont responsables de leur démarche, en mesure de choisir des contenus d'apprentissage et des solutions à leurs problèmes spécifiques. Les intervenants doivent s'efforcer de se centrer sur les participants souvent peu "conscients de leur potentiel" et peu enclins, spontanément, à partager des responsabilités d'ordre pédagogique. Ainsi, responsables de dossier, coordonnateurs, membres-soutien, moniteurs, accompagnateurs, formatrices, animatrices-terrain visent à dépasser le cadre formel de leurs interventions strictes (par exemple, dans le cas des "plans de traitement" pour déficients intellectuels où chacun des intervenants a sa "spécialité") et entrent en contact étroit avec des participants qui ne se "contentent plus de tout recevoir" d'équipes interdisciplinaires pourtant bien armées, et "habilitées" à dispenser de la formation, à accueillir, former des groupes, évaluer, suivre, etc.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Pour maintenir active la sensibilisation directe de la population à l'analphabétisme dans la région, pour aller chercher du support au niveau du recrutement et pour renforcer la solidarité des interventions en alphabétisation dans le milieu, les OVEP et les CS font appel aux associations et/ou organismes suivants: la communauté algonquine de Winneway, les maisons Rouyn-Noranda et Clair-Foyer (intervenant auprès de personnes handicapées intellectuelles), le CTQ, le Service de main-

d'oeuvre pour personnes handicapées, les CFP, CEC, CEP, CLSC, CSS, les organismes humanitaires, la compagnie forestière Tembec, le SEMO, les intervenantes du service de santé de la région, les clubs de l'Age d'Or, le Centre de détention et le centre de transition d'Amos, des personnes-ressources (hygiénistes dentaires, conseillers en alimentation, ergothérapeute, etc.), le Centre de détention de Rouyn, les media de communication locaux (CKRN-TV, CIRC-radio communautaire, journal La Frontière), le CPACS, l'Equipe inter-régionale des animatrices et animateurs en alphabétisation, l'OPHQ, la PSBGM (pour le Long Point Band plus particulièrement), l'Assemblée des permanents de la pastorale de Rouyn-Noranda, les Cercles des Fermières, et, bien évidemment, la Table régionale de concertation sur l'alphabétisation et la Table régionale de concertation sur la prise en charge des déficients mentaux moyens.

Le concept d'alphabétisation

Le concept d'alphabétisation dans les organismes d'Abitibi-Témiscamingue est défini selon 2 constantes: c'est d'abord une formation minimale, une "culture" de base qui a pour socle fondamental l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul, ces "apprentissages académiques de niveau primaire". Cette démarche, cette intervention , cette "première forme d'intégration sociale", visant un "mieux-être", tient compte des "besoins réels", des "buts fixés", du "vécu" et des "acquis" des apprenants.

La notion d'alphabétisation entraîne sémantiquement et idéologiquement, dans son champ significatif, d'autres concepts qui contribuent à lui donner une saveur régionale: autonomie, socialisation, compétence ("savoir, savoir-être, savoir-faire"), aptitudes, conscience des "besoins", développement global, "réinvestissement des acquis dans des situations de vie personnelle et collective".

À la CS Abitibi, le mot alphabétisation a une connotation péjorative. Ce terme semble inadéquat. On lui préfère le mot "formation".

3 ORGANISATION DES SERVICES

Les organismes fonctionnent de façon hiérarchique (dans les CS), en collégialité (pour les Tables régionales et certains OVEP) ou en co-gestion (pour d'autres OVEP). Dans certaines CS, malgré le fonctionnement hiérarchisé, la consultation, la coopération et des projets collectifs occupent une place de choix. À l'APETS, la co-gestion est vécue par 8 étudiants, la CS Lac Témiscamingue et des apprenants en formation de base. Au Centre de Croissance d'Abitibi-Ouest inc., on recherche, à long terme, une co-gestion impliquant intervenants directs et gens des villages. Pour le moment, la gestion est collégiale et encadrée par un CA.

Lieux physiques

En Abitibi-Témiscamingue, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits variés et polyvalents: classe de l'école Ano Osovan,

locaux d'une cité étudiante, polyvalentes, locaux d'organismes du milieu (clubs de l'Âge d'Or, salles de loisirs), centres communautaires, centres de jour (avec salle d'ergothérapie, salles d'observation, salles polyvalentes et de relaxation, bureaux, secrétariat, ateliers d'artisanat), centre d'éducation des adultes (grande salle avec îlots de tables, possibilité d'utiliser les laboratoires de langues et les "salles de silence"), local aménagé à l'intérieur du centre administratif d'une CS, locaux d'éducation populaire.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants des groupes d'alphabétisation se rencontrent entre 3 et 10 heures par semaine. Chaque organisme compte de 1 à 14 groupes, selon le cas. On répertorie 54 groupes dans la région.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement prennent des formes multiples: "informations communautaires", bouche à oreille, diffusion des horaires de cours dans tous les foyers, messages à la radio et à la télévision, distribution de feuillets paroissiaux, d'affiches, de dépliants publicitaires dans des caisses populaires, à la Maison des Femmes, à la Maison du Compagnon, dans des centres de loisirs, centres de recontres, des magasins, des bibliothèques; contacts avec des organismes gouvernementaux tels que les CTQ, CEC, CSS, la Cie. Tembec, des centres de détention et de transition; contacts et rappels téléphoniques, établissement d'un réseau de membres-soutien, de monitrices;

publications d'articles, de témoignages et photos, brochures publicitaires des SEA des CS, appels lancés aux inscrits en éducation populaire, projet de mise sur pied d'une Table locale d'accueil et référence, porte à porte, visites; séances d'information, entre autres, dans des industries locales.

Liste d'attente

Seulement 4 organismes possèdent des listes d'attente. Au total 30 personnes sont en attente: 8 au Long Point Band, 10 (compte tenu de la motivation et du "potentiel résiduel") dans l'OVEP parrainé par le RASPHA, 10 (déficients intellectuels moyens) à la CSR Harricana et enfin 2 (déficients intellectuels légers) à la CS Rouyn-Noranda. Les autres organismes répondent à la demande de services au fur et à mesure qu'elle se présente.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement prennent la forme de réunions ponctuelles, de colloques, de congrès, de rencontres, etc. Toutes ces activités sont lieux de questionnements sur tout ce qui influence les pratiques éducatives des intervenants, entre autres, l'analyse des "besoins" de formation, méthodologies employées, objectifs d'apprentissage, préparation des activités, évaluation des apprenants, planification de l'enseignement, organisation des lieux physiques de formation, matériel pégagogique, problématiques régionales, analyse des progrès des participants, relation "maître-élève", etc.

Généralement, l'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement sont assumés par les 2 Tables régionales de concertation et les CS. Les OVEP s'affilient aux CS et aux Tables. Enfin, à la CS Abitibi, on souhaite que des cours de formation et de perfectionnement se donnent à l'UQAT.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages a comme principaux objectifs de vérifier les "acquis académiques", de faire prendre "conscience des apprentissages réalisés et de ceux qu'il reste à faire", et, enfin, de "suivre la démarche, le "rendement" de l'apprenant". Dans certains organismes, l'évaluation est informelle, "formative". Il en est ainsi au Long Point Band, où l'on tente de minimiser l'idée d'échec et d'encourager, au maximum, la notion de "progression".

Quant à elle, l'évaluation formalisée (dictées, lectures, tests écrits et oraux, "feuilles d'évaluation des besoins", "plan de traitement trimestriel", "feuilles de route", plan d'intervention multidisciplinaire (pour les handicapés intellectuels), etc.), est prétexte à une "certification", sanctionne un "passage" au niveau secondaire et permet une objectivation des "notions enseignées".

Le suivi des apprenants est effectué de façon systématique selon plusieurs modalités: contrôle de l'assiduité, contacts téléphoniques, rencontres planifiées, contacts en dehors des heures de cours, communications quotidiennes avec les formatrices, mise au point en

classe, rencontre individuelles avec les participants, etc. Ce suivi des participants met à contribution les formatrices, les monitrices, les accompagnateurs, les personnes-ressouces, les tuteurs et les participants. Il concourt, entre autres, à faire le point sur le rythme d'apprentissage, les difficultés d'apprentissage, les motivations des apprenants. En le pratiquant, on s'assure "que la formation est bien complétée". Le suivi est effectué pendant les activités d'alphabétisation. A la CSR La Vérendrye, un suivi post-alpha est en voie d'être structuré.

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation ponctuelle des services d'alphabétisation - qu'elle soit annuelle, bi-annuelle, mensuelle, bi-mensuelle ou informelle (à la CSR Harrricana) - est moment privilégié par tous les intervenants pour faire le bilan des activités offertes. Dans quelques organismes, les apprenants sont partie prenante de l'évaluation des services dont ils sont bénéficiaires. Espèces de baromètres, leur degré de satisfaction ou d'insatisfaction sont pris en considération.

4 BUDGETS ET COUTS

En 1985-1986, plusieurs organismes de la région sont financés à 100% par le MEQ. C'est le cas des CS, des 2 Tables de concertation régionales (20 000$ pour la Table régionale de concertation en alphabétisation et 27 000$ pour la Table de concertation régionale sur la prise en charge des déficients mentaux moyens) et des OVEP. Au Long Point Band, on

dépend totalement du département des Affaires Indiennes. A la CS Abitibi 95% du budget vient du MEQ et 5%, de frais d'inscription et d'autres sources. A la CSR La Vérendrye, 0,6% du financement vient du KMSR. L'Association des parents d'enfants handicapés du Témiscamingue inc. est financée pour 15% de son budget par la CS Lac Témiscamingue. Le budget annuel régional déclaré totalise 442 919,36$.

Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne régionale, se répartissent comme suit: 82% (de 55% à 100%) du budget est consacré à la formation; 5% (de 0% à 34%) à l'encadrement pédagogique; 4% (de 0% à 28,5%) à la gestion et au soutien administratif; la sensibilisation et le recrutement (de 0% à 15%) ainsi que le développement pédagogique, perfectionnement (de 0% à 14,4%) s'approprient chacun 3%; la publicité, promotion (de 0% à 2%) et l'équipement, location (de 0% à 6%), chacun 1%.

Il ressort de ces données que la formation et l'encadrement pédagogique accaparent une très large part de l'assiette budgétaire, soit 87%.

La façon de calculer ce coût a été uniformisée régionalement. Le mode de calcul a été le suivant: dans tous les organismes, on a divisé le montant du budget total par le nombre total "d'heures pour les groupes". Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie entre 3$ et 30$. Compte tenu des disparités, il faut considérer chacune des données isolément.

5 LE PERSONNEL

Les femmes sont nettement majoritaires parmi tout le personnel: 100% de femmes à la formation, 96% à l'animation-terrain; 94% au bénévolat; 75% à la direction-coordination, et enfin, 57% aux services professionnels.

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 47 ans aux services professionnels et à l'animation-terrain; 39 ans à la direction-coordination; 38 ans à la formation; 35 ans au bénévolat.

Le personnel affecté à la direction-coordination et aux services professionnnels est majoritairement employé à temps plein de façon permanente. Presque tout le personnel de la formation et tout le personnel de l'animation-terrain est engagé à temps partiel, de façon contractuelle (et/ou à la leçon, dans le cas de la formation).

Le personnel se répartit de la façon suivante: 49% de bénévoles, 44% de formatrices, 4% de directeurs-coordonnateurs, 2% d'animateurs-terrain et 0,35% de professionnels. Le bénévolat et la formation sont primordiaux en Abitibi-Témiscamingue, totalisant à eux seuls 93% de tout le personnel assumant des tâches en alphabétisation.

Antécédents professionnels et qualifications

Les intervenants sont diplômés en pédagogie, éducation spécialisée, lettres françaises, psycho-éducation, animation, orthopédagogie, arts, formation en langage gestuel pour malentendants, travail social, etc. Certains bénévoles, animateurs-terrains et monitrices détiennent un DES

ou sont en voie de l'obtenir. Ils ont parfois terminé une "7 ième année primaire". Des participants bénévoles membres de l'APETS ont entre 4 ans et moins et 8 ans et plus de scolarité. Plusieurs intervenants ont une expérience du marché du travail (infirmière-auxiliaire, téléphoniste, secrétaire, animation communautaire, animation paroissiale, aide aux soins domestiques) et du bénévolat.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant des qualifications et diplômes en enseignement, des connaissances générales en français parlé, écrit et en calcul, "utilisant surtout une approche andragogique", étant capables "d'enseigner au niveau primaire (surtout le français de base)", d'établir une "bonne relation d'aide avec l'analphabète". Un "coeur généreux", un "intérêt pour le cheminement de l'adulte", une "compréhension des problèmes de la clientèle", le "goût du travail d'équipe", une "pointe de vocation", une "personnalité souple", patience, dynamisme, jovialité, leadership sont des atouts majeurs.

Du côté de l'animation, on recherche des gens qualifiés et expérimentés.

Pour le bénévolat, on insiste sur une grande disponibilité et une compréhension des problèmes auxquels sont confrontés les "analphabètes".

Grosso modo, on retient les candidatures de personnes dynamiques, "positives", autonomes, impliquées dans le milieu, ayant de

l'initiative, de l'intérêt pour la recherche et "croyant en l'alphabétisation".

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue totalise 340 personnes. 56% (de 7% à 100%) des apprenants sont âgés de 30 ans et moins, 30% (de 1% à 62%), de 30 à 45 ans et 14% (de 0% à 31%), de 46 ans et plus.

59% des participants sont des hommes, 41% des femmes. En ce qui concerne la scolarité, 43% (de 10% à 93%) des participants déclarent détenir de 0 à 4 ans de scolarité; 31% (de 2,5% à 90%), 8 ans et plus; 26% (de 0% à 62%), de 5 à 8 ans.

La population est à très forte majorité d'origine québécoise francophone. Les autochtones sont aussi présents, se retrouvent dans plusieurs organismes et représentent de 2% à 100% de la population des organismes, selon le cas. La représentativité des allophones est très faible.

Des bénéficiaires d'aide sociale, des travailleurs dans des centres de travail adapté, des retraités, des travailleuses au foyer, des jeunes de 16 à 30 ans, quelques travailleurs salariés, quelques hommes d'affaires, des bénéficiaires d'un service d'apprentissage aux habitudes de travail (occupation non rémunérée), des bénéficiaires de programmes d'intégration au travail (avec allocations d'aide sociale), des gens

référés et subventionnés à 25% par le CEC composent principalement les groupes d'alphabétisation.

Changements et types de population

La tendance générale est à l'augmentation appréciable de jeunes "décrocheurs" (certains ont suivi le programme EPSC ou ont participé au ISPJA) et de personnes handicapées intellectuelles. A l'APETS, il y a plus d'étudiants masculins. Contrairement aux autres organismes, au Centre de Croissance d'Abitibi-Ouest inc., on note une forte diminution de la population des jeunes, ceux-ci ne pouvant bénéficier d'allocations d'étude à cause du statut spécifique de l'organisme.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 0% à 35%, pour une moyenne de 14%. Les participants abandonnent principalement pour des raisons de travail, maladie, démotivation et éloignement. On remarque aussi que la population handicapée intellectuelle abandonne rarement les activités et participe avec "stabilité".

7 EVALUATION

Les réussites sont soit d'ordre organisationnel soit liées aux "performances" des participants.

Au niveau organisationnel, la Table régionale de concertation en alphabétisation se félicite d'avoir contribué à l'augmentation du nombre

d'activités dans les CS, d'avoir provoqué chez elles des actions concertées de sensibilisation, de formation et de recrutement. On y a aussi réalisé des outils fort appréciés (grille d'évaluation des apprentissages, liste de matériel pédagogique utilisé par les organismes, bottin des alphabétiseures, etc.).

La Table régionale de concertation sur la prise en charge des déficients mentaux moyens a permis de réunir beaucoup d'organismes, de favoriser la complémentarité des services et de veiller à la formation d'un plus grand nombre d'accompagnateurs.

Régionalement, une meilleure connaissance des services, par le moyen de séances d'information dans les organismes du milieu, de "open houses" permettant la visite des lieux de formation, l'augmentation des services par un recrutement efficace de la "clientèle", (scolarisation de certains employés de la compagnie Tembec, activités implantées dans 3 villages en périphérie de La Sarre), la formation et le suivi des formatrices sont signes de succès. A la CS Lac Témiscamingue, on collabore avec les OVEP et les autres organismes du milieu. Cela a rendu possible l'implication du milieu, l'offre d'activités là où se trouvent les "analphabètes". Cette structure décentralisée a eu un effet bénéfique sur l'organisation des cours, le recrutement et la sensibilisation.

Des réussites sont aussi décelables chez les participants: enthousiasme face au processus d'apprentissage, succès scolaires accrus chez leurs enfants, accès à des niveaux d'étude plus élevés et à des gestes qu'ils

ne pouvaient effectuer seuls auparavant (lire le journal, un menu de restaurant, écrire une note, etc.), développement d'une solidarité entre eux, assiduité, confiance, intérêt, curiosité intellectuelle aiguisée, ouverture, sociabilité, épanouissement général, stabilité, motivation (vouloir intégrer le monde du travail pour "ne pas rester dans le groupe étiqueté des bien-être social").

Difficultés

Quelques difficultés de parcours sont relevées par les organismes: difficultés à recruter des "analphabètes purs", des personnes déficientes qui ne sont pas soutenues par un organisme ou une institution, l'abandon de quelques participants par manque d'intérêt ou de motivation (jeunes de 20 ans et moins en ISPJA, pour lesquels les approches traditionnelles syllabiques sont démotivantes), budget trop restreint (RASPHA et APETS), manque de ressources pour aider certains participants à s'orienter hors du champ scolaire; certains piétinements de la part des participants font parfois décrocher les autres qui attendent aussi des réponses à leurs "besoins" spécifiques, l'hétérogénéité des groupes obligée par le nombre restreint de participants. À la CS Rouyn-Noranda, un colloque des participants n'a pas suscité les échanges souhaités par manque d'encadrement. La timidité des apprenants a pour résultat qu'ils expriment rarement leurs opinions de façon spontanée et craignent de déplaire aux formatrices. Leur expression libre est pourtant vitale au maintien d'une dynamique

essentielle dans ce processus éducatif qu'est l'alphabétisation auprès d'une population d'adultes.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants dressent une liste exhaustive des améliorations qu'il faudrait apporter: continuer de promouvoir la décentralisation des services dans les paroisses, en milieu rural; trouver des moyens pour rejoindre les handicapés intellectuels qui ne sont pas "en institution"; ne pas assumer que les connaissances de base sont assimilées et essayer de "toucher à tout en classe" (parce qu'ils sont des adultes, les participants sont en mesure d'assimiler beaucoup, en peu de temps); avoir la liberté d'aménager les locaux où se déroulent les activités, avoir accès à du matériel audio-visuel, aux bibliothèques des polyvalentes, à du ressourcement pour les formatrices de façon plus régulière et accessible; truffer le matériel pédagogique de couleurs locales, le désinfantiliser, le "coller au vécu québécois", être informé sur tout le matériel didactique déjà existant, obtenir plus de matériel en anglais destiné à des adultes, se procurer plus d'outils pédagogiques issus des différentes CS du Québec, plus de matériel individualisant les apprentissages; impliquer, former et "conscientiser" les accompagnateurs à l'importance de leur rôle; augmenter les budgets pour être en mesure de répondre aux "besoins" des gens en attente de services et faire en sorte que l'insécurité financière ne soit plus une source d'insécurité pour les participants et les formatrices; bénéficier des services de psychologues et de neuro-psychologues; augmenter à 18

heures/semaine la formation hebdomadaire des participants à temps plein et augmenter le nombre d'heures de formation des autres apprenants: permettre aux formatrices de se renseigner sur les "problèmes spécifiques de la lecture et de l'écriture" (inversion de lettres, etc.); pour diminuer le taux d'abandon des jeunes décrocheurs, prolonger le temps requis avant leur retour aux études pour leur donner l'opportunité de bien mûrir leur décision de joindre les rangs de l'éducation des adultes.

En conclusion, on peut affirmer que l'alphabétisation est bel et bien implantée en Abitibi-Témiscamingue et qu'elle a pris une expansion appréciable depuis ses débuts en 1979.

L'"ouverture des réseaux", les programmes gouvernementaux des CTQ, MRS, ISPJA, la constitution des 2 Tables régionales de concertation ont eu des effets positifs: le volume d'activités et le nombre de participants ont augmenté.

La formation qui draine 82% du budget, les bénévoles qui constituent la moitié de tout le personnel et la forte représentativité féminine au sein du personnel, sont des phénomènes typiques de la région.

La sensibilisation et le recrutement sont encore à améliorer, mais la démarche communautaire, qui gagne du terrain, semble faire resurgir les "richesses du milieu": le bénévolat, à coup sûr, en fait foi ainsi que la collaboration étroite et fructueuse entre une CS et un OVEP.

Du travail reste à faire: entre autres, s'occuper des gens en attente de services et implanter à l'UQAT des activités de perfectionnement pour les formatrices.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recheche-action. Nous souhaitons que le bilan régional de toutes ces partiques serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation en Abitibi-Témiscamingue.

Synthèse régionale

Côte Nord

(région 09)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE COTE-NORD

(REGION 09)

BEST	Grandes-Bergeronnes, Escoumins, Sacré-Coeur et Tadoussac
CA	Conseil d'administration
CECM	Commission des écoles catholiques de Montréal
CFP	Commission de formation professionnelle
CLSC	Centre local de services communautaires
CREA	Centre régional d'éducation des adultes
CS	Commission scolaire
CSR	Commission scolaire régionale
CSS	Centre de services sociaux
CTQ	Centre Travail Québec
DEA	Directeur de l'éducation des adultes
DEC	Diplôme d'études collégiales
LLC/Q	Laubach Literacy of Canada/Quebec
MEQ	Ministère de l'Education du Québec
MMSR	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
MRS	Mesures de rattrapage scolaire
OVEP	Organisme volontaire en éducation populaire
SEA	Service d'éducation des adultes

> A Montreal, à Québec, à Sherbrooke, à Chicoutimi, même à Rimouski, même si ça se rapproche de chez nous, c'est encore la ville. Et dans les villes comme ça, on a une idée du pays: mais aller habiter le pays à Saint-Augustin ou à Blanc-Sablon, à Shefferville, ces années ici, à Gagnon, à Labrieville, à Wabush /.../ habiter le pays aussi loin que ça dans tout ce qui est éloigné des gros centres, c'est quelque chose de bien important. À un moment donné ce n'est plus un pays, c'est un vaste vide; c'est un vaste espace vide où nos voisins du sud font des trous pour prendre les richesses, à une 'cenne' la tonne.
>
> Gilles Vigneault, 1969, in Fernand Seguin rencontre Gilles Vigneault, Le sel de la semaine

1 NATURE DE LA REGION

La région de la basse, moyenne et haute Côte-Nord s'étend depuis Tadoussac jusqu'à Blanc-Sablon sur la rive nord du Saint-Laurent. Elle est entourée par le Saguenay à l'ouest, par le Nouveau-Québec au nord, le Labrador au nord-est, fait face à Terre-Neuve au sud-est et à la Gaspésie au sud. Elle est baignée par l'Atlantique et le golfe du Saint-Laurent. Les principales municipalités qui la constituent sont les suivantes: Tadoussac, Manicouagan, Bersimis, Petites-Bergeronnes, Grandes-Bergeronnes, Escoumins, Forestville, Betsiamites, Ragueneau, Les Buissons, Chute-aux-Outardes, Baie-Comeau, Franquelin, Godbout, Baie-Trinité, Islets-Caribou, Pointe-aux-Anglais, Rivière-Pentecôte, Port-Cartier, Clarke City, Sept-Iles, Havre-Saint-Pierre, Aguanish, Pointe-Parent, Natasquan, La Romaine, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin, Brador, Blanc-Sablon, etc. Seize villages de la basse Côte-Nord ne sont pas reliés au réseau routier. L'aluminerie Reynolds, la compagnie Reed, La compagnie de papier QNS Limitée, l'Hydro-Québec et ses barrages sont les principales industries de la région. Selon Le

Quebec statistique, Edition 1985-1986, sa population totalise 115 100 habitants, dont plusieurs sont des travailleurs saisonniers, des pêcheurs, des assistés sociaux, des personnes au foyer, des travailleurs industriels à salaire élevé parmi lesquels on compte un grand nombre de chômeurs.

Les activités d'alphabétisation ont débuté à la CS Manicouagan en 1978. Se joignaient au mouvement le Comité pour l'alphabétisation Les Buissons et de Pointe-aux-Outardes en 1983, la CS du Littoral, le Comité régional des animatrices et animateurs en alphabétisation, Lira inc. et la Maison Alpha ABC Côte-Nord en 1984.

Parmi les organismes qui ont participé à la recherche-action, on compte 2 CS et 3 OVEP. N'ont pas participé l'OVEP POPCO et la CSR du Golfe.

Dans la municipalité Les Buissons, en 1983-1984, le travail apostolique (service d'aide et d'écoute) de 3 religieuses fait en sorte qu'elles découvrent des problèmes d'analphabétisme auprès des gens avec lesquels elles ont des contacts. Elles décident donc d'offrir bénévolement des "cours de français". En 1984-1985, elles obtiennent une subvention OVEP du MEO et collaborent avec la CS Manicouagan.

En 1982, le dossier de l'alphabétisation prend de l'essor: à la CS Manicouagan, une conseillère pédagogique y est attachée. A Forestville, la formation d'un comité des étudiants en français de base, encadré par une animatrice, a permis la sensibilisation du milieu et la mise en place d'activités dans 3 municipalités.

À Baie-Comeau, un comité de travail (forme de bénévoles, apprenants et formatrices) définissant l'analphabétisme comme un problème social, non uniquement scolaire, s'est constitué en groupe autonome en 1983. Il prend en charge la sensibilisation, le recrutement et les activités complémentaires à l'alphabétisation tandis que la CS dispense la formation.

Font partie de la population rejointe les catégories spécifiques suivantes: des autochtones de 16 à 30 ans, des femmes, des anglophones, des personnes âgées, des assistés sociaux, des handicapés intellectuels (légers et moyens), des détenus, des handicapés physiques, des jeunes hommes (16 à 30 ans), des travailleurs (30 à 45 ans).

2 PLAN D'INTERVENTION

Orientations

Les orientations prennent deux tangentes principales: la première, communautaire et/ou conscientisante; la deuxième, scolarisante et/ou fonctionnnelle.

L'orientation communautaire et/ou conscientisante rallie autour d'elle le Comité régional des animatrices et animateurs en alphabétisation, la CS Manicouagan, la Maison Alpha ABC Côte-Nord et Lira inc. Ces organismes promeuvent le concept de "prise en charge" des apprenants et du milieu parce qu'ils considèrent l'analphabétisme comme un problème social devant mettre à contribution toutes leurs ressources. C'est un

type d'alphabétisation où chaque apprenant à sa place, s'intègre dans le groupe et participe pleinement aux décisions qui le concernent. Cette orientation communautaire crée des liens entre les intervenants de la région, les solidarise autour d'une action commune et amène les participants à ne plus être d'uniques "consommateurs de services".

L'orientation scolarisante et/ou fonctionnelle rallie le Comité pour l'alphabétisation "Les Buissons" et la CS du Littoral. Leur approche permet aux adultes "d'acquérir des connaissances de base en français pour mieux fonctionner dans la vie de tous les jours". Au Comité Les Buissons, on scolarise et on pratique des activités fonctionnelles "à l'occasion" (apprentissage du code de la route pour l'obtention du permis de conduire, etc). A la CS du Littoral, on scolarise tout en essayant d'adapter ces activités "le plus possible aux besoins de notre clientèle".

A la Maison Alpha ABC Côte-Nord, les activités sont fonctionnelles et communautaires. Elles favorisent une "plus grande intégration des apprenants" et mettent de l'avant leurs "initiatives personnelles, leur sens des responsabilités et leur créativité".

Les deux pôles d'orientations régionales ne sont pas étanches et la tangente communautaire gagne de plus en plus de terrain.

Le comité régional, prônant lui aussi la "prise en charge" par le biais d'une alphabétisation de type communautaire, regroupe 7 intervenants recrutés dans les réseaux des OVEP et des CS. Ses rôles principaux sont de publier un bulletin de liaison, d'organiser des colloques, des

sessions de perfectionnement, d'établir des liens entre les intervenants, de permettre leur "solidarisation autour d'une action commune", bref, de contribuer au développement régional et à la circulation d'informations.

Changements intervenus

A l'OVEP Les Buissons, on a tenté de former un groupe avec les 4 apprenants qui bénéficiaient jusqu'alors d'activités individualisées. Cette tentative a échoué. Les participants préfèrent apprendre seuls avec la formatrice, dans ce territoire "fermé" où "personne n'est intéressé à ce que l'autre connaisse son problème" d'analphabétisme. Depuis quelque temps, à la CS du Littoral, on implique des animateurs pour établir un rapprochement avec la "clientèle-cible": la population âgée de 30 à 45 ans. A la CS Manicouagan, le programme des MRS implique désormais la formation de groupes à temps plein (21 heures/semaine). Des ateliers, sous l'égide de la CS, ont aussi pris naissance au Centre de détention de Baie-Comeau. A la Maison alpha ABC Côte-Nord, une collaboration accrue avec les CSS et leurs satellites a permis d'offrir des activités aux détenus et aux personnes âgées. A l'OVEP Lira inc., on développe des relations avec la CSR du Golfe pour être à même de mieux fonctionner et mettre en commun des plans d'intervention.

Partage des responsabilités

C'est souvent à partir de suggestions des apprenants que les activités d'apprentissage sont planifiées. Pour certains organismes, l'implication des participants est directe et dépasse le seul fait de "faire connaître ses besoins". Par exemple, à la Maison Alpha ABC Côte-Nord, on partage les orientations, la planification et la supervision du travail global entre une équipe d'animation (1 formateur et 1 apprenant) et l'équipe de 12 bénévoles (dont 7 sont des apprenants). Ailleurs, les formateurs "négocient", avec les apprenants, les horaires, le nombre d'heures de cours par semaine, le choix des activités, la marge de manoeuvre qui permettra d'ajuster les cours dispensés et les faire origiher de leur "vécu". A l'OVEP Lira inc., l'apprenant s'implique dans le groupe, décide de la façon dont il fera son apprentissage et participe à celui des autres. Cette implication et ce partage des responsabilités font partie des objectifs ciblés qu'il a à atteindre tout au long du processus de son alphabétisation.

Dans la région de la Côte-Nord, les intervenants s'occupant de formation sont à la fois des "dépisteurs, accompagnateurs, motiveurs, supporteurs, déclencheurs, personnes-ressources, animateurs en dehors des heures de cours, recruteurs bénévoles, etc." (CS Manicouagan) Ils ont une importance capitale au sein du plan d'intervention et dans le partage réel des responsabilités qu'ils peuvent instaurer avec les apprenants.

Les OVEP et le Comité régional fonctionnent selon des modèles de co-gestion ou de collégialité. Dans les 2 CS, le modèle hiérarchique domine.

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Pour maintenir active la sensibilisation directe de la population à l'analphabétisme et pour recruter des participants, les CS et les OVEP ont recours aux organismes et personnes-ressources suivants: CSS, SEA, CLSC, CTQ, CFP, "personnes-contact" du milieu, formatrices impliquées dans des activités communautaires, conseil de bande des autochtones, la Table des groupes populaires de la Côte-Nord (groupes de femmes, de locataires, d'assistés sociaux, garderie, etc.), journal Le Large (organe d'information des groupes populaires de la région de Baie-Comeau), salons de la jeunesse, kiosques de la Saint-Jean, participation des apprenants à diverses manifestations publiques (campagne Centraide, téléthon de la paralysie cérébrale, colloque international de la jeunesse), Carrefour d'entraide sociale, etc.

Les contacts avec d'autres organismes permettent aux CS et aux OVEP de briser leur isolement et de partager de la formation et de l'information. Ces organismes sont les suivants: LLC-Q (pour développer des programmes dans les milieux anglophones et perfectionner les formatrices), le Comité régional, la Table régionale des animatrices et animateurs (qui a permis, entre autres, à la conseillère pédagogique de la CS Manicouagan de participer à une mission en France où l'on expérimente l'utilisation de logiciels pour micro-ordinateurs), le

Regroupement des groupes populaires en alphabetisation, POPCO à Port-Cartier.

Le concept d'alphabétisation

Les définitions des organismes de la région sont toujours fonction de leurs orientations scolarisante/fonctionnelle ou communautaire/conscientisante.

Ainsi, alphabétiser c'est "offrir la possibilite d'apprendre à lire et à écrire à ceux qui n'ont pas eu la chance de l'apprendre dans leur jeunesse", à cette "clientele défavorisée sur le plan des communications avec la collectivité" en tenant compte de "leurs besoins" qui "pourront à long terme devenir fonctionnels (par exemple, un cours sur la pêche)".

Les CS et OVEP qui prônent l'axe communautaire/conscientisant insistent sur l'intégration des savoirs lire, écrire, compter, parler, agir et réfléchir à la confiance en soi, à l'amélioration de sa qualité de vie, à la revalorisation par la prise en charge, par un meilleur fonctionnement en société. L'orientation communautaire vise une démarche globale de développement personnel et social.

3 ORGANISATION DES SERVICES

Lieux physiques

Sur la Côte-Nord, les activités d'alphabétisation se déroulent dans des endroits très divers: résidence d'une communauté religieuse, classes des villages (Romaine, Tabatière), polyvalentes, résidences de personnes âgées, centre de détention, locaux municipaux, bibliothèque municipale, centre d'éducation des adultes, écoles primaires et secondaires, maisons privées, local loué dans le bas de la ville de Sept-Îles. La Maison Alpha ABC Côte-Nord a comme mandat de trouver des locaux adéquats pour que la CS Manicouagan puisse dispenser les activités. Quelques activités para-alpha ont lieu dans des restaurants et un club nautique.

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les participants se rencontrent entre 3 et 50 heures par semaine. Chaque organisme compte de 2 à 26 groupes, selon le cas. Au Comité pour l'alphabétisation Les Buissons, il n'y a pas de groupe comme tel mais bien 4 cours individualisés. On répertorie 31 groupes dans la région.

Sensibilisation et recrutement

La sensibilisation et le recrutement sont des activités très importantes dans une région où les territoires habités sont souvent isolés les uns des autres. En plus des contacts avec les organismes et des liens établis avec la communauté, la sensibilisation et le recrutement

prennent des formes tres diverses qui dénotent un souci de ratisser plusieurs avenues possibles: visites amicales apostoliques, bulletin paroissial, bulletin spécial des activités paroissiales, mise à contribution de personnes-contact, sondage auprès de la 'clientele' en insertion sociale et professionnelle, mise sur pied de kiosques dans des lieux publics, porte à porte: publicité dans les journaux, à la radio: visites des compagnies forestières, d'associations, de comités d'école par un comité d'apprenants: témoignages d'apprenants dans des entrevues radiophoniques, dans des kiosques: rencontres auprès de groupes spécifiques, réunions de cuisine, ententes avec le CTÛ pour rejoindre les jeunes 'assistés sociaux sous-scolarisés'. A l'OVEP Lira inc., ou le mandat est de sensibiliser le milieu, de 'démystifier le monde des analphabètes', on affirme que ce sont les apprenants 'qui recrutent le plus activement'.

Liste d'attente

Aucun des organismes, sauf un (Lira inc. qui a une liste de 43 personnes, majoritairement des hommes), ne possède de liste d'attente. Cela est dû à une réponse immédiate aux demandes, à un système d'inscriptions permanentes où l'on intègre les nouveaux apprenants au groupe déjà en place, à la formation de groupes aussitôt que le nombre d'inscriptions requis est atteint. On note cependant que certains participants potentiels n'ont pu profiter des activités et poursuivre leur démarche parce qu'ils formaient un nombre inférieur au minimum de

participants requis et qu'ils ne pouvaient se déplacer vers une localité voisine ou des groupes étaient déjà formés.

Encadrement pédagogique, formation et perfectionnement

L'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement des intervenants et intervenantes de la Côte-Nord sont souvent assumés par les CS (les OVEP y ont facilement accès et travaillent en étroite collaboration avec elles) et se résument aux types d'activités suivants: approfondissement du concept de prise en charge, de la relation formateur-apprenant, perfectionnement quant aux outils pédagogiques utilisés, aux programmes d'alphabétisation mis de l'avant, des colloques, des sessions intensives régionales et provinciales, des sessions de formation, des rencontres mensuelles des intervenants, etc. Fait intéressant à noter, à la Maison Alpha ABC Côte-Nord, les apprenants membres de comités peuvent profiter de certains services de formation et de perfectionnement.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

L'évaluation des apprentissages prend deux formes principales: une évaluation non-formalisée, faite au jour le jour, espèce d'auto-évaluation d'étape effectuée à l'aide du matériel didactique utilisé pendant la formation et une évaluation formalisée en "grilles" ou "petits tests" (examens oraux ou écrits) qui rend compte de la programmation hebdomadaire des objectifs à atteindre.

Laissée entre les mains et à la discrétion des formatrices, l'évaluation des apprentissages est plutôt formative que sommative et vise à placer l'apprenant "face à ses propres apprentissages". A l'OVEP Lira inc., en plus d'une évaluation formalisée, on propose une grille pour évaluer le cours, les comportements en groupes (capacité de communication avec les autres, d'écoute, d'expression de sentiments, connaissance de soi, etc.) et les comportements en dehors des groupes (se faire de nouveaux amis, lire le journal, participer à d'autres activités que l'alphabétisation, etc.).

Le suivi des adultes est généralement effectué de façon informelle et de plusieurs façons: vérification de la motivation, des progrès, de l'intérêt des apprenants, encouragement, écoute, support, discussions de groupe, échanges réguliers avec les apprenants. Grâce au suivi, les formatrices de la CS du Littoral sont en mesure de juger de la progression des acquis et de permettre à la "clientèle" l'atteinte d'un niveau de scolarité plus élevé.

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation ponctuelle des services d'alphabétisation - qu'elle soit mensuelle, bi-mensuelle, annuelle ou informelle (questionnements lors de la visite de l'évêque ou d'un repas avec la mairesse à l'OVEP Les Buissons) - permet de faire le point sur les pratiques, les attitudes et l'atteinte des objectifs et orientations qui sont à la source des interventions. Elle peut prendre la forme de rencontres entre

formatrices et conseillers pedagogiques pour les CS et entre intervenants, apprenants et les CA dans des OVEP.

4 BUDGETS ET COUTS

EN 1985-1986, les organismes de la region beneficient d'un financement selon trois modalites: subvention du MEQ à 100% pour les CS et le Comite régional, subvention du MEQ par le biais du programme OVEP pour les OVEP et subvention conjointe du MEQ (90%) et du MMSR (10%) pour l'OVEP Lira inc. Le budget annuel régional déclaré s'élève à 228 722$.

Les dépenses liées à l'alphabétisation, selon une moyenne regionale, se répartissent comme suit: 66% (de 40% à 85%) du budget est consacré à la formation; 9% (de 0% à 20%) à la gestion et au soutien administratif; 8% (de 0% à 15%) à l'équipement et à la location; 5% (de 0% à 15%) à la sensibilisation et au recrutement; 5% (de 0% à 10%) à l'encadrement pédagogique; 4% (de 0% à 10%) au développement pédagogique et au perfectionnement; 3% (de 0% à 12%) à la publicité et à la promotion. Aucun argent n'est investi dans des contrats externes. Il ressort de ces données que la formation, la gestion, le soutien administratif, l'équipement et la location occupent une part très importante de l'assiette budgétaire, soit 83%.

Le coût d'une heure d'alphabétisation pour un adulte varie de 10$ à 38,67$. Cependant, les bases de calcul varient énormément d'un organisme à l'autre. Il faut donc considérer chacune des données isolément.

5 LE PERSONNEL

Les femmes sont majoritaires dans les corps d'emploi suivants: à la formation où elles occupent 100% des postes, au bénévolat (79%) et à la direction-coordination (67%). Les services professionnels occupent 80% d'hommes. L'animation-terrain est assumée par 60% d'hommes.

L'âge moyen, par ordre décroissant, est le suivant: 38 ans à l'animation-terrain, 37 ans à la formation, 36 ans aux services professionnels, 30 ans au bénévolat et 24 ans à la direction-coordination.

Le personnel affecté à la direction-coord'nation et aux services professionnels travaille à temps plein, de façon permanente. Les formatrices sont employées à la leçon ou à temps partiel, de façon contractuelle. Le personnel de l'animation-terrain est engagé à temps partiel, de façon permanente ou contractuelle.

Selon la moyenne régionale, 48% des tâches liées aux activités d'alphabétisation sont assumées par des travailleuses et travailleurs bénévoles. Cette part est très imposante. Le personnel rémunéré, quant à lui, se répartit ainsi: 36% de formatrices, 8% d'animatrices et animateurs-terrain, 5% de professionnels et, enfin, 3% de directeurs-coordinateurs et de directrices-coordinatrices.

Antécédents professionnels et qualifications

Les intervenantes et intervenants ont des antécédents professionnels et des qualifications des plus variées: diplôme en enseignement, en pédagogie, diplôme d'aide-infirmière, baccalauréat ès arts, cours de médecine tropicale, mission en Afrique, expérience de travail dans le milieu scolaire, implication sociale dans le milieu, DEC en lettres et en éducation spécialisée, implication dans des groupes à vocation communautaire, diplôme en sciences sociales, brevets A,B,C, certificat en animation; expérience de travail en comptabilité, secrétariat, animation, journalisme, à la radio, auprès de personnes atteintes de déficience intellectuelle; une 'sixième année' (pour un apprenant co-animateur), professionnels qualifiés, des 'apprenants poursuivant leur primaire'.

Les travailleuses et travailleurs bénévoles ont des expériences et qualifications très diverses et sont parfois des apprenants eux-mêmes.

Critères d'embauche

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats capables de donner des cours individuels ou de groupes, discrets, disponibles, ayant de l'expérience en formation ou en animation, possédant au minimum un DEC, ayant une scolarisation suffisante et étant aptes au travail d'équipe.

Du côté de l'animation, on recherche des personnes démontrant un intérêt pour la formation des adultes, ayant une expérience valable en

animation, possédant un DEC au minimum et se conformant aux objectifs spécifiques de chacun des organismes (par exemple, la prise en charge, à la Maison ABC Côte-Nord).

A l'OVEP Lira inc., les critères d'embauche sont les mêmes pour le personnel de la formation et de l'animation: expérience de travail, aptitudes personnelles (initiative, confiance en soi, etc.) et composition d'un texte de 2 pages sur sa perception de l'alphabétisation.

Pour le bénévolat, on insiste sur 2 points centraux: être prête ou prêt à donner de son temps et vouloir s'impliquer.

6 POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région de la Côte-Nord totalise 257 personnes.

53% (de 25% à 74%) de la population est âgée de 30 ans et moins, 28% (de 15% à 50%) de 30 à 45 ans et 19% (de 0% à 38%) de 46 ans et plus. Les femmes constituent 60% (de 11% à 100%) de la population qui s'alphabétise et les hommes 40% (de 0% à 89%). En ce qui concerne la scolarité, 67% (de 26% à 100%) des participants déclarent détenir 4 ans et moins de scolarité; 25% (de 0% à 74%) de la population a 5 à 8 ans; enfin, 8%, plus de 8 ans.

Selon l'origine ethnique, la population de la Côte-Nord se distribue de la façon suivante: 62% de Québécois francophones, 20% d'anglophones, 17% d'autochtones et, enfin, 1% d'italophones.

Les hommes ou femmes au foyer, les travailleurs saisonniers, les chômeurs, les détenus, les pensionnés, les jeunes décrocheurs bénéficiaires d'aide sociale (n'étant pas sur le marché du travail), les assistés sociaux sont largement majoritaires au sein des groupes d'alphabétisation.

Changements et types de population

La tendance générale est à l'augmentation (les inscriptions ont triplé à la Maison Alpha ABC Côte-Nord) sauf pour l'OVEP Les Buissons ou il y a baisse d'effectifs. Partout ailleurs, il y a augmentation: des jeunes décrocheurs bénéficiant des MRS, du nombre d'autochtones, de la "clientèle" de façon générale, des prisonniers, des personnes âgées, selon le cas. A Lira inc., on ne note pas de changements depuis 2 ans, si ce n'est que la majorité de sa population est constituée de jeunes décrocheurs dont le nombre a augmenté dans une proportion de 50%.

Taux d'abandon

Le taux d'abandon varie de 5% à 33%. En moyenne, on peut l'estimer à 17%. Les principales causes d'abandon sont la maladie, les déménagements et le travail.

7 EVALUATION

Réussites

Les réussites sont de différents ordres: organisationnel, pédagogique et "motivationnel". Du point de vue organisationnel, l'établissement de "certaines collaborations", la mise sur pied d'un bulletin de liaison sur toute la Côte-Nord par le Comité régional, l'implantation d'un modèle associatif CS Manicouagan/Maison Alpha ABC Côte-Nord, et Lira inc./ CSR du Golfe (qui paie 16 heures/semaine de formation), l'accès au Centre de détention de Baie-Comeau, la mise sur pied d'ateliers de formation dans des centres d'accueil pour personnes âgées, la participation des apprenants à l'organisation des activités à la Maison ABC, l'obtention à Lira inc. d'allocations de revenus supplémentaires aux apprenants assistés sociaux par le biais du CTQ concourent au succès des plans d'intervention.

Du point de vue pédagogique, la mise en branle d'activités centrées sur les "besoins" des participants plutôt que sur des critères stricts de scolarisation est considérée comme un grand pas en avant par les organismes qui ont franchi cette barrière à la fois psychologique et idéologique. De plus, la complicité entre les apprenants et les formatrices contribue largement au climat de confiance, de joie et de plaisir qui se dégage des interventions d'alphabétisation.

D'un point de vue "motivationnel", la mobilisation des intervenantes et intervenants à se développer un "esprit régional" par l'entremise du Comité régional, le grand intérêt manifesté par les apprenants qui

'semblent intéressés à poursuivre' et à maintenir leur 'esprit de groupe', l'augmentation de la 'clientèle' dans les ateliers qui concourt à sa façon à lutter contre le chômage sévissant chez les formatrices (Maison Alpha ABC Côte-Nord), tout cela est signe de réussite.

Difficultés

Tous les organismes mentionnent surtout leurs difficultés de recrutement. On invoque plusieurs facteurs pour les expliquer: la vaste étendue du territoire de la Côte-Nord, la communication et les rapprochements difficiles entre les organismes, les problèmes de langue (particulièrement dans la basse Côte-Nord où l'anglais y est parlé en majorité), la faible participation d'une des CS, l'énorme difficulté de convaincre les gens à participer aux activités, les 'sérieux analphabètes' en particulier, échec presque total de pénétration dans le milieu du travail en usines (malgré les démarches effectuées auprès des cadres d'entreprises), dans le monde des femmes (ou elles ne constituent que 10% des apprenants à Lira inc.).

Les problèmes de sensibilisation de la population aux problèmes de l'analphabétisme ont des répercussions directes et désastreuses sur le recrutement des apprenants. Les localités les plus démunies demeurent intouchées par les interventions et l'on note une régression des inscriptions si l'animation du milieu n'est pas permanente. A l'OVEP Lira inc. il n'y a pas possibilité de collaboration avec la CSR du Golfe qui considère l'approche de cet OVEP 'nullement efficace parce que non-scolarisante'.

Changements et améliorations

Les intervenantes et intervenants dressent une liste exhaustive des améliorations qu'il faudrait apporter: au Comité régional, on suggère d'engager une animatrice régionale qui vive dans la basse ou moyenne Côte-Nord pour faciliter la circulation d'informations et catalyser l'implication des gens régionalement; à l'OVEP Les Buissons, on aurait besoin de plus d'intervenants bénévoles et d'argent; pour régler les problèmes de recrutement on propose l'engagement d'animateurs, animatrices-terrain pour mieux identifier les "besoins" d'alphabétisation dans chaque localité en procédant par des approches multiples (sondage, observation-terrain, échanges avec "clientèles" potentielles, avec les intervenantes et intervenants du milieu); avoir accès à des locaux adéquats (un toit permanent serait sécurisant pour les participants de la Maison Alpha ABC Côte-Nord) pour dispenser la formation, mettre sur pied un centre de documentation régional; à Lira inc., on voudrait agrandir le champ d'activités des autochtones, réaliser des documents de travail pour assurer un suivi de l'organisme et, à plus long terme, "obtenir une maison alpha".

On propose de produire du matériel pédagogique gradué, simplifié, plus adapté aux apprenants (entre autres, au niveau du vocabulaire employé) et mettant à profit la nouvelle technologie (micro-ordinateurs, cassettes, diapositives, etc.). A la Maison ABC Côte-Nord, le matériel pédagogique est produit par les apprenants avec tout ce que cela comporte d'avantages et de désavantages (il "provient du vécu, répond

aux besoins" mais il est pourtant limité et incomplet car "ils le produisent selon leurs connaissances").

L'analphabétisme prend une dimension sociale dans la région de la Côte-Nord. L'approche communautaire, qui gagne de plus en plus d'ampleur, implique une "prise en charge" des apprenants. Ils sont très actifs aux niveaux du recrutement et de la sensibilisation, entre autres, dans des comités de travail où ils exercent un "pouvoir" sur les orientations, les décisions. Ils bénéficient même de certains services de formation et de perfectionnement réservés habituellement aux intervenantes et intervenants. L'alphabétisation communautaire met aussi à contribution les ressources du milieu, entre autres, des travailleuses et travailleurs bénévoles (79% de femmes) qui totalisent 48% du personnel en alphabétisation.

Le programme gouvernemental des MRS a eu un impact certain sur l'augmentation du nombre de décrocheurs au sein des activités d'alphabétisation. On est aussi content de l'incursion que l'on a faite dans le monde des détenus et des personnes âgées.

Vaste territoire d'isolés, la Côte-Nord aurait un grand besoin d'intervenantes et intervenants en animation-terrain (ils ne représentent actuellement que 8% des effectifs) pour contrer ses problèmes de recrutement et de sensibilisation.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de toutes ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région.

Synthèse régionale

Nouveau-Québec

(région 10)

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LA SYNTHESE REGIONALE NOUVEAU-QUEBEC

(REGION 10)

CS	Commission scolaire
SEA	Service d'éducation des adultes

Parce que je sais lire et lui ne sait même pas lire, il me toise comme si j'étais armé.

Félix Leclerc, Le petit livre bleu de Félix, p. 256

NATURE DE LA REGION

La région du Grand Nord du Québec, appelée aussi Nouveau-Québec, est délimitée au sud par la rivière Eastmain et le 55e parallèle; à l'ouest, par la baie James et la baie d'Hudson; au nord, par le détroit d'Hudson et la baie d'Ungava; à l'est, par les terres du Labrador. Le Nouveau-Québec couvre 51% de la superficie terrestre du Québec. Sur ce territoire vivent des Inuit, répartis en 14 villages ou communautés dont la langue maternelle est l'inuktitut. Selon Le Québec statistique, Edition 1985-1986, la population du Nouveau-Québec totalise 18 300 personnes.

La vie économique de ces villages est limitée aux emplois dans la fonction publique (il n'y a pas d'industries). De façon générale, les habitants du Grand Nord qui participent aux activités d'alphabétisation sont en chômage, bénéficient d'aide sociale ou de subsides gouvernementaux pour retourner aux études. Jusqu'à tout récemment, les adultes ne pouvaient se prévaloir d'un enseignement de niveau secondaire, ce service d'éducation n'existant pas.

La région est aussi constituée de neuf communautés de la baie James: Poste-à-la-Baleine, Chisasibi, Wemindji, Eastmain, Waskaganish, Mistassini, Nemaska, Waswanipi, Ouge-Bougoumou. Les autochtones y pratiquent des activités dites "traditionnelles": chasse, pêche,

trappage, artisanat, travail domestique. Une minorité d'adultes, dont plusieurs sont allochtones, détiennent des emplois reliés au commerce, services gouvernementaux, écoles, hôpitaux. Depuis l'implantation du projet hydro-électrique de la Société de développement de la Baie James, les conditions de vie semblent s'être améliorées. Pourtant, les autochtones restent aux prises avec des problèmes d'hébergement, de qualité d'eau potable, de santé, de dépendance économique.

Les activités d'alphabétisation ont débuté en 1978 à la CS Crie où on y enseigne le "Cree Syllabics" à une population, dans la plupart des cas déjà alphabétisée. Depuis 1983, la CS Kativik offre aux adultes de son territoire une formation professionnelle ou des connaissances de base afin de leur permettre de suivre des cours de niveau secondaire. C'est dans ce contexte que des activités de niveau pré-secondaire (niveaux 204 à 207) sont dispensées. A la CS Kativik, on ne fait pas d'alphabétisation proprement dite mais bien plutôt de la "formation de base". La CS Joutel-Matagami, quant à elle, n'offre pas encore d'activités d'alphabétisation mais travaille présentement à élaborer un plan d'intervention dans ce domaine.

La population bénéficiant des activités d'alphabétisation est composée à 80% de jeunes adultes (âgés de 16 à 30 ans) autochtones: les Inuit et les Cris de la baie James.

PLAN D'INTERVENTION

En 1983, on instaure des services d'éducation des adultes, en anglais, à la CS Kativik. En 1985, suite à la demande de la communauté desservie, on offre des cours en français et en Inuktitut (particulièrement dans deux villages). L'expérience est encore jeune et on est confronté à la difficulté de dénicher des professeurs d'Inuktitut.

Les activités sont axées sur une réintégration scolaire en plus de miser sur les facteurs d'autonomie, d'estime de soi, de confiance personnelle et de "compétences à communiquer". Les groupes sont à "niveaux multiples". On propose donc une démarche d'apprentissage "sur mesure", très personnalisée et individualisée.

A la CS Crie, on s'efforce depuis 1978 d'offrir des cours de "Cree syllabics" pour permettre aux apprenants autochtones (dont 92% parlent couramment le cri) de lire et d'écrire dans leur langue maternelle. La formation est offerte dans un cadre traditionnel de cours magistraux qui durent en moyenne 30 heures. Les adultes qui participent à ces activités sont scolarisés et souvent intégrés au marché du travail. Le "Cree syllabics" n'a pas d'"utilité fonctionnelle" immédiate dans le milieu parce que l'affichage en cri est presque inexistant. Seuls quelques textes officiels sont rédigés en langue crie en plus d'être écrits dans les deux langues officielles: le français et l'anglais.

Les répondants de la CS Crie opteraient pour une intervention de type fonctionnel et communautaire s'ils pouvaient identifier la "clientèle

crie analphabete" et offrir des services après une analyse des besoins locaux, de la spécificité de la "clientele-cible", du contexte, etc.

Changements intervenus

A la CS Kativik, on a procédé à l'élaboration de "manuels d'étudiants". Ces documents sont mieux adaptés aux niveaux de compétence, identifiés dans le programme (sigles 204-206). On attend "le feu vert" pour entreprendre le remaniement des documents des niveaux 201-203 qui concernent l'alphabétisation proprement dite.

Partage des responsabilités

A la CS Kativik, l'application des programmes est "négociée" entre les formatrices/formateurs et les participants. On s'assure, grâce à la mise sur pied d'une équipe de coordination, que les contenus d'apprentissage soient "standardisés".

Liens avec la communauté, contacts avec d'autres organismes

Les liens qu'ont les organismes répondants avec la communauté sont très ténus. Ce sont les Inuit qui, par l'intermédiaire d'un comité d'éducation, demandent des cours et se réservent un droit de regard sur le choix même des formateurs. Les organismes répondants sont au service de la communauté.

La CS Kativik a aussi des contacts avec des organismes en alphabétisation au Canada anglais qui ont mené des études et des

experiences sur le sujet. On reste aussi en liaison avec le MEQ, particulièrement pour ses propositions de programmes sur l'enseignement des langues secondes basées sur l'approche communicative. À la CS Crie, on communique avec des organismes du milieu tels que le Conseil Cri de la Santé, le Conseil de bande, ces organismes étant susceptibles d'avoir recours à des services de formation en "éducation populaire".

Concept d'alphabétisation

À la CS Kativik, on met l'accent sur la lecture et l'écriture. L'expression orale est aussi privilégiée par le travail de discussions thématiques provoquant chez les apprenants l'échange d'opinions. Les habiletés orales s'effectuent aussi de façon plus informelle lors de sorties de groupes (pêche, courses en motoneige, etc.). À la CS Crie, l'alphabétisation implique beaucoup plus que les compétences liées à la maîtrise de la lecture et de l'écriture. Les dimensions de l'"agir" - à travers lesquelles on assume des rôles sociaux - et du "réfléchir" - où l'on se permet d'analyser - sont, elles aussi, situées au premier plan dans une intervention en alphabétisation.

ORGANISATION DES SERVICES

Nombre d'heures/semaine et nombre de groupes

Les organismes consacrent entre 3 à 15 heures par semaine à l'alphabétisation. À la CS Kativik, on dénombre 9 groupes constitués en moyenne de 13 participants chacun.

Sensibilisation et recrutement

A la CS Kativik, on a effectué une mini-campagne de sensibilisation et de recrutement en diffusant un écusson sur lequel est inscrit en langue inuktitut: "Je suis un adulte, j'apprends toujours. Et toi?". En plus d'afficher des pancartes, de diffuser des brochures, on dépêche dans chaque village une personne qui inventorie les "besoins" des adultes pour établir, en fonction de cet inventaire, des "centres d'apprentissage" à temps partiel.

Liste d'attente

Les deux organismes répondants ne détiennent pas de liste d'attente. A la CS Crie, on serait même "heureux d'en avoir une". N'ayant pas les resssources humaines minimales pour s'occuper du dossier, la CS Crie n'offre pas présentement de services d'alphabétisation à proprement parler.

Encadrement pédagogique, formation, perfectionnement

A la CS Kativik, l'encadrement pédagogique, la formation et le perfectionnement ont lieu en début de session, durant une semaine, à Montréal et en milieu d'année, une semaine également, cette fois-ci, dans le nord. Les activités sur le terrain ont pour objet de résoudre les problèmes vécus avec les étudiants et de poursuivre le perfectionnement des alphabétiseurs. Les formateurs ont aussi la possibilité d'assister à des conférences: leurs frais sont assumés par la CS.

Evaluation des apprentissages, suivi des adultes

A la CS Kativik, on effectue une mise à jour des dossiers pedagogiques. Les participants sont suivis malgré leur assiduité en dents de scie, directement proportionnelle aux situations d'emploi spécifiques à la région et aux coutumes des habitants du Nouveau-Québec. Les apprenants quittent les centres de formation quand ils ont trouvé un emploi et y retournent quand leur période d'emploi arrive à échéance.

Evaluation ponctuelle des services

L'évaluation ponctuelle des services a lieu en fin de session, pendant deux jours d'affilée, en cinq lieux différents. Elle est menée par les professeurs et aboutit, entre autres, au remaniement du matériel pédagogique en vue de le rendre plus accessible.

LE PERSONNEL

Antécédents professionnels, qualification et critères d'embauche

Les formateurs sont titulaires de certificat les habilitant à enseigner. La plupart sont âgés de plus de trente ans et ont une expérience d'enseignement auprès d'adultes.

Pour la formation, on recherche des candidates et candidats ayant un goût marqué pour la "vie solitaire", étant respectueux d'une culture différente de la leur, ayant l'esprit ouvert, connaissant les différentes approches en alphabétisation pour les avoir déjà pratiquées

avec différentes populations, dans différents milieux. On privilégiera aussi l'embauche de personnes qui maîtrisent les techniques et procédures d'animation et de relation d'aide, qui ont une connaissance de la psychologie de l'adulte et de son développement, des aspects culturo-économiques des milieux cri et inuit, qui sont ouverts à l'idée de participer à toutes les phases du plan d'intervention en alphabétisation: sensibilisation, recrutement, enseignement, suivi, animation auprès des apprenants et des bénévoles, etc.

POPULATION ADULTE

La population adulte qui bénéficie, au printemps 1986, des services d'alphabétisation dans la région du Nouveau-Québec, totalise 118 personnes. Les hommes et les femmes s'y répartissent de façon égale (50% de femmes, 50% d'hommes). 90% des participants ont 30 ans et moins; 10% ont de 31 ans à 45 ans.

En ce qui concerne la scolarité, 90% des participants déclarent détenir de 5 ans à 8 ans de scolarité; 10%, 8 ans et plus.

La population des apprenants est composée à 95% d'Inuit et à 5% de Cris.

Changements et types de population

À la CS Kativik, on remarque une augmentation du nombre de participants au niveau du pré-secondaire en anglais. Il existe une seule classe en français. On ne dénote pas de changement en ce qui concerne les cours

offerts à temps partiel en Inuktitut. On est à implanter le programme et il est encore trop tôt pour dégager des données.

Taux d'abandon

Il n'y a, au sein de la CS Kativik, ni "décrochage" ni abandon. L'assiduité en dents de scie pourrait pourtant faire état de "periodes de relâche" dictées par les exigences du monde du travail.

EVALUATION

Les apprenants obtiennent des "succès remarquables", sont plus confiants en eux-mêmes, plus autonomes. Les organismes "pourvoyeurs" d'emploi contactent les SEA des CS quand ils ont des postes à combler et donnent priorité aux adultes inscrits aux activités de formation.

A la CS Kativik, on ne dispense pas à proprement parler d'activités d'alphabétisation alors que la population des villages en demande. On remarque par contre que plusieurs apprenants ne profitent pas au maximum de l'opportunité qui leur est offerte de suivre des cours. Le logement des professeurs pose lui aussi de graves problèmes. On est à court de logements pour les formateurs.

Pour améliorer les services, il faudrait mettre en place des "cours d'alphabétisation" (niveaux 102-103) et mettre l'accent sur l'enseignement de la compréhension orale par le biais d'un travail de groupe favorisant le développement d'habiletés à communiquer

verbalement. On voudrait aussi élaborer une approche moins fondée sur une méthode livresque et, de ce fait, moins dépendante des documents écrits. À la CS Crie, on souhaiterait ardemment l'embauche d'une personne-ressource qui serait en charge de l'alphabétisation et de l'éducation populaire.

Il nous reste à remercier toutes celles et tous ceux qui ont généreusement participé à cette recherche-action. Nous souhaitons que le bilan de ces pratiques régionales serve d'instrument de connaissance, d'information, de sensibilisation et d'outil de planification du développement futur de l'alphabétisation dans la région du Nouveau-Québec.